

Bulletin trimestriel n° 44-45 / 1994.

Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis

*Congrès International
Bruxelles, 23-27 novembre 1992*

ACTES V

- 5 **Paul HALTER**, *Présentation des Actes V du Colloque* .
- 7 **Charlotte WARDI** (Université de Haïfa) : *Mémoires romanesques de la Shoah. Ethique et Esthétique* (Séance plénière).
- 11 **Gerhard DURLACHER** (Universiteit Amsterdam) : *Het levensgebod* (Commission «Littérature»).
- 23 **Vincent ENGEL** (Université Catholique de Louvain) : *Singularité et/ou universalité de la Shoah* (Commission «Histoire et Mémoire»).
- 33 **Arnold ROSSBERG** (Zentralrat Deutscher Sinti und Roma) : *Die Aufarbeitung des NS-Völkermordes an den Sinti und Roma durch die deutsche Justiz anhand der Verfahren gegen die Täter* (Commission «Témoignages et Archives»).
- 49 **Laszlo KARSAI** (Hungarian Academy of Sciences) : *Debates on the Shoah in the Hungarian Press, 1988 - 1992* (Commission «Médias»).
- 57 **Maurice VOUTEY** (Présidence FNDIRP) : *Archives et Mémoire* (Commission «Témoignages et Archives»).
- 69 **Dori LAUB and Nanette AUERHAHN** (Fortunoff Video Archive - Yale University) : *Knowing and not Knowing Massive Psychic Traumatic Memory* (Commission «Témoignages et Archives»).
- 97 **A. AWOSUSI und M. KRAUSNICK** : (Dokumentationszentrum Deutscher Sinti und Roma) : *«Abfahrt : Karlsruhe». Die Deportation der Pfälzer und Karlsruher Sinti. Dokumente und mündliche Erinnerung.* (Commission «Témoignages et Archives»).
- 113 **Brunello MANTELLI** (Università di Torino) : *Fonti orali e storiografia della deportazione. Appunti sull' esperienza italiana.*(Commission «Histoire et Mémoire»).

I.B.H. ABRAM (Universiteit Amsterdam) : <i>Nederlandse musea (over de Tweede Wereldoorlog) en de Sjoa</i> (Commission «Musées»).	123
I.B.H. ABRAM (Universiteit Amsterdam) : <i>Educatie na Auschwitz : enkele opmerkingen over de inhoud en context.</i> (Commission «Pédagogie»).	125
Béatrice GODLEWICZ (Institut de la mémoire audio-visuelle juive) : <i>La mémoire de la Shoah au cinéma : témoignage et fiction</i> (Commission «Cinéma»).	127
Sommaire des Actes I, II, III ET IV	139
* *	
*	
Supplément au Bulletin n° 44-45 /1994	145
Editorial du Président	147
- « Survivre ou la mémoire blanche » de Adolphe Nysenholc. Table ronde (Bruxelles, le 15 février 1993).	151
- Rencontre audiovisuelle internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis (Paris, 16, 17 et 18 septembre 1994).	161
Informations :	167
- Hommage à Léon Reiss	167
- Services pédagogiques	167
- Voyage d'étude (1995)	170
- Conférences	171
- Exposition sur l'univers concentrationnaire	171
- Prix de la Fondation Auschwitz	173
- Prix de la Paix	176

Notes de lecture :

Georges TABORI, *Tod in Port Aarif* (J. Rosenstein) ; **Clemens VOLLNHALS** *Entnazifizierung : Politische Säuberung und Entnazifizierung in den vier Besatzungszonen, 1945 - 1949* (R. Mertens) ; **Klaus J. BADE**, *Ausländer, Aussiedler, Asyl. Eine Bestandsaufnahme* (J. Rosenstein) ; **Helen EPSTEIN**, *Die Kinder der Holocaust* (G. Moonens) ; **Dietmar HENKE** et **Hans WOLLER**, *Politische Säuberung in Europa. Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration nach dem Zweiten Weltkrieg* (R. Mertens) ; **Jean-Claude PRESSAC**, *Les crématoires d'Auschwitz, la machinerie du meurtre* (P. Majerus).

**

*

Dernières acquisitions de la Bibliothèque

Paul HALTER
Président de la
Fondation Auschwitz

Présentation des Actes V du Congrès de novembre 1992

Nous continuons sans relâche cette extraordinaire aventure de publication des Actes de notre grand Congrès international de novembre 1992 consacré à l'étude de l'histoire et de la mémoire des crimes et génocides nazis.

Chaque fois que nous nous penchons sur les textes des communications qui ont eu lieu, nous découvrons, toujours avec étonnement et satisfaction, la diversité, la richesse et la fécondité des travaux auxquels nous avons eu la chance d'assister. Et pourtant, ce Congrès est déjà loin derrière nous, mais il est toujours réactualisé par la publication continue de ses Actes. Ceux-ci sont plus qu'une trace. Ils balisent le chemin parcouru par une réflexion commune et signalent la possibilité de nouvelles perspectives de recherche.

Parmi ces perspectives ouvertes par notre Congrès, il y en a une qui vient d'être réalisée. Il s'agit de la «Rencontre audiovisuelle internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis» que nous venons de co-organiser avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Dans le supplément de ce numéro, vous aurez l'occasion de lire une présentation de cette Rencontre, son bilan et ses perspectives. Mais d'ores et déjà, je suis en mesure de vous informer que ses Actes seront prochainement publiés dans une co-édition de notre Fondation et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (France).

Je tiens en tant que Président de la Fondation à remercier vivement tous ceux, nombreux et enthousiastes, qui nous aident dans la préparation et la réalisation de toutes nos activités.

Mémoires romanesques de la Shoah. Ethique et esthétique (*)

A la révélation de la Shoah, des penseurs et des écrivains élevés dans les traditions juives et humanistes la déclarèrent «incompréhensible, indicible et inimaginable».

Gershom Scholem, George Steiner, André Neher, Theodor Adorno, Berthold Brecht, Elie Wiesel, Roland Barthes, pour ne citer qu'eux, jugèrent le silence nécessaire à la survie de la foi, du langage et de la raison humaine et déclarèrent la nature de la littérature occidentale incompatible avec celle de l'extermination. Bien que les arguments éthiques et esthétiques invoqués demeurent convaincants et que leurs craintes d'une normalisation de la Shoah se révèlent de plus en plus justifiées, la tentative de reléguer hors de la parole, de l'histoire, de la spéculation intellectuelle et de la création artistique un réel imaginé, pensé, prononcé, écrit par les nazis et subi par des millions d'hommes ne pouvait qu'échouer parce que la pensée, l'affectivité et la créativité sont inhérentes à la vie. Au sein même de l'horreur, des victimes la décrivaient et la dessinaient alors qu'ils savaient leur mort probable et parfois même certaine, témoignant ainsi d'une foi dans les hommes à laquelle ceux-ci ne prêtèrent et ne prêtent guère attention.

D'ailleurs, ni la célèbre phrase d'Adorno trop souvent citée hors contexte et sur laquelle il revient dans la *Meditationen zur Metaphysik*, ni les considérations de Steiner auteur d'une fiction qui met en scène Hitler, ni celles de Scholem maintes fois rapportées, ni même la leçon que Jean Amery tire d'Auschwitz dans *Jenseits von Schuld und Sühne* à savoir que «pour l'essentiel l'intellect est un *Ludus* et que nous ne sommes rien de plus ou, - plus exactement qu'avant notre entrée dans le camp - nous

(*) Communication prononcée en séance plénière le 25 novembre 1992 (Président de la séance : J. Van Houtte, Recteur, Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius-Antwerpen).

n'étions rien de plus que des hommes ludentes, «n'empêchèrent ni n'empêchent les théories de s'édifier ni les œuvres de naître pour le meilleur comme pour le pire».

Vidé de sa signification spécifique par la pratique quotidienne de la fausse abstraction, de l'amalgame, des généralisations hâtives et des comparaisons superficielles qui omettent de signaler les différences, Auschwitz ne pose plus aujourd'hui le dilemme entre le silence et la parole mais le problème de l'authenticité des discours et des représentations imaginaires transmises à la postérité et qui se substituent aux événements et au vécu de l'extermination.

Comment préserver de l'oubli, de l'érosion, voire de la corruption, la mémoire des victimes assassinées, celle de l'intense vie et tradition juives disparues avec elles, est la question qui préoccupe de plus en plus les rescapés et à laquelle Elie Wiesel offre une réponse résignée dans son roman *L'Oublié*. «Qu'est-ce qu'un homme privé de sa mémoire ? Pas même un fantôme», dit Elhanan à Malkiel, son fils.

«Il n'y a pas de transfusion de la mémoire, répond celui-ci,... La tienne ne deviendra jamais la mienne. Je puis vivre après toi et même pour toi mais non comme toi... Certes, je témoignerai pour toi mais ma déposition sera pâle comparée à la tienne, pâle et pauvre.»

Ces dialogues des personnages de Wiesel signifient à la fois la nécessité de la mémoire pour la survie spirituelle et affective des générations présentes et futures et les limites de toute transmission. Si l'extermination impose aux rescapés de la chasse aux Juifs, des ghettos et des camps de la mort le devoir de raconter l'horreur vécue à leurs contemporains, ceux-ci ne pourront saisir sa réalité que par l'imagination à partir de l'écoute et de la lecture. De la qualité de celles-ci, c'est-à-dire de la personnalité de l'auditeur ou du lecteur, de leurs mobiles et de leurs fins dépendra l'authenticité de l'Histoire mémorisée et dont la fidélité sera encore restreinte par la nature de la Shoah qui impose des limites à sa connaissance et à son imagination.

Lieux privilégiés du libre jeu de la fabulation, les séries télévisées, les films et les ouvrages littéraires jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration de la mémoire individuelle et collective. Des créations telles que *Vie et destin*, *White Hotel*, «Shoah» ou «Portier de Nuit» provoqueront des réactions intellectuelles et affectives, susciteront et grave-

ront des images plus sûrement que les remarquables études de Raoul Hilberg ou de Yehouda Bauer. En véhiculant les mythes, les symboles et les métaphores nés de l'extermination, en créant des personnages et des types qui incarnent le vécu historique dont elles ramènent l'inquiétante complexité à une thèse familière, en traduisant les obsessions et les préoccupations de l'auteur et de son temps, fictions cinématographiques et romanesques facilitent l'identification du spectateur ou du lecteur.

S'agissant de crimes qui repoussent les limites de l'humain, cinéastes et écrivains qui les transposent en une vision esthétique devront en assumer la responsabilité. Ils auront beau se défendre et dire qu'ils n'avaient nullement l'intention d'instruire, il reste que leurs créations n'acquiescent leur plein sens que par référence aux événements et au vécu historiques qu'elles mettent en scène et la connaissance de l'Histoire que le public en tire peut d'autant moins laisser indifférent qu'elle est transmise par des voies émotionnelles et qu'il est plus ignorant.

Paradoxalement, alors même que la fiction exerce une influence plus profonde et souvent plus pernicieuse, le prestige dont elle jouit dans la culture occidentale dégage l'auteur qui le désire de toute préoccupation éthique. Nous nous interrogerons sur ce «prestige de la fiction» et aborderons la question des rapports entre «valeurs éthiques et qualités esthétiques» dans une oeuvre qui met en scène la Shoah.

A l'examen des bibliographies d'ouvrages critiques généraux tels que *The Holocaust and the Literary Imagination* de L.L. Langer, *A Double Dying* de A.H. Rosenfeld, *The Shriek of Silence* de D. Patterson, *Writing and Rewriting the Holocaust*, de James Young on constate que les analyses portent sur un nombre restreint de romans et à de rares différences près sur les mêmes, devenus des classiques. Par contre, les ouvrages spécifiques tels que *Auschwitz et les Nouvelles Littératures allemandes* de J.P. Bier, *Le Nazisme au Miroir de la Nouvelle Fiction Romanesque Allemande* d'I. Hammerman, *La Shoah dans la Fiction romanesque hébraïque* de Hannah Yaoz qui étudient la représentation de la Shoah dans le cadre d'une littérature nationale révèlent une situation infiniment plus complexe, l'écriture de la Shoah dépendant non seulement de l'écoute individuelle mais encore du climat littéraire et politique dans laquelle elle

naît ainsi que de l'attitude respective des peuples envers, durant et après l'extermination.

Malgré cette complexité qui exige des études nuancées il semble possible d'établir certaines distinctions fondamentales entre les représentations de l'Histoire par des écrivains rescapés des camps, des ghettos tels que Primo Levi, Elie Wiesel, Aharon Apelfeld, Anna Langfus, Y. Becker, celles des témoins concernés tels que Vercors, Romain Gary, Giorgio Bassani, Vassili Grossman, Heinrich Boll, celles de jeunes écrivains qui tentent d'imaginer ce que fut le destin de leurs parents et proches tels que Henri Raczymov, Patrick Modiano, David Grossman et celles où la Shoah sert des fins douteuses tels que Marcel Aymé, William Styron, J.M.G. Le Clézio, etc.

Nous tenterons de montrer comment le choix des éléments qui composent la mise en scène de la Shoah en assure une représentation authentique c'est-à-dire qui permet au lecteur d'appréhender et d'approcher par l'imagination ce qu'elle fut ou bien lui en suggère ou lui impose une vision déformée et trompeuse.

Gerhard

DURLACHER

Hoofddocent

Universiteit Amsterdam

(Nederland)

Het levensgebod (*)

A year before he died, Primo Levi wrote that some people can't stop talking about their sufferings during the nazi era and that others can never talk about them.

Although Levi wrote his *If this is a man* in 1946, it wasn't published until 1958. When the English translation appeared two years later, English readers were also able to see through his eyes what it meant to be in a German concentration camp.

Primo Levi was able to talk. I wasn't. Maybe he should have added a third category : people who needed the distance of time before they could talk or write about it.

Before 1981 I couldn't and wouldn't get anywhere near the subject. I taught sociology, published in my field, but didn't utter even one syllable about my past. Then two books appeared : Walter Laqueur's *The terrible secret* and Martin Gilbert's *Auschwitz and the allies*. A colleague asked me to review these books for a Dutch literary monthly. At first I hesitated. But then I began to read. I suffered a terrible shock when I came to Gilbert's description of an American aeroplane that in August 1944 unloaded its bombs over Auschwitz-Birkenau. I was standing right there and saw it with my own eyes, along with 89 other boys who had been selected by Mengele to work themselves to death.

(*) Lezing op 24 novembre 1992 op de vergadering van de Commissie «Literatuur» (Voorzitter D. Sturm, Directeur Goethe-Institut-Brüssel).

Il wrote the article, but not as an academic. It was part of my own life. A curtain had been torn in two, and a flood of memories was asking to be written.

In the beginning, I thought I might be able to keep this torrent within sociological confines. I soon discovered how naïve I was. There was no way I could suppress my feelings and channel them into a rigid outline. A literary approach was the only possibility I could think of. From then on it was as if the floodgates of my memory had been opened. Not only the years in the concentration camps came back to me. I was also haunted by my childhood years in Germany in the thirties. Writing became an outlet and even a joy. Pointing the pictures in my mind is now an addition, and I am grateful for the gift of writing. When people, especially young people, tell me that my books helped them understand more about the war, about discrimination and about human nature, I feel gratified.

In the Nazi camps, civilization sank to zero. The SS tried to mould their victims into a society of wolves before slaughtering them. It is not my intention to paint the horrors of war. Those we see every day in the media.

In my books I try to depict the men and women who did not lose their moral fiber despite overwhelming pressure. I hope they provide a spark of hope in these times of pessimism.

Now I'd like to read the last chapter of my latest book : *De Zoektocht*. It was published in 1991 and is the story about the search for my fellow survivors. Of the 89 boys I spoke about earlier around 20 are still alive. I found them in several countries, spoke to them for hours and days, organized a reunion in Israel and received them in my house. We all have lost our families but we found brothers in each other.

*
* *

Mijn zoektocht is geëindigd in een woud van vragen.

Hoe hebben wij overleefd, hoe konden wij verder leven na de catastrofe ? Afdoende antwoorden zijn er niet. Elk antwoord brengt nieuwe vragen voort.

Sommige ideeën van Bruno Bettelheim, de psychotherapeut, die van 1938 tot 1939 gevangene in de concentratiekampen Dachau en Buchenwald geweest is, hebben lange tijd het denken over «surviving» beheerst.

De extreme omstandigheden in het kamp, de massieve terreur door de SS en haar helpers, het voortdurende levensgevaar, de wrede mishandelingen, het zware werk, de honger en het massale sterven hebben volgens hem op de gevangenen infantiliserend gewerkt, hen gedepersonaliseerd en hen tot willoze wezens gereduceerd die zich als schapen lieten afslachten of die zich, indien zij de eerste weken na hun internering overleefden, identificeerden met hun beulen.

Eigen ervaring, het lezen van ego-dokumenten en de lange gesprekken met mijn lotgenoten hebben mij in de overtuiging gesterkt dat deze ideeën te simpel zijn en dat zij van ons zielige karikaturen maken.

Het beeld van de gevangenen die zich willoos overgaven aan de overheersers zonder vorm van protest of verzet is onjuist in zijn algemeenheid. Verzet in het kamp, zij het georganiseerd, zij het spontaan, was anders van karakter dan de romantiserende buitenstaander zich voorstelt : heroïsche strijd tegen de machthebbers, opstand met of zonder wapens was vrijwel onmogelijk en kwam heel zelden voor. Verzet of verweer had andere vormen. Velen lieten het geweld niet zomaar over zich heenkomen en vergaten niet wie ze waren. Ze probeerden tussen Scylla en Charybdis te varen door de verschrikkingen niet tot het bewustzijn te laten doordringen, door kleine solidaire groepen te vormen, door minieme sabotagedaden en door alert te worden voor tekenen van gevaar.

In plaats van de zogenaamde overlevingsschuld bij oudgevangenen te verzachten wakkert het romantische beeld over verzet dit gevoel juist aan.

Wie iets van de sfeer in de kampen wil begrijpen ontkomt er niet aan de doeleinden waarvoor de nationaalsocialisten ze gebruikten te onderzoeken.

Na de Wannsee conferentie op 20 januari 1942 was over het uiteindelijke doel der concentratiekampen geen misverstand meer mogelijk : de vernietiging van alle joodse gevangenen en al diegenen die in de ogen van de machthebbers minderwaardig en/of staatsgevaarlijk waren. Het kan daarom niet duidelijk genoeg gezegd worden : bij langer uitblijven van de bevrijding door de geallieerden in 1945 zou vrijwel niemand die kampen overleefd hebben.

Nadat de nazis in januari 1933 aan de macht waren gekomen, lieten zij al spoedig een aantal concentratiekampen bouwen die toen nog ressorteerden onder de S.A. Het Columbia-Haus in Berlijn - rechtstreeks onder beheer van Goering - was hier een voorbeeld van. Communisten, Socialisten maar ook onwelgevallige medestanders, politieke kopstukken en joden werden hier van de wereld afgesneden, gemarteld en gedood. Velen kwamen in de vroege concentratiekampen terecht. Vanaf 1933 ontstonden de kampen Dachau, Buchenwald, Sachsenhausen-Oranienburg, Flössenburg en pas na 1939/1940 werden de massavernietigingskampen Treblinka, Sobibor en Auschwitz opgericht.

De bouw van elk concentratiekamp kostte duizenden gevangenen het leven. Ze werden door het Reichssicherheitshauptamt naar plaatsen gedirigeerd waar zij vrijwel uit het niets, zonder hygiënische voorzieningen, zonder adekwate voeding en zonder beschutting hun eigen kerkers moesten timmeren. Het «univers concentrationnaire» zoals David Rousset het noemde groeide als een giftige zwam.

Een van de belangrijkste functies van deze plaatsen der verschrikking was de exemplarische terreur. Alleen al door het bestaan van deze plaatsen hing een voortdurende dreiging over eenieder die zijn ziel niet aan de nazis had verkocht.

Dat betekent niet dat de bevolking in de beginjaren van alle gruwelen volledig op de hoogte was. De ontslagenen (en die waren er nog voor 1939) stonden onder voortdurende gestapo-controle en durfden niets te vertellen over de hel waarin zij hadden geleden. Sommigen van hen verdwenen naar verbanningsoorden of naar het buitenland waar de angst voor de duitse geheime dienst hun monden sloot. Als zij al waagden te spreken werd hun verhaal als fantasie bestempeld of in de kiem gesmoord : Duitsland was immers een bevriende natie voor 1939, een vriendschap die menig vluchteling na de terugwijzing aan de grens, het leven kostte.

Een andere functie was : het concentratiekamp als trainingsplaats voor amoraliteit. Eicke, de Polizei-SS-führer, splitste van de algemene GS het Totenkopfbatalion af als bewakingstroepen voor de kampen. Dit moest een geharde keurtroep worden zonder menselijke scrupules, zo zij die ooit hadden gekend.

Het rekruteringsveld was vrijwel identiek aan dat der S.A. : gefrustreerde middenstanders, werkloze knechten en kleine ambachtslieden, fanate Wehrmachtsoldaten en vele anderen.

Bij de officieren : onderwijzers, kantoorpersoneel zonder baan, legerofficieren en politiepersoneel zonder uitzicht op promotie en partijaanhangers met een door politieke moorden onbezwaard geweten.

Onder Eicke was de opleiding gericht op kille haat en onpersoonlijke vernietigingsdrift. In de ogen van deze SS-ers was een gevangene, behalve soms een enkele Rijksduitse beroepsmisdadiger, minder dan ongedierte en diende als zodanig uitgebuit en vernietigd te worden. Voor duitse criminelen diende het kamp als plaats voor heropvoeding maar vrijlating was ook voor hen uitzondering. Veeleer werden ze ingezet als regelrechte handlangers van de SS : kapos bij de werkcommando's, blokoudsten en kampoudsten, een maffia-achtig netwerk van corrumpering en corruptie. Slechts heel zelden kregen politieke gevangenen dergelijke functies. Buchenwald was in de laatste jaren van de oorlog de uitzondering. De chaos die de criminelen daar veroorzaakt hadden was zo groot dat de SS-leiding genoodzaakt was hen te vervangen door de politieken. Menig leven is daardoor gespaard gebleven.

De functie : Vernietiging door arbeid toont de absurditeit van het systeem ten voeten uit.

De veel gehoorde opmerking dat in het kamp slavenarbeid werd verricht berust op een misvatting. Vroeger betekenden slaven voor hun eigenaar vermogen. Behoud van arbeidskracht was van belang en daarom was verzorging onvermijdelijk.

In het «univers concentrationnaire» diende arbeid als vernietigingsmiddel. De verspilling van mensen was zonder weerga in de geschiedenis. Uitgeputte gevangenen waren ten dode opgeschreven. In het laatste jaar van de oorlog verzette Pohl van het Wirtschafts-Verwaltungs-Hauptamt zich tegen dit wangebruik van arbeidskracht. Niet uit humane overwegingen, maar omdat hij slaven voor de oorlogsindustrie nodig had.

De kampen dienden tot het uitbreken van de oorlog als reservoir van gijzelaars. Vooral joden werden door de nazis als chantage-middel gebruikt om ongestraft oorlogsplannen

ten uitvoer te brengen. Toen de geallieerden, behalve de Verenigde Staten, Duitsland na de inval in Polen de oorlog verklaarden begon vrijwel onmiddellijk de massavernietiging der Baltische joden en in Buchenwald vonden massa-executies plaats.

Voor een buitenstaander moet het onbegrijpelijk geweest zijn dat een relatief klein aantal SS-ers 100.000 gevangenen in toom konden houden en in de latere oorlogsjaren miljoenen gevangenen de dood in konden drijven. Verzet, sabotage of zelfs ontsnapping kwam voor, hoewel zelden. Dat lag niet aan de passiviteit van de gevangenen, aan uitgebluste levenswil of aan lafheid.

Zulke etiketten zijn in dergelijke situaties misleidend.

De onvoorstelbaar gruwelijke represailles waren niet de enige reden dat de terreur zich kon handhaven. Wij leefden immers dag en nacht met de dood door terreur en alleen de wijze van sterven was verschillend.

De strategie die de SS hanteerde om de gevangenen in de hand te houden was een oude en beproefde. Reeds Machiavelli kende haar. Zij joegen hun slachtoffers weloverwogen tegen elkaar in het harnas en voerden een consequente verdeel - en heerspolitiek. Zij maakten gebruik van de tegenstellingen der nationaliteiten, der religies, geslachten, leeftijdsgroepen, gaardheden en vroegere posities, maar bovendien hadden zij een onfeilbaar instinct voor het kwaad : zij wisten trefzeker de verwante zielen te vinden die hun taken konden en wilden verlichten.

Onder massavernietiging wordt vaak verstaan de vernietiging door middel van Zyklon-B gas in Auschwitz, Treblinka of Sobibor.

Maar zo eenvoudig is het niet :

Bergen Belsen had geen gaskamers, maar daar kwamen tienduizenden door honger, vervuiling en ziekte om.

Mauthausen kreeg pas tegen het einde van de oorlog een gaskamer, maar daar knuppelde of schoot de SS de gevangenen dood of liet de rotsen van de steengroeven op hen neerkomen.

Vele wegen leidden naar het einde. In het ene kamp werd een weg wat vaker gebruikt dan in het andere, maar

overal waren er dezelfde wegen om ons te doen verdwijnen, teveel en te gruwelijk om op te noemen.

Dezelfde vragen circelen als horzels om mijn hoofd :

Hoe was het mogelijk dat uit dergelijke infernale plaatsen een aantal mensen levend te voorschijn kwam in het jaar van de bevrijding ? Hoe was het mogelijk dat mensen, het maanden en soms jaren konden volhouden ? En hoe is het mogelijk te leven na de rook boven Birkenau ?

Vrijwel niemand van ons die het einde van de oorlog haalde, kon het wonder van de bevrijding bevatten. Bij de terugkeer in de landen van herkomst werden wij zelden met open armen ontvangen. De mensen daar wilden niet nogmaals met eigen of andermans ellende geconfronteerd worden. Wijzelf werkten aan de stilte mee omdat wij ons niet konden uiten. Zo snel als onze geteisterde gezondheid dat toeliet gingen wij aan het werk.

Het overleven was voor ons een raadsel dat wij trachtten op te lossen met schuldgevoelens : waarom zij niet en wij wel ? Waren wij harder, hadden wij meer geluk of waren wij beter of slechter ? Een antwoord hierop weet ik niet, noch wie dan ook. Natuurlijk gissen wij waarom onze overlevingskansen een minieme fractie beter waren dan die van oudere lotgenoten die voor hun ogen vrouw en kinderen in rook zagen opgaan. Hoewel de meesten van ons hun ouders ook op die manier verloren, is het voorstelbaar dat het omgekeerde, namelijk verlies van het gezin voor een volwassen man of vrouw nog diepere wonden slaat.

Bovendien : wij waren jonge pubers en gezond. Wij kwamen uit families die zelden armoe leden en ons gekoesterd hadden.

Wij leerden in de loop der jaren alert te zijn voor menselijk gevaar en wisten instinctief waar hulp was te verwachten.

Bij de bevrijding waren wij niet meer dan wrakken en driekwart van de jongensgroep was omgekomen in het laatste oorlogsjaar. «Wij leven in geleende tijd» zijn woorden die wij allen zeggen. Zij duiden op het raadsel dat zo onbegrijpelijk is.

Met de gerijpte ironie van iemand die het product van jarenlange vervolgingen is zei een Pools-joodse man vlak na de bevrijding tegen mij : «als je normaal uit de kampen

komt, ben je gek.» Aan deze zin werd ik herinnerd toen Honza S. samen met zijn echtgenote enige weken na mijn terugkeer uit Canada mij kwam opzoeken. Hij had de vragenlijst die ik hem twee jaar tevoren reeds had toegestuurd bij zich.

Zijn gezicht herkende ik niet na al die jaren, hoewel zijn bolle ogen mij vaag bekend voorkwamen. Zij vormden een knap paar, zijn Yvette en hij. Zijn figuur verraadde sportieve training, zijn optreden zekerheid en zijn teint de overvloedige zon van Brazilië. Zij kwamen rechtstreeks uit Sao Paulo.

Zijn vrienden Robert in Toronto en Misha in Boston hadden mij zijn bijnaam uit 1945 toevertrouwd. Gorilla werd hij toen genoemd zonder zijn medeweten. Pas later, toen hij weer bij zinnen was, vernam hij van de «shrink» der luchtmachtbasis Hoersching waarom zijn lotgenoten hem tot aap bestempeld hadden.

Honza, die zich later in het andere werelddeel Ian noemde, werd tegelijk met een paar van de «jongens» in het bosbouwkamp bij GunsKirchten bevrijd door Amerikaanse troepen. In het hospitaal herstelde hij van de tyfus en de andere ziekten die hij had opgelopen in gevangenschap. Met zijn kameraden, die allen min of meer dezelfde kwalen hadden, deelde hij het zaaltje tot hij plotseling van zinnen raakte, het meubilair kort en klein sloeg en zich voor de verplegers verborg door als een gorilla van balk tot balk te slingeren en zich op of achter kasten, op zolder of in de kelder te verstoppen. Hij herkende niemand meer, brulde in paniek en werd tenslotte in een dwangbuis weggevoerd.

Honza zit in mijn werkkamer tegenover mij. Op zijn knieën ligt de vragenlijst. Hij hoeft hem nauwelijks in te kijken. Hij kent de vragen. Alsof hij mijn twijfels over zijn geestelijke vermogens wil wegnemen, brengt hij de aanvallen van berserkerwoede en de maanden van totale vergetelheid onmiddellijk ter sprake. Hij praat er nu over zonder geremdheid, zelfs met lichte zelfspot.

Zijn kamptijd verschilt niet noemenswaard van die van Robert en diens broer. De voorgeschiedenis was maar ten dele anders : Zijn vader was geen intellectueel, zijn moeder heel kunstzinning en hij als enig kind, was het brandpunt van ouderlijke zorgzaamheid.

In Theresienstadt kwam hij met anderen van zijn leeftijd in het jeugdhuis in kamer L 417, beroemd om de leraar die hen van alles trachtte bij te brengen en wachtposten uitzette om controlerende bewakers, die opdracht hadden onderwijs te verhinderen, te signaleren. Zijn vader maakte 's nachts, na zware dagtaak, schriftelijke lessen en stopte hem die toe, uit vrees dat Honza ongeletterd blijven zou. «Een van die werkstukken heb ik nooit vergeten. Een paar dagen voor de Pesachweek heeft hij een groot vel met tekeningen van faraos en pyramiden voor me gemaakt en er namen bijgeschreven : Ramses, Toetanchamon, Cheops en Gizeh.» Tegelijk met mij kwam hij in Birkenau en tegelijk met mij werd hij aan de selectie blootgesteld. Hij ging bij zijn grote en atletische vrienden Robert en Martin staan, maar werd te licht bevonden om te leven. Robert raadde hem terug te treden in de rij en naast een kleine jongen te gaan staan. «Die jongen had nummer A-1831 en A-1832. We hadden de reis naar Auschwitz in dezelfde veewagen gemaakt. Toen we voor Mengele stonden werd hij afgewezen en ik kwam er nu door». Ian kijkt langs mij heen alsof het beeld van toen achter mij staat. Hij mijmert door en vergeet ogen-schijnlijk dat ik luister : «Mengele was een knappe man en ik had een idioot soort vertrouwen dat hij ons zou sparen. In die tijd was ik ontzettend bijgelovig en dacht dat God me wel zou helpen. Soms keek ik heel geconcentreerd naar de rug van een SS-er en dacht dat ik hem met mijn blikken en mijn wil zou kunnen doden. Als ik hem dan de volgende dag weer op appèl zag, voelde ik me door God verraden. Als ik daarna mensen zag bidden, maakte me dat woedend. Waarom kwamen ze niet in opstand ? Waarom sloegen ze niet terug ?»

Zijn agitatie verdwijnt, hij spreekt weer tegen mij. Anekdote volgt na anekdote : «Eens waren we rijk in het Männerlager, al was het maar voor een paar dagen. Robert en ik hadden zout gestolen en de keukens kookten zonder zout omdat er geen aanvoer was geweest. We ruilden zout voor schoenen, hemden en een deken. Zelfs een mes had ik toen. Op eens was er weer zout in het eten en weg was ons kapitaal».

De chronologie in zijn herinneringen begint zoek te raken. Hij vertelt mij van zijn angststromen toen en nu, van de nachtmerries die hem kwellen, van zijn beschermengel Bully, een communist die hem liet onderduiken bij de politieke gevangenen en hem zo het leven redde. Op mijn vraag of hij toen ooit aan het leven buiten de

prikkeldraadomheining had gedacht, over een normaal leven, met voldoende eten, warmte, muziek en mooie boeken, kijkt hij mij grinnikend aan : «In het kamp heb ik alleen maar aan lijfsbehoud gedacht. Aan niets anders. Waar en hoe kon ik voedsel of kleding stelen, wat moest ik doen om niet te zwaar of te gevaarlijk werk te doen, hoe kon ik een lepel, een soepkom, een mes organiseren, een stuk touw om mijn broek omhoog te houden, of een paar schoenen die pasten ?

Wij hadden een soort commune, Robert, Martin, Paul en ik. Wij verdeelden alles. Alleen Paul speelde vals. We slo-ten hem uit, maar hij redde zich alleen wel.

Ik was heel precies en bereidde alle rooftochten en trans-acties nauwkeurig voor. Van een Franse hoogleraar, een maquisard die we «le maître» noemden, leerde ik mezelf te redden. «Se débrouiller» noemde hij dat.

Na de oorlog werd ik in Praag door een familie opge-nomen. Ze waren aardig voor me, maar hun huwelijk was slecht. Zij deed alsmaar zelfmoordpogingen en moest in een psychiatrische inrichting worden opgenomen. Ik zocht haar daar vaak op maar was telkens bang dat ze me zouden houden. Hij werd iets hoogs in de partij en kwam weinig thuis».

Zijn verhaal maakt een pijnlijk gevoel van droefheid in mij los. Ik zie de donkere straten van Praag voor mij waar-in een verwarde jongen van veertien jaar eenzaam zijn weg moet vinden en projecteer mijn eigen terugkeer in Nederland op het scherm van mijn herinnering.

De stem van Ian klinkt boos als hij het voorval terugroept dat hem deed besluiten zijn geboorteland te verlaten :

«Ik kwam voor het eerst naar het Gymnasium. Een jon-gen stond in de deuropening van de laagste klas, versperde me de weg en zei grijnzend : «Verboten für Juden». Ik sloeg hem een paar tanden uit zijn mond en dat was het einde van mijn schooltijd».

Bijna vrolijk gaat hij door : «In London kwam ik bij een verre oom terecht die me op een boardingschool zette. Dan hoefden ze me thuis niet om zich heen te hebben. Na een paar maanden liep ik weg en kwam in een opvangcentrum voor kampkinderen terecht ergens in Schotland. Ze stuurden me naar een soort opleidingskibboets waar je op het leven in Israël wordt voorbereid. Daar werd ik joodser dan ik ooit was

geweest. Niet vroom of zo, maar zelfbewust. Ik was weer iemand. Getraind als automonteur en electricien wilde ik in het Israëlische leger, maar in plaats daarvan kwam ik in Zuid-Amerika terecht. Een familielid in Rio de Janeiro had me uitgenodigd vlak voor mijn vertrek naar Israël. In het werelddeel van schijnbaar onbegrensde mogelijkheden bleef ik hangen, verdiende goed en zag eindelijk in dat er meer van het leven te maken valt. «Se débrouiller», zich zelf redden, is niet genoeg. Net als mijn vriend Robert zie ik in dat kunst meer dan alleen versiering van het leven is».

Even is het stil. Dan kijkt hij mij doordringend aan en zegt : «Dat bij die deur van het Gymnasium in Praag doe ik nog steeds. Mijn jood-zijn laat ik niet bespotten».

Als we de zitkamer binnenkomen kijken onze vrouwen naar onze gezichten alsof we mijnwerkers zijn die uit een bedolven schacht komen. Ongerustheid straalt van hen af. Inderdaad hebben we gegraven in donkere gangen van het verleden, maar bedolven zijn we niet. Ian nog het minst. Het komt mij voor dat hij de zwarte jaren van zijn jeugd beter in zijn leven heeft ingebouwd dan veel van onze kameraden.

Wij praten alsof dit bezoek een vriendelijke theevisite is. Alles is zo gewoon, zo huiselijk. Wij scheren langs afgronden en houden ons blind voor hun bestaan.

Yvette, wier ouders via Drancy verdwenen zijn naar het Oosten, draagt om haar nek een dunne gouden ketting met het hebreeuwse teken, de chaj, het zinnebeeld van het talmoedische gebod het leven te waarderen. Zij merkt mijn blikken op, raakt met haar hand het teken aan en zegt dan met een glimlach : Wij nemen het gebod ter harte.

Vincent ENGEL

Romaniste.

Université Catholique

de Louvain (Belg.)

Singularité et/ou universalité de la Shoah (*)

Avant d'entamer la discussion sur le caractère singulier et/ou universel de la Shoah, j'aimerais, si vous le voulez bien, faire un détour que ne semblaient pas, *à priori*, souhaiter les organisateurs de ce colloque, qui m'ont suggéré de traiter ce point particulier parmi tous ceux que je développe dans un court essai récemment paru, *Pourquoi parler d'Auschwitz ?*

Il faut avant tout expliquer que cet essai trouva ses racines dans une séance préparatoire à ce colloque. J'avais été quelque peu effrayé par les certitudes qui guidaient la discussion, certitudes quasi dogmatiques dont personne ne semblait prêt ou désireux de discuter les fondements, la genèse, voire la pertinence : il *fallait* parler d'Auschwitz, coûte que coûte, par tous les moyens, en tout endroit ; il *fallait* récolter encore et encore - avec une précipitation fiévreuse due au temps qui passe - les témoignages des survivants qui n'avaient pas encore parlé (avec le sentiment qu'on ne prenait pas en compte que leur silence maintenu jusqu'à ce jour trahissait peut-être une volonté ou un désir de ne pas parler, et que ce droit évident leur était refusé sous prétexte de l'Histoire, dont ils n'ont pourtant que trop chèrement subi les dictats). Pas un, lors de cette réunion, ne semblait conscient que les meilleures causes se perdent à trop se plaider, et que le refus jusqu'ici défendu par certains survivants de témoigner publiquement avait peut-être une signification : le refus de participer à un bavardage dangereux et nuisible.

(*) Communication prononcée le 26 novembre à la Commission «Histoire et Mémoire» (Président de séance : J.J. Heirwegh, Directeur du Centre d'Histoire économique et sociale, ULB).

Bavardage, galvaudage : deux mots qui font davantage que rimer ensemble. Ce sont deux comères janusiens qui estourbissent ceux qui se croient assez forts pour les mani-

puler sans risque. Il faut avoir le courage de le dire : le discours sur la Shoah «ronronne», tourne en rond, tourne au bavardage et finira, si ce n'est déjà fait, par desservir la cause qu'il entend défendre. Il est devenu l'emblème de la bonne-mauvaise ou de la mauvaise-bonne conscience occidentale, et nombreux sont ceux qui le manient à seules fins de faire parler d'eux et de donner une image éthique ou morale. Ce danger, les survivants le ressentaient depuis longtemps ; à présent que l'on voudrait forcer les derniers d'entre eux à livrer un témoignage qu'ils ont préféré maintenir au secret de leur conscience, il est temps de dénoncer une fois encore ce danger, avant qu'il ne soit définitivement trop tard.

Quels sont ces dangers ? D'abord, ce qui définit le galvaudage ; à trop parler, on ne dit plus rien. Les gens n'écoutent plus. Le parler juste laisse la place au parler beaucoup et fort, les tribuns remplacent les prophètes, la juste cause de la mémoire des disparus devient une revendication à la postérité du discoureur. Ce danger-là est commun à tous les discours victimes d'enflure, comme l'illustraient cruellement, dans les années septante, deux planches de Gotlib consacrées au drame du Bangladesh. Mais il en est un autre, qui vise plus directement le judaïsme : si l'on observe la majorité des discours qui traitent du judaïsme aujourd'hui, tant de la part des juifs que des non-juifs, on est sidéré de constater qu'ils sont pour la plupart consacrés à deux thèmes majeurs : le martyr juif dans les camps nazis, et cette idée qui voudrait que le peuple élu ait donné au monde occidental les fondements de sa morale.

Les deux idées s'articulent à la guise du locuteur : soit la première est une conséquence de la seconde, et voilà le peuple juif victime de l'ingratitude et de l'incapacité du monde occidental et chrétien d'assumer cette lourde exigence morale ; soit la seconde redevient une évidence tragique du fait de la première. Raoul Hilberg décrit les trois phases de la politique antijuive au fil du temps, au travers de cette phrase qui se voit rognée chaque fois de sa partie finale : «vous ne pouvez pas vivre auprès de nous en tant que juif», stade de la conversion ; «vous ne pouvez pas vivre auprès de nous», stade de l'expulsion ; «vous ne pouvez pas vivre», stade de l'extermination. Il me semble qu'un quatrième stade est en train de se concrétiser, par le biais de l'inflation médiatique et de la logorrhée shoatique : «vous ne pouvez pas vivre simplement», soit le stade de la réduction du judaïsme à cette image du martyr et de législateur moral.

Et l'homme sincère qui voulait faire profiter l'humanité d'un message aussi crucial risque finalement de voir ses efforts noyés sous cette phrase - qui risque de trouver bientôt sa formulation proverbiale - : «encore les juifs avec leur souffrance. Assez !»

A telle enseigne, je trouve à la limite de l'indécence les efforts fournis pour arracher auprès des derniers survivants des témoignages - qui ne feront d'ailleurs que répéter plus ou moins ceux dont on dispose déjà, augmentant en outre le risque, par les inévitables contradictions inhérentes au principe même du témoignage humain aggravées en l'occurrence par le temps, de servir d'argument aux révisionnistes -, des témoignages donc qu'ils ont jusqu'ici, et pour des raisons qu'il ne nous appartient pas de discuter, refusé de livrer.

Il est de surcroît frappant de constater que ce discours prend des allures d'échos. En effet, et quel que soit l'âge de celui qui le tient, il a de plus en plus tendance à n'être qu'une répétition des arguments et des principes élaborés et défendus par les survivants eux-mêmes dans les années qui suivirent leur libération, et par la première génération de leurs enfants. Mais la montagne a sur l'homme l'avantage, en fait d'écho, d'être relativement fiable, alors que nous ne pouvons nous empêcher, en reproduisant les idées d'autrui, d'y glisser insidieusement notre grain de sel. Tout le monde connaît ce jeu qui consiste à murmurer à son voisin une phrase répétée de la sorte jusqu'à la fin de la file et d'en observer alors l'étrange mutation. Mais il ne s'agit pas ici de ce jeu. Il s'agit d'être sincère, et de servir la cause de la mémoire, non la nôtre. Or, nombreux sont les survivants qui ne reconnaissent plus dans la cacophonie actuelle ne serait-ce qu'un vague écho de leur premier cri.

Nous sommes actuellement à une période charnière à plus d'un titre : d'abord, les bouleversements du monde, et plus particulièrement de l'Europe, sur lesquels je n'épilouterais pas. Puis, le temps oeuvrant, le fait que le nombre des survivants diminue, et que leurs petits-enfants vont se retrouver face à un héritage qu'ils ne comprennent pas toujours bien, et pour lequel ils ne disposent pas des mots nécessaires pour le transmettre et l'adapter à leur génération. Il faut parler d'Auschwitz, certes, mais il faut parler juste, et peu. Il importe aussi, et surtout, tant par respect pour les victimes et les survivants que pour leurs petits-enfants, de

reposer les questions muées en évidence : pourquoi en parler, dans quel but, comment et combien.

C'est dans ce cadre que s'inscrit ma réflexion sur la singularité ou l'universalité d'Auschwitz. On sait que là repose un point de discorde, sur lequel les avis les plus autorisés divergent sensiblement, et qui ont donné insensiblement naissance à deux «écoles» : ceux pour qui Auschwitz est un fait unique, singulier et absolu, et les autres pour qui il s'agit d'un événement universel. Dans les deux cas, il est intéressant de retourner au dictionnaire pour analyser les sens réels des adjectifs utilisés. Je ne reproduirai pas ici cette analyse que j'ai faite dans mon essai, mais on constate que les définitions contredisent parfois même les arguments développés par ceux qui les emploient. Pour la première vision - unique, singulier et absolu -, on peut, dictionnaire aidant, opérer une distinction capitale entre le point de vue inclusif, qui prétend qu'Auschwitz est un fait *possédant* des caractéristiques uniques, singulières et absolues, et le point de vue exclusif, voulant qu'Auschwitz *soit* un fait unique, singulier et absolu.

Le point de vue exclusif permet aux sens dérivés des différents adjectifs de se développer. La première étape sera de proclamer que ce fait ne concerne, non pas qu'un seul individu, mais qu'un seul peuple, porte ouverte à l'exclusion comprise dans le caractère «absolu», à l'intransigeance du discours ne supportant ni la critique ni la contradiction. Cet excès verbal, quand bien même s'il traduit un sentiment sincère de douleur chez l'individu qui le profère, amène à la «dérive» doloriste qui clôt le sujet et le replie sur le seul peuple juif.

Le point de vue exclusif utilisé à une large échelle représente le plus grand danger : non seulement il clôt le dialogue, mais il dessert, à la longue, la cause de ceux qui voudraient défendre la spécificité juive de la Shoah. Pour compréhensible qu'il soit dans le chef des survivants, il ne peut servir de base à leurs descendants qui entendent faire mémoire et assurer un témoignage utile à tous. Plus le temps passe, plus ce témoignage suscite l'incompréhension de ceux qui l'écoutent et qui ne sont pas juifs. Il est sans cesse davantage perçu comme une volonté d'accaparer la souffrance du monde, et de tout juger à la lumière de cette expérience dramatique. Dans l'esprit de ceux qui le défendent, il peut aussi, à la longue, y avoir, face à l'incompréhension gagnante, un rejet de la parole d'autrui, une fermeture face à la souffrance.

france d'autres peuples, en d'autres endroits, à d'autres époques. Ce décalage, qui mène les uns à l'intransigeance et au repli sur la souffrance du peuple juif et les autres au rejet de tout discours sur la Shoah sous prétexte qu'il serait temps de parler d'autre chose et de ne pas toujours revenir avec «ça», ce décalage provient de ce que la nature du fait n'est plus la même pour les interlocuteurs, selon qu'ils soient juifs ou non (et dans ces deux catégories, on trouvera encore bien des subdivisions). Pour les uns, il s'agit d'un fait réel, inscrit dans leur chair, aux répercussions parfois religieuses, souvent philosophiques et éthiques, pour les autres, d'un fait historique ayant, pour certains, valeur de symbole et/ou fonction de référent. Car il faut admettre qu'avec le temps, toutes les spécificités se referment sur ceux qui les partagent : la spécificité juive de la Shoah telle que la perçoivent encore les jeunes Juifs d'aujourd'hui a subi une évolution différente que la spécificité allemande des camps nazis. Les jeunes Allemands peuvent refuser de se sentir coupables, alors que les jeunes Juifs se détachent moins facilement d'un événement qu'ils n'ont pourtant pas davantage vécu. Et il importe aux Juifs d'éviter que le discours qu'ils tiennent sur la Shoah deviennent, aux yeux du monde, simplement la ou une vision juive de la Seconde Guerre Mondiale.

Le point de vue inclusif, qui donc reconnaît dans la Shoah des caractéristiques spécifiquement juives sans pour autant en exclure d'autres, entame pour les interlocuteurs le jeu, riche et dangereux à la fois, du dialogue, où chacun se met à l'écoute de l'autre, tente de faire entendre sa différence et essaie de synthétiser des expériences multiples, ou une expérience polymorphe, de façon constructive et, tant que faire se peut, positive.

Les risques, ici, s'inversent : admettre qu'Auschwitz n'est pas un fait juif mais «simplement» qu'il comporte une composante essentiellement juive peut être interprété comme une première et dangereuse concession, ouvrant la porte à ceux qui, soit nient cette dimension juive, soit la minimisent. C'est un défi périlleux et qui effraie les juifs, non sans raison, et principalement les survivants des camps.

Le problème de ce point de vue est qu'il est souvent perçu comme un compromis ou une concession. Dès lors, la position initiale est mise en cause, puisqu'il est communément admis que la vérité et l'honnêteté ne souffrent pas le compromis. Dans cette perspective, le point de vue inclu-

sif semble à moyen terme représenter un déni pur et simple de la spécificité juive de la Shoah. Mais le problème majeur en l'occurrence est probablement celui de l'antisémitisme. En effet, quel que soit le propos tenu par les Juifs, il sera détourné par l'antisémite contre sa cible favorite. Les Juifs affirment la spécificité juive de la Shoah ? Ils accaparent la souffrance du monde. Ils nuancent ? Concession qui prouve qu'ils mentent. Mais est-il censé de vouloir convaincre des antisémites ? Non. Toutefois, un tel raisonnement n'est pas l'exclusivité des extrémistes affichés et convaincus : l'antisémitisme est souvent inconscient, noyé dans des préjugés d'allure innocente chez ceux-là même qui, par ailleurs, s'affichent philosémites.

Ceux qui voient dans la Shoah un fait singulier, unique et/ou absolu s'opposent à ceux qui y voient un fait d'ampleur universelle - même s'il existe entre les deux des compromis. Pourtant, à regarder les antonymes des trois adjectifs analysés ici, on ne trouve nulle part «universel». De surcroît, certains de ces antonymes contredisent déjà le point de vue exclusif, comme c'est le cas pour «limité», ou «partiel». Et enfin, dans sa définition même, «unique» introduit la notion d'universalité, que pourtant on lui oppose souvent : «Qui est le même pour plusieurs choses, plusieurs cas (principe, commandement unique)». S'il y a un caractère unique dans la Shoah, autre que celui de la spécificité juive, il peut donc y avoir une dimension universelle, synchronique et diachronique.

Opter pour une vision universelle de la Shoah ne revient pas à gommer ses spécificités, à commencer par celle qui implique le judaïsme. C'est reconnaître qu'elle est constituée d'autres composantes, et que ses implications visent non seulement le peuple juif, mais aussi le reste du monde. L'Univers.

Le reste du monde ? La guerre fut mondiale en partie à cause des empires coloniaux qui y ont plongé des pays, voire des continents qui, sans ça, n'auraient pas été impliqués. Et au sein de cette guerre, la lutte menée par les Allemands contre les Juifs peut apparaître comme un phénomène avant tout occidental, ou tout au plus propre à l'hémisphère nord. Les implications sont peut-être davantage «mondiales» : des bourreaux nazis se sont réfugiés en Amérique latine et ont apporté aux juntas militaires un savoir-faire précieux - à leur point de vue. Des partis nazis ont fleuri en Afrique du Sud, aux Etats-Unis. Mais c'est le

communisme qui a servi de caution aux génocides orientaux. Et on le voit, ce qui se répand ici, c'est le côté «allemand» de la Shoah, la politique extrémiste qui a mis sur pied la «Solution finale» ; pas l'aspect juif.

L'aspect universel, à ce niveau, est plutôt à rechercher dans le malaise qui s'est emparé de la culture et de la pensée occidentales. Durant des années, il s'est trouvé, comme dans le cas de la spécificité juive, des défenseurs de ce point de vue universel de la Shoah. Auschwitz est devenu, pour eux, une référence, ou un écueil, une aune. Le monde présent et futur ne peut s'envisager qu'en fonction d'Auschwitz ; l'avenir dépend de la façon dont une civilisation gèrera ce passé, en reconnaissant ses erreurs, ses fautes, sa culpabilité, sa dette et en les assumant. L'universel vise donc le monde dans son devenir et surtout, tous les aspects de la pensée et de l'agir humains : il faut redéfinir les possibilités de l'art, les fondements de l'éthique, l'organisation sociale et politique. Le Juif est alors utilisé comme symbole, comme figure type de la souffrance par tous ceux qui entendent mener ce débat - fussent-ils juifs ou non. Un exemple parfait de cette utilisation se retrouve chez Sartre, avec ses *Réflexions sur la question juive*. Ce petit livre a contribué à imposer quelques préjugés et stéréotypes sur la «question juive», et participé, à sa manière, au révisionnisme de gauche.

Le point de vue universaliste comporte un double risque : la récupération par les non-juifs (comme le montre Sartre), dans le but de servir leur idéologie ; ou l'enlisement dans un discours culpabilisant, où à force de clamer que l'univers entier est impliqué, on finit par dire que tout le monde est coupable - et commence alors la chasse aux sorcières et les amalgames.

Elie Wiesel écrit que la Shoah est un fait juif aux implications générales et aux leçons universelles. Pour lui, et pour de nombreux autres penseurs, s'il y a une dimension universelle, c'est donc uniquement parce qu'il y a une spécificité juive. Une telle approche est compréhensible et pour ainsi dire indiscutable de la part d'un survivant direct des camps. Mais cette distinction ne résiste pas à l'analyse serrée des termes employés, et surtout, ne répond plus aux besoins de la génération actuelle, et donc, à celui de la transmission de la mémoire et de l'héritage. Il est temps sans doute d'admettre que la Shoah est un fait majeur ayant à la fois une spécificité juive et une spécificité occidentale,

voire universelle. Il faut surtout avoir le courage de sérier les aspects. Je pense, pour ma part, que pour qui est intimement convaincu de ce caractère exclusivement juif de la Shoah, une seule attitude doit alors sembler convenir : le silence, ou la commémoration intra-communautaire. N'est-ce pas ce qui s'est passé avec la Pâque juive ? Qui penserait aujourd'hui interpeller le monde en général et le peuple égyptien en particulier pour les souffrances que le peuple juif a endurées en Egypte ? Je suis intimement convaincu que nous devons sérier les problèmes et recentrer au sein de notre peuple le discours spécifiquement juif sur la Shoah, afin d'éviter cette dérive qui assimile le juif au martyr. D'autre part, avant de continuer à parler d'Auschwitz au monde entier, il importe de réfléchir aux raisons et aux objectifs d'un tel projet. En fonction de ces réponses, mais en fonction aussi de la nature de l'interlocuteur et de ses réalités culturelles, historiques, sociales, il faudra adapter son propos, choisir ses mots, ses arguments. Et si l'on désire qu'en dehors de la communauté juive, on puisse tirer des leçons de la Shoah, que l'on puisse y puiser une dynamique positive pour l'établissement d'un monde plus juste et plus humain, il faut admettre que nous ne pouvons mettre tout l'accent sur la spécificité juive de l'événement - ce qui ne doit pas empêcher de la rappeler, de la conserver en arrière-fond. Avant de vouloir en parler au reste du monde, il faut donc comprendre pourquoi certaines populations refusent le discours tel qu'il s'est développé jusqu'à ce jour. Si l'on souhaite maintenir une parole sur Auschwitz, qui puisse servir tant aux Juifs et à la mémoire de leurs disparus dans les camps qu'au reste du monde, il importe de reconnaître qu'il s'agit d'un fait *humain*. C'est dans cette mesure qu'il est susceptible d'intéresser chaque homme, quelle que soit sa nationalité. Mais pas dans cette mesure seulement ; il faut aussi déculpabiliser le discours. Accepter de passer à l'universel ne doit pas revenir à accuser l'univers entier de ce qui s'est passé. A nouveau, seule une analyse précise des motivations et des objectifs permettra un tel dépassement - qui demeure, sans doute, et à long terme, le plus bel hommage que nous puissions rendre aux victimes des Nazis, confondues dans cette particularité que leur refusaient les bourreaux : l'humanité.

Car, à long - ou plutôt à moyen - terme, c'est bien l'humanité qui risque d'être la victime de l'effondrement d'un monde, d'une part suite à la Shoah, apogée d'un processus d'exclusion de l'autre en tant que différent, et d'autre part suite à Hiroshima, «chef d'oeuvre» de mise à mort

froide et technique, symbole à ce jour ultime de la négation de la valeur que peut représenter, pour chaque être éphémère que nous sommes, cette vie que nous n'avons pas choisie, mais dont il nous est loisible de jouir - pour autant que l'on en donne à chacun les moyens.

Arnold ROSSBERG,
Rechtsanwalt,
Zentralrat Deutscher
Sinti und Roma .
(Deutschland)

Die Aufarbeitung des NS-Völkermordes an den Sinti und Roma durch die deutsche Justiz anhand der Verfahren gegen die Täter (*)

- 1 -

In der deutschen Justiz hat es eine Aufarbeitung des NS-Holocaust an den Sinti und Roma nicht gegeben. Die Verfolgung der Täter und Organisatoren dieses Völkermordverbrechens, das die Nationalsozialisten ebenso wie gegen die Juden ausschließlich «aus Gründen der Rasse», wie es in ihrem Jargon hieß, durchführten, unterblieb 40 Jahre lang.

In den Jahren nach 1945 wurden ohne Unterbrechung die früheren SS-Leute und Organisatoren des Völkermordes aus dem Reichssicherheitshauptamt in den Verwaltungs- und Polizeidienst der Bundesrepublik Deutschland aufgenommen. Die Haltung der Justiz war regelmäßig davon geprägt, den systematischen Vernichtungswillen der Nationalsozialisten - meist unter Berufung auf die unmittelbaren Aussagen der SS-Täter - in Zweifel zu ziehen oder ganz zu leugnen.

So blieben insbesondere bisher alle verantwortlichen SS-Leute aus dem früheren Reichssicherheitshauptamt (RSHA) und dessen sog. «Rassehygieneinstituts» von der Justiz unbehelligt, wie Dr. Robert Ritter, Eva Justin, Sophie Erhardt (heute noch Professorin in Tübingen), die SS-Leute Otto, Böhlhoff, Maly und der SS-General Paul Werner. Paul Werner hatte Himmlers Auschwitz-Erlaß vom 16.12.1942 mitkonzipiert. Die Justiz leitete zwar in einigen

(*) Beitrag vom 26. November 1992 vorgestellt im Rahmen der Kommission «Zeugnisse und Archive» (Sitzungsleitung : Prof. R. Van Aerschot, Präsident Vrije Universiteit Brussel).

Fällen Ermittlungsverfahren ein, erklärte die Beschuldigten jedoch schließlich für schuldlos, verbunden mit skandalösen Beleidigungen der Opfer, die die Konzentrationslager überlebten.

Die Nürnberger Prozesse gegen die Spitzen des NS-Staates und der SS hatten den planmäßig durchgeführten Völkermord an den Sinti und Roma ebensowenig zu einem Tatkomplex der Anklage und des Verfahrens gemacht, wie deren Nachfolgeverfahren durch die Alliierten. Auch in dem großen Auschwitz-Prozeß in Frankfurt a.M., dessen Urteil im Jahre 1965 gesprochen wurde, erfolgte keine Verurteilung der angeklagten SS-Leute wegen ihrer Beteiligung an der Vernichtung der Häftlinge in dem Lagerabschnitt B II e, dem sog. «Zigeunerlager» des Vernichtungslagers Auschwitz-Birkenau.

- 2 -

Gegen die sog. «Rasseforscher» des Reichssicherheitshauptamtes und Angehörigen des sog. «Rassehygieneinstituts», insbesondere dessen Leiter Dr. Robert Ritter, der die totale Erfassung und anschließende Deportation der Sinti und Roma in die Konzentrations- und Vernichtungslager organisierte, wurden bereits 1948 Strafanzeigen von überlebenden Opfern gestellt. Wie inzwischen bewiesen ist, hatte Ritter noch bis zur endgültigen Vernichtung der Häftlinge des sog. «Zigeunerlagers» in Auschwitz-Birkenau am 2. Aug. 1944 den schriftlichen Brief- und Telegrafenerverkehr des Reichssicherheitshauptamtes (RSHA) mit der Lagerkommandantur und der sog. «Politischen Abteilung» in Auschwitz geführt. In dem damals aufgrund der Anzeigen von der Staatsanwaltschaft Frankfurt a.M. eingeleiteten Ermittlungsverfahren wurden zwar auch einige der überlebenden Opfer der Konzentrationslager als Zeugen vernommen. In erster Linie sah es aber der damals zuständige Staatsanwalt als seine Aufgabe an, solche Leute als - wie er es nannte - «verlässliche» Zeugen zu Wort kommen zu lassen, die zu den Mittätern von Ritter gehörten. Diese waren nach Kriegsende unter Verwendung des alten NS-Aktenmaterials vor allem in der sog. «Landfahrerzentrale» bei dem Bayerischen Landeskriminalamt in München mit bundesweiter Zuständigkeit tätig. SS-Hauptsturmführer Supp, die SS-Leute Eichberger, Uschold, Zeiser, Wutz und andere hatten zuvor die familienweisen Deportationen der Sinti und Roma durchgeführt und waren zum Teil noch

auf den Bahnhöfen persönlich Aufsichtsführende, als die Züge nach Auschwitz abfuhr.

Dem Zentralrat Deutscher Sinti und Roma wurde im Jahre 1990 schließlich die komplette Einstellungsverfügung der Staatsanwaltschaft Frankfurt a.M. in diesem Ermittlungsverfahren gegen Dr. Robert Ritter bekannt, in der Ritter von jeder Schuld freigesprochen wurde.

Diese Verfügung vom 28.8.1950 enthielt auf 17 Seiten eine Rechtfertigung der nationalsozialistischen Rassen- und Völkermordpolitik gegenüber den Sinti und Roma, in der sich der damals zuständige Oberstaatsanwalt auch in ungehemmter Weise des Jargons der Nationalsozialisten bediente. Oberstaatsanwalt Dr. Kosterlitz führte darin z.B. in beleidigender Weise aus :

Zitat :

«Es handelt sich um die grundsätzliche Frage, ob und inwieweit Aussagen von Zigeunern zur Grundlage richterlicher Überzeugungsbildung gemacht werden können. Zahlreiche Wissenschaftler haben die Anschauung vertreten, daß Zigeuneraussagen grundsätzlich für die richterliche Überzeugungsbildung ausscheiden müssen.» So damals der Oberstaatsanwalt.

Für die angebliche «Richtigkeit» dieser Feststellungen berief sich der Oberstaatsanwalt auf die damaligen Polizeibeamten und früheren RSHA-Angehörigen Uschold, Zeiser und Wutz. Die Leiden der Opfer und ihre Schilderungen in den Zeugenaussagen werden im gleichen Atemzug als «Phantasiegebilde» bezeichnet und es wurde ausgeführt, daß (Zitat :) «die Überprüfung der vom Beschuldigten Dr. Ritter überreichten Schriften und Bücher aus der Nazizeit ergeben habe, daß in der Tat dort wissenschaftliche Gedankengänge vertreten werden.»

Der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma wandte sich nach Bekanntwerden dieser Einstellungsverfügung im Februar 1990 an den hessischen Minister der Justiz mit dem Verlangen, diese Verfügung inhaltlich zu revidieren und eine Rehabilitierung der Opfer und Zeugen in diesem Verfahren öffentlich vorzunehmen. [Nach einem persönlichen Gespräch mit dem Vorsitzenden des Zentralrats, Romani Rose, kam Justizminister Koch dieser Forderung in einer öffentlichen Erklärung nach und teilte am 22.6.1990 der Presse mit :

«Rassendiskriminierende Ansichten über die Volksgruppe der Sinti und Roma und eine Verharmlosung nationalsozialistischer Völkermordverbrechen haben innerhalb der Justizverwaltung keinen Platz. In der Verfügung der Staatsanwaltschaft Frankfurt, mit der sie - wie jetzt bekannt geworden - im August 1950 das Ermittlungsverfahren gegen den früheren NS-»Rasseforscher« Robert Ritter eingestellt hat, sind die KZ-überlebenden Sinti und Roma beleidigt und diffamiert worden. Die seinerzeitige Feststellung der Staatsanwaltschaft, Ritters Arbeiten im «Rassehygieneinstitut» des Reichssicherheitshauptamtes (RSHA) hätten «in keiner Weise nationalsozialistisches Gedankengut enthalten» seien keinesfalls aufrechtzuerhalten und zu mißbilligen.»]

- 3 -

Wie in dem Verfahren gegen Dr. Ritter erfolgte auch für alle anderen früheren SS-Leute aus dem RSHA und Mitarbeiter des sog. «Rassehygieneinstituts» eine Einstellung der Verfahren durch die Staatsanwaltschaften mit der Begründung, daß ihnen kein Vorsatz für die Beteiligung an den Völkermordverbrechen nachzuweisen sei. Keiner von ihnen wurde zur Verantwortung gezogen. Selbst Frau Prof. Sophie Erhardt, die - wie inzwischen vom Zentralrat ermittelte Dokumente bewiesen haben - persönlich die sog. «Rassegutachten» mit dem Vermerk «Evakuieren» anfertigte - was die Deportation nach Auschwitz bedeutete -, wurde nicht strafrechtlich verfolgt. Die Staatsanwaltschaft in Stuttgart nahm ihr noch im Jahre 1985 ab, daß sie nicht gewußt habe, welches Schicksal den Betroffenen in Auschwitz bevorstand. Ohne Prozeß blieb auch SS-General («Oberführer») Paul Werner, der als Stellvertreter von Nebe im RSHA für die Ausarbeitung des sog. Auschwitz-Erlasses, mit dem Himmler am 16.12.1942 die Deportation aller Sinti und Roma nach Auschwitz-Birkenau befahl, verantwortlich war. Bis zu seiner Pensionierung in den sechziger Jahren und noch während des laufenden Ermittlungsverfahrens blieb Werner in seiner Position als Ministerialrat - zuständig für das «Siedlungswesen» - im Innenministerium des Landes Baden-Württemberg beschäftigt.

Auch dieses Verfahren wurde schließlich nach jahrelangen unqualifizierten Ermittlungen der Staatsanwaltschaft eingestellt.

Gleichfalls eingestellt wurden die Ermittlungen gegen Bruno Streckenbach, dem kommissarischen Leiter des RSHA nach dem Tode Heydrichs, der verantwortlich war für die Durchführung des sog. Programms der «Vernichtung durch Arbeit» und für den Tod von zigtausend Menschen, die diesen Vernichtungsmaßnahmen zum Opfer fielen. Für Streckenbach genügte die Vorlage eines ärztlichen Attestes, daß er angeblich gesundheitlich einen Prozeß nicht vertragen würde. Die Staatsanwaltschaft beendete daraufhin die Ermittlungen und Streckenbach, Nachfolger Heydrichs, konnte seinen Lebensabend geruhsam in Hamburg verbringen.

- 4 -

In einem der letzten größeren NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland hat das Landgericht in Siegen am 15. Januar 1991 den ehemaligen SS-Blockführer Ernst-August König wegen Mordes, begangen im Vernichtungslager Auschwitz-Birkenau, zu lebenslanger Haft verurteilt. Die öffentliche Hauptverhandlung bei dem Schwurgericht in Siegen dauerte - beginnend von Mai 1987 - insgesamt drei Jahre und sieben Monate. Mit der Anklage, vertreten durch die Zentralstelle für die Bearbeitung von NS-Verbrechen bei der Staatsanwaltschaft Köln, wurde dem Angeklagten vorgeworfen, in dem ehemaligen Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau im Jahre 1943 und Anfang 1944 in sechs Fällen Häftlinge des Lagerabschnitts BIIe, des sog. «Zigeunerlagers», grausam und aus niedrigen Beweggründen getötet zu haben, in zwei weiteren Fällen bei der grausam und heimtückisch begangenen Tötung von Juden, Sinti und Roma durch Gas vorsätzlich Beihilfe geleistet zu haben. Dem Angeklagten wurde zur Last gelegt, während seines Einsatzes als Blockführer im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau im Range eines Rottenführers zwei Häftlingsfrauen durch Schläge und Tritte derart mißhandelt zu haben, daß die Opfer hierdurch zu Tode gekommen sind. Nach der Anklage tötete der Angeklagte dabei eine Häftlingsfrau, die schwanger war und während eines Appells nicht stillgestanden hatte, wie es den Häftlingen von dem Angeklagten befohlen worden war. Darüber hinaus wurde dem Angeklagten zur Last gelegt, daß er bei einem Strafexerzieren auf der Lagerstraße zusammen mit anderen SS-Leuten die Häftlinge angetrieben habe und dabei einen Häftling, der wegen Erschöpfung zurückgeblieben war, durch Schläge und Tritte so mißhandelte, daß dieser an den Folgen der durch ihn erlittenen Mißhandlungen starb.

Dem Angeklagten wurde außerdem vorgeworfen, daß er in einer nicht mehr feststellbaren Zahl von Fällen an der Tötung von Häftlingsgruppen von jeweils mindestens 50 Personen durch Giftgas mitgewirkt habe, [indem er in einem Fall in Kenntnis des Tatplans der anordnenden Personen an der Verladung von Häftlingen auf einen Lastkraftwagen zum Transport zur Gaskammer durch Sicherung dieses Vorgangs und in einem zweiten Fall an der Tötung zumindest einer Gruppe jüdischer Häftlinge durch Beaufsichtigen während eines Marsches von der sog. «Rampe» zur Gaskammer mitgeholfen habe.

Während der Hauptverhandlung reichte die Staatsanwaltschaft eine weitere Anklage gegen König ein, die zu dem Verfahren verbunden wurde. Sie gründete auf Tatsachen und Feststellungen, die während der laufenden Hauptverhandlung getroffen wurden und beinhaltete den Vorwurf des Mordes in zwei weiteren Fällen. In einem Fall ging es um die Tötung eines hochbetagten Häftlings, der mit einem Schlaggegenstand von dem Angeklagten so geschlagen wurde, daß er schwerste Nierenverletzungen erlitt und infolge dieser Verletzungen kurze Zeit später verstarb. Desweiteren wurde dem Angeklagten vorgeworfen, einen Häftling aufgefordert zu haben, einen Gegenstand zu holen, der unmittelbar bei dem elektrisch geladenen Zaun lag. Als der Häftling sich geweigert habe, diesem Befehl nachzukommen, habe der Angeklagte ihn in den elektrisch geladenen Zaun gestoßen und infolge des Stromstoßes sei das Opfer sofort tot gewesen.]

Die ursprünglichen Anklagevorwürfe gingen zurück auf eine Vielzahl belastender Zeugenaussagen bereits aus dem Jahre 1955/56, die im Zusammenhang mit den Ermittlungen der Staatsanwaltschaft Frankfurt zu dem großen Auschwitz-Prozeß in den 60er-Jahren geführt wurden. Dieser gesamte Tatkomplex war jedoch seinerzeit von der federführenden Staatsanwaltschaft vom Verfahren abgetrennt worden. Die Ermittlungen wurden erst 20 Jahre später Anfang der 80er-Jahre aufgegriffen und konkret nach erneuten Anzeigen des Zentralrats Deutscher Sinti und Roma durch die Staatsanwaltschaft in Köln, an die das Verfahren abgegeben worden war, weitergeführt.

In dem Verfahren sind über 200 Zeugen, die den Lagerabschnitt B II e überlebt haben, vernommen worden, sowie eine Vielzahl überlebender Häftlinge benachbarter Lagerabschnitte und Nebenlager von Auschwitz, die die

unmenschlich grausamen Tatbestände beschrieben haben. Das Gericht hörte, nachdem die Verteidigung in wiederholten Einstellungsanträgen den Vernichtungswillen der Nationalsozialisten mit skandalösen Argumentationen bestritt, neben den Zeugen Sachverständige verschiedenster Fachrichtungen, ließ Dokumente aus in- und ausländischen Archiven auswerten und vernahm zusätzlich mehrere sachverständige Zeugen u.a. den früheren Direktor der Gedenk- und Mahnstätte in Oswiecim, Herrn Smolen, und Frau Danuta Czech, die Verfasserin des Kalendariums über das Konzentrations- und Vernichtungslager Auschwitz.

Das Gericht verurteilte König zu lebenslanger Haft wegen der 1943 begangenen Morde an Häftlingen in dem Lagerabschnitt des sog. «Zigeneurlagers» und sah es als erwiesen an, daß der Angeklagte in Ausübung des Vernichtungsprogramms der NS-Führung, des sog. «Führerwillens», als Blockführer eine Frau und zwei Männer auf der Lagerstraße, im Block und während des sog. «Strafsports» zu Tode geprügelt und getreten hatte.

Mit dem Urteil stellte erstmals ein deutsches Gericht in einem derartigen Strafverfahren nach einer ausführlichen Beweiserhebung fest, daß die Nationalsozialisten die Vernichtung der Sinti und Roma (Zitat :) «als rassenpolitisches Proramm» ebenso systematisch betrieben haben wie die Vernichtung der Juden. Der vorsitzende Richter wies in seiner mündlichen Urteilsbegründung darauf hin, daß aufgrund der im Prozeß erhobenen Beweise der «Vernichtungswille der damaligen Machthaber» gegenüber den Sinti und Roma umfassend erwiesen sei.

[Das Gericht stellte darüber hinaus fest, daß die Verfolgung der Sinti und Roma «aus Gründen der Rasse», wie es hieß, schon in den dreißiger Jahren mit der Erfassung aller sog. «Zigeuner» begann und daß sie mit der Einrichtung des «Rassehygieneinstituts» unter Leitung von Dr. Robert Ritter, zahlreichen Erlassen der NS-Führung und den Deportationen in die Konzentrationslager seit Ende der dreißiger Jahre durchgeführt wurde.]

Ein wesentliches Ergebnis dieses Prozesses ist auch die Tatsache, daß die Klischees der nationalsozialistischen Propaganda über die sog. «Zigeuner», die die späteren Opfer von Auschwitz waren, in der Beweisaufnahme widerlegt worden sind. Nach den Ergebnissen der Beweiserhebung mit den über 200 Zeugenvernehmungen, lebten die Betroffenen seit Generationen in ihrer Stadt als angesehe-

ne Bürger und arbeiteten dort in ihren Geschäften, in Fabriken und Büros oder waren Beamte, als sie durch die Gestapo von ihren Arbeitsplätzen oder aus ihren Wohnungen heraus abgeholt und zusammen mit allen Familienangehörigen nach Auschwitz deportiert wurden.

[Der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma hat in einer Erklärung nach dem Prozeß nochmals hervorgehoben, daß nach der Feststellung der Schuld des Angeklagten in einem rechtsstaatlichen Verfahren eine Verurteilung grundsätzlich geboten ist und es für derartige Verbrechen keine Verjährung geben darf. Die Gesellschaft kann sich von den Tätern und den Verbrechen des nationalsozialistischen Völkermordprogramms nur durch eine Verurteilung distanzieren. Das Gericht wies die immer wieder zur Verzögerung des Verfahrens vorgebrachten Behauptungen der Verteidiger zurück, nach dem sog. «Willen des Führers» habe in Auschwitz kein SS-Mann einen Häftling mißhandeln dürfen.]

[Der Verurteilte König hat nach seiner Inhaftierung im Anschluß an das Urteil am 18.9.1991 in seiner Zelle Selbstmord begangen.]

- 5 -

Neben der Beobachtung des König-Prozesses hat sich der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma auch in einer Reihe weiterer Fälle von SS-Leuten aus Auschwitz an die zuständigen Strafverfolgungsbehörden gewandt und die Fortführung bzw. Einleitung neuer Ermittlungsverfahren gefordert.

Der SS-Scharführer Kühnemann wurde anlässlich seiner Vernehmung in Siegen von Zeugen identifiziert, die aus USA zur Verhandlung angereist waren, und zwar als einer derjenigen SS-Leute, die in maßgeblicher Funktion auf der sog. «Rampe» von Auschwitz tätig waren. Er leitete die SS-Kommandos, die die mit den Transporten eintreffenden Häftlinge aus den Zugwaggons trieben und ihnen sämtliche Wertsachen mit Gewalt wegnahmen. Er gehörte zu den SS-Leuten des sog. «Kanada-Kommandos», die auch den Ablauf der Selektionen durch die SS-Ärzte auf der sog. «Rampe» organisierten. Kühnemann wurde im Anschluß an seine Zeugenvernehmung in Siegen und einer erneuten Strafanzeige gegen ihn verhaftet und steht jetzt aufgrund einer Anklage der Zentralen Stelle der Staatsanwaltschaft Köln in Duisburg vor dem dortigen Schwurgericht.

Ebenfalls in dem Prozeß gegen König wurde der ehemalige SS-Richter (und SS-Sturmbannführer) Dr. Hansen auf Antrag der Verteidigung vernommen. Er war von den Verteidigern für die absurde Behauptung als Zeuge benannt worden, daß die SS-Gerichtsbarkeit selbst jede Mißhandlung von Häftlingen in den Konzentrationslagern durch SS-Leute als Straftat verfolgt hätte und deshalb eine Verfolgung heute verboten sei.

Der frühere SS-Sturmbannführer Dr. Hansen, über dessen tatsächliche Tätigkeit und Funktion wir im Rahmen des Prozesses durch die Hilfe von Simon Wiesenthal Unterlagen erhielten, hatte in Holland mit sog. Standgerichtsurteilen eine Vielzahl von Menschen standgerichtlich zum Tode verurteilt, die dort gegen die Deportation der Juden in die Konzentrationslager gestreikt hatten. Er wird deshalb in Holland noch als Mörder gesucht und ist dennoch heute Notar des Landes Hessen und etablierter Rechtsanwalt in Königstein im Taunus.

Auf Vorhalt seiner damaligen Taten, wegen derer er in Deutschland nicht verfolgt wird, erklärte er wörtlich, daß er «kein Unrechtsbewußstein empfinde.»

Auch der ehemalige Angehörige der sog. «Politischen Abteilung» in Auschwitz, Pery Broad, war als Entlastungszeuge für den SS-Blockführer König aufgetreten. Die sog. «Politische Abteilung» übte in Auschwitz die Funktion der «Lager-Gestapo» aus und war zuständig für die Organisation der Massenvernichtungsaktionen im Lager. Sie gab auch die Vollzugsmeldungen in das RSHA nach Berlin ab. Broad wird seit Jahren durch eine Vielzahl von Augenzeugen, insbesondere überlebenden polnischen Häftlingen, die auf Befehl der SS im Abschnitt des sog. «Zigeunerlagers» Arbeiten verrichten mußten, belastet. Danach war er maßgeblich an der endgültigen Vernichtung der Häftlinge dieses Lagerabschnitts in der Nacht zum 2. August 1944 beteiligt. Weitere Zeugen haben bestätigt, daß Broad zuvor an Selektionen mitgewirkt hat und Listen dazu anfertigte.

Unterlagen, die von Hermann Langbein, dem Sekretär des Internationalen Lagerkomitees in Wien, der Staatsanwaltschaft zur Verfügung gestellt wurden, haben ergeben, daß diese Vorwürfe gegen Broad schon vor über 25 Jahren im Rahmen des großen Auschwitz-Verfahrens von

Zeugen erhoben wurden. Das in den sechziger Jahren bereits von dem damaligen hessischen Justizminister zugesagte Ermittlungsverfahren war jedoch ohne erkennbaren Anlaß über 20 Jahre nicht fortgeführt worden.

Die Staatsanwaltschaft Frankfurt a.M. hat im Anschluß an eine neue Strafanzeige des Zentralrats im Jahre 1987 das Verfahren P. Broad neu aufgenommen, bisher allerdings noch keine Anklage erhoben.

Die Durchführung weiterer Ermittlungsverfahren verlangt der Zentralrat derzeit gegen den früheren sog. «Arbeitsdienstführer» im Abschnitt B II e, den SS-Scharführer Willi Sawatzki und den SS-Rottenführer Karl Beinski, der - wie der verurteilte SS-Mann König - mit seiner Tätigkeit als Blockführer in dem sog. «Zigeunerlager» für die Ermordung der Sinti und Roma verantwortlich zu machen ist. Sawatzki und Beinski ist im übrigen aktuell das Delikt einer Falschaussage als Zeuge vorzuwerfen, da sie in dem König-Verfahren unwahre Angaben über die Lagerverhältnisse machten.

- 7 -

Am 27. September 1991 begann vor dem Schwurgericht in Kassel die Hauptverhandlung in dem Verfahren gegen Michael Scheftner, einem früheren Angehörigen der Einsatzgruppen in der Ukraine, dem als damaligen stellvertretendem Polizeichef die Beteiligung an der Ermordung sämtlicher Romafamilien eines Dorfes in der Ukraine vorgeworfen wird. Bei den Opfern handelte es sich um ca. 30 Männer, Frauen und Kinder, die in dem Dorf Siwaschi als Einwohner mit bürgerlichen Berufen und als Bauern gelebt hatten. Sie wurden im Mai 1942 von den Einsatzgruppenangehörigen verhaftet. Als Grund der Verhaftung wurde den Betroffenen von den Polizisten mitgeteilt, daß sie «umgesiedelt» werden. Am frühen Morgen des nächsten Tages wurde eine Grube ausgehoben und alle Opfer erschossen.

Auch in diesem Verfahren haben die Justizbehörden das Verfahren über 11 Jahre verzögert. Erst im Jahre 1985 wurde Anklage erhoben, die von dem Landgericht Kassel mit einer skandalösen und rechtlich offensichtlich falschen Begründung als «verjährt» zurückgewiesen wurde. Erst auf Intervention des Oberlandesgerichts Frankfurt, das die Sache einer anderen Schwurgerichtskammer zuwies und nach persönlichen Protesten des Zentralratsvorsitzenden

Romani Rose bei dem damaligen Hessischen Justizminister, Dr. Karl-Heinz Koch, wurde 6 Jahre nach der Anklageerhebung ein Hauptverhandlungstermin angesetzt.

Die «andere» Schwurgerichtskammer des Landgerichts Kassel zog anschließend den Prozeß im Schnellverfahren innerhalb von vier Tagen durch und sprach Scheftner mit der Begründung «mangelnder Beweise» frei.

Die Staatsanwaltschaft hatte bei den aus der Ukraine angereisten Tatzeugen nicht einmal den Versuch einer Befragung zur Aufklärung des Geschehens unternommen und ihr sichtliches Desinteresse schon vor dem Urteil erkennen lassen.

Ebenfalls wegen seiner Zugehörigkeit zu den «Einsatzgruppen» der SS, Wehrmacht und Polizei, die 1941/42 hinter der Front zigtausende Sinti und Roma und - Seite an Seite mit ihnen - hunderttausende Juden ermordeten, steht derzeit der Exil-Lette Bolislaw Majkowski in Münster vor Gericht. Angeklagt ist er in dieser Hauptverhandlung wegen der Ermordung der gesamten 200 Einwohner des Dorfes Audrini im Kreis Rezekne/Rositten.

Angeblich aus Gründen der Prozeßökonomie nahm die federführende Staatsanwaltschaft in Dortmund nicht die weiteren Taten Majkowskis in die Anklage auf. Majkowski war nach Aussagen einer Reihe von Zeugen auch daran beteiligt, im Zuge des Vernichtungsprogramms 20 Sinti und Roma, Männer, Frauen und Kinder, die man zuvor familienweise zusammen mit jüdischen Familien verhaftet hatte, in dem Ort Kaupat erschossen zu haben. Da sämtliche Beweismittel und Aussagen auch zu diesem Tatkomplex bereits aktenkundig vorliegen, erwartet der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma, daß auch insoweit eine Feststellung der Schuld Majkowskis und eine Einbeziehung dieser Taten in eine Verurteilung erfolgt.

Seit dem Nürnberger Einsatzgruppenprozeß ist das sog. «Walther-Protokoll» bekannt, in dem der kommandierende Wehrmachtsoffizier Hans-Dietrich Walther detailliert die Erschießung von insgesamt 3200 «Juden und Zigeunern» - wie es in dem Bericht heißt - zwischen dem 27. und 30. Oktober 1941 beschreibt.

Gegen Walther, der inzwischen wieder Berufsoffizier der Bundeswehr geworden war, wurde zwar 25 Jahre spä-

ter im Jahre 1963 ein Ermittlungsverfahren wegen Mordes eingeleitet. Das Landgericht Konstanz setzte ihn jedoch bereits 1964 wieder außer Verfolgung mit der skandalösen Begründung, er habe «aufgrund militärischen Befehls» gehandelt.

Unbehelligt geblieben sind auch die Ärzte der Konzentrationslager Auschwitz und Natzweiler, die die unmenschlich grausamen pseudomedizinischen Veruche an den Sinti und Roma durchführten, z.B. Dr. Mengele, der spezieller Lagerarzt für das sog. «Zigeunerlager» in Auschwitz-Birkenau war, Dr. Lucas, Dr. König, Dr. Rühl u.a.. Erneute Strafanzeigen und die Vorlage von Ermittlungsmaterialien führten in einem Fall zwar zur Anklage. Das Hauptverfahren wurde jedoch nach einem vorgelegten ärztlichen Attest über angebliche Verhandlungsunfähigkeit nicht fortgeführt. Andere der inzwischen mit neuen Haftbefehlen gesuchten ehemaligen KZ-Ärzte sind flüchtig u.a. in Süd-Amerika.

Mit großer Öffentlichkeit hatte am 3. Feb. 1992 in Argentinien Staatspräsident Menem die Freigabe bisher geheimgehaltener Archiv-Unterlagen über Nazi-Verbrecher erklärt, die nach Argentinien geflohen waren. Dieser Schritt erwies sich, wie u.a. auch die Einsichtnahme der Unterlagen im Generalarchiv Buenos-Aires durch Mitarbeiter des Zentralrats Deutscher Sinti und Roma ergab, mehr als PR-Aktion des Präsidenten. Wie man feststellen konnte, fehlen die tatsächlich aufschlußreichen, einschlägigen Akten aus dem Außenministerium, dem Justizministerium, den regionalen Polizeibehörden und insbesondere den Justiz- und Gerichtsarchiven im Generalarchiv nach wie vor.

Der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma hatte insbesondere Hinweise auf Dr. Hans-Wilhelm König, alias Edmund König gesucht. Dr. König war als KZ-Arzt und Assistent von Mengele an der Ermordung von Sinti und Roma in den Jahren 1943 und 1944 im Konzentrationslager Auschwitz beteiligt. Königs Zulassung zum Beruf des Arztes, mit der er unter Aliasnamen in Spanien gelebt hatte, besaß auch in Argentinien Gültigkeit. Für die Suche nach Dr. König übergab der Zentralrat dem Generalarchiv und der deutschen Botschaft in Buenos weitere Angaben zu seiner Person und zu dem gegen ihn bestehenden Haftbefehl der Staatsanwaltschaft Frankfurt/Main.

Der Tod Mengeles ist bis April dieses Jahres mit guten Gründen bezweifelt worden. Nach einem sog. DNA-

Vergleichsgutachten von Mengele-Verwandten mit Knochenresten aus Embu stellte die Staatsanwaltschaft Frankfurt jetzt das Ermittlungsverfahren endgültig ein und erklärte öffentlich, daß «Mengele mit 99,97% Sicherheit tot» sei.

Dazu möchte ich folgende Anmerkung machen :

Der Bundesgerichtshof erklärte 4 Monate später - bezogen auf einen andere Fall - in einem Grundsatzurteil vom 12. August 1992 den Beweiswert der «DNA-Analyse» (sog. genetischer Fingerabdruck) für unzuverlässig und entschied, daß darauf kein Urteil gestützt werden kann (BGH Az. : 5 StA 239/92). Das Gericht führt in dem Urteil aus, daß wegen der «mangelnden wissenschaftlichen Absicherung» der Beweiswert der DNA-Analyse kritisch zu würdigen sei. Das Gericht kommt aufgrund eingeholter Sachverständigengutachten zu dem Schluß, daß «die von den einzelnen Instituten bei der Entwicklung der Datenbasen verwandten Methoden der wissenschaftlichen Diskussion und Kontrolle weitgehend entzogen sind».

Das Gericht stellt weiter fest : «Das gilt insbesondere dann, wenn die wissenschaftliche Entwicklung - wie hier - noch in vollem Fluß ist und keine abschließenden, allgemein anerkannten Erkenntnisse vorliegen.»

Allein auf der Grundlage der von der Staatsanwaltschaft angenommenen Sicherheit würden in Süd-Amerika mindestens 85.000 «Mengele» leben (das heißt, Menschen mit gleicher DNA-Analyse wie Mengele).

- 8 -

Seit 1980 verlangt der Zentralrat Aufklärung über den Verbleib der verschwundenen NS-Völkermordakten und insbesondere der 24.000 sog. «Rassegutachten» des NS-»Rassehygieneinstituts», die nachweislich nach 1945 von den früheren Tätern, die jetzt im Polizeidienst waren, zur Sondererfassung der Minderheit in der Bundesrepublik Deutschland verwendet wurden. Diese Akten waren im Bayerischen Landeskriminalamt gewesen, bevor sie seit 1980 angeblich «nicht mehr auffindbar» sind. Wegen des Verdachts der Verschiebung dieser NS-Akten an den Rassehygieniker und Giftgasforscher Dr. Arnold hatte der Zentralrat im Jahre 1989 ein Verfahren bei dem Oberlandesgericht Zweibrücken eingeleitet, um die Aufklärung des Aktenverbleibs im Rahmen eines ordentlichen Ermittlungsverfahrens zu erzwingen. Das

Oberlandesgericht ordnete daraufhin intensive Ermittlungen und richterliche Zeugenvernehmungen an. In seinem Beschluß vom 3. August 1990 erhob das Gericht sodann zahlreiche Vorwürfe gegen das Bayerische Landeskriminalamt und das Bayerische Innenministerium. Das Oberlandesgericht stellte zusammenfassend fest : (Zitat :) «Die Sorge des Zentralrats ist begründet, daß mit den rassebiologischen Gutachten nach 1945 nicht in der gebotenen Weise verfahren und dadurch den Interessen der Angehörigen der Sinti und Roma, die durch solche Gutachten Opfer der unmenschlichen Rassenpolitik geworden waren, zuwidergehandelt wurde».

Das Gericht stellte weiter fest : «Ein Verlust von mehreren tausend Akten aus der Aktensammelstelle in Landesbehörden erscheint nicht nachvollziehbar.»

Einen weiteren Vorgang der gleichen Art deckte der Zentralrat im vergangenen Jahr auf, nachdem durch Auffinden eines staatsanwaltlichen Vermerks aus dem Jahre 1960 bekannt wurde, da- in der Landespolizeidirektion Karlsruhe mehrere tausend dieser NS-Akten vorhanden waren. Diese Akten enthielten sog. «Rassegutachten» und unmittelbare Deportationsverfügungen nach Auschwitz. Darüberhinaus lag bei der Landespolizeidirektion Karlsruhe nach den aufgefundenen Vermerken auch die sog. Totenliste des RSHA («Berliner Liste»), die von der Dienststelle des SS-Oberführers Paul Werner angelegt war und die Mitteilungen über den Tod von Häftlingen in den Konzentrations- und Vernichtungslagern registrierte.

Die Intervention des Zentralrats führte zu einer Anfrage im Landtag von Baden-Württemberg und schließlich zu einem Antrag an die Landesregierung, den Verbleib dieser Akten zu klären und sie ins Bundesarchiv zu überführen. Trotz der eindeutigen Nachweise behauptet bis jetzt die zuständige Polizeiführung in Karlsruhe, daß sie keine Möglichkeit mehr habe, den Verbleib der Akten aufzuklären, da die Behörde sämtliche Aktenführungsbücher, Aktenregister etc. vor 1980 spurlos vernichtet habe. Keine der mehr als 5.000 Akten sei auffindbar und keiner der früheren Beamten wisse noch etwas von diesen Akten.

Wegen dieser absolut ungläubwürdigen Darstellung, die jeder Behörden- und Verwaltungspraxis widerspricht, hat der Zentralrat die Einsetzung eines Untersuchungsausschusses im Landtag vorgeschlagen. In Anbetracht der Tatsache, daß auch in Karlsruhe nach 1945 Beamte der früheren sog.

NS-»Zigeunerstelle« mit den alten Akten weiterarbeiten, besteht auch der Verdacht, daß diese Akten zur Vereitelung der Strafverfolgung der NS-Täter der Staatsanwaltschaft und dem Bundesarchiv entzogen wurden.

- 9 -

Zusammenfassend ist festzustellen, daß die Tatsache der weitestgehenden Nichtverfolgung der Täter, die Art und Weise, wie eingeleitete Verfahren behandelt und zur Einstellung gebracht wurden, keine Aufarbeitung des NS-Holocaust an den Sinti und Roma sein können. Zu den Konsequenzen des NS-Völkermordes gehört auch die justizielle Wahrnehmung der NS-Vernichtungsprogramme und die Verpflichtung, die Mörder und Organisatoren dieser Massenmordverbrechen in rechtsstaatlichen Verfahren zur Verantwortung zu ziehen. Auf keinem anderen Wege kann ein gesellschaftliches Bewußtsein erreicht werden, das Völkermordverbrechen ächtet, künftige potentielle Täter abschreckt und eine Sensibilität auch in der Justiz erzeugt, dem Wiederaufkeimen des damaligen Gedankenguts entschieden und mit den Mitteln des Rechtsstaats entgegenzutreten.

Über 40 Jahre nach dem nationalsozialistischen Terror sind die zuständigen Stellen im In- und Ausland mit der Aufklärung dieser Verbrechen unter verschiedenen rechtlichen Aspekten (z.B. Verstöße gegen das Einwanderungsgesetz in den USA) befaßt und ihre Statistiken zeigen die Aktualität der ihnen gestellten Aufgabe. Die Öffnung von Archiven in Osteuropa und in Südamerika kann die Chancen der Aufklärung von NS-Verbrechen erhöhen, wenn die zuständigen Stellen im Stande sind, die jetzt notwendige und über Jahrzehnte politisch blockierte systematische Auswertung des dort verfügbaren Aktenmaterials zu leisten.

Die justizielle Verfolgung von Verbrechen aus der Zeit der kommunistischen Herrschaft steht vor vergleichbaren Schwierigkeiten der Ahndung von Systemverbrechen mit den Mitteln des Strafrechts. Gegenwärtig besteht jedoch die starke Tendenz, die Verbrechen des Nationalsozialismus mit der Unrechtspraxis und den Verbrechen in den kommunistischen Systemen Osteuropas aufzurechnen und die eigene Beteiligung an den nationalsozialistischen Verbrechen im Zuge einer Neubewertung der Geschichte zu entschuldigen. Solche Tendenzen gibt es nicht nur im wiedervereinten Deutschland sondern auch in einigen der neu konstituierten Staaten Osteuropas. Damit einher geht wie-

der eine verschärfte Diskriminierung von Minderheiten, der Juden und der Sinti und Roma und auch anderer Völker wie Polen und Russen. Vor diesem Hintergrund ist vor einem Nachlassen bei der Verfolgung und Aufklärung von NS-Verbrechen zu warnen.

Während der Zusammenbruch der kommunistischen Regime in breiten Kreisen aller davon betroffenen Nationen als Befreiung erlebt wurde, wird in Deutschland der Zusammenbruch des Nationalsozialismus vor allem als nationale militärische Niederlage gesehen. «Es gab und gibt bis heute keinen mehrheitsfähigen Zorn des deutschen Volkes auf die Nazis und ihre Verbrechen», wie Prof. Azzola vom Zentralrat der Juden in Deutschland nach einem ausdrücklichen Bezug in der neuen gesamtdeutschen Verfassung auf die historische Verpflichtung nach dem Holocaust hat ihre Begründung ebenso wie die Forderung des Zentralrats Deutscher Sinti und Roma nach Aufnahme einer expliziten Verfassungsnorm zum Schutz und der Förderung der seit 600 in Deutschland beheimateten deutschen Minderheit. Die bisherige Zurückweisung dieser beiden Forderungen durch die Bundesregierung kann nicht hingenommen werden.

Laszlo KARSAI
Hungarian Academy
of Sciences (Hungary)

Debates on the Shoah in the Hungarian Press, 1988-1992 (*)

Non-Hungarians wishing to understand the political debates in Hungary today are given a very hard time. Not only because they would have to know very precisely the positions of the debaters in the present and in the past [i.e. during the communist regime that fell in 1989] but because they would have to understand the special, distorted Hungarian lingo, full of code words, that these debates are conducted in. They would have to understand, for instance, that if someone said liberal, cosmopolitan, un-national [*'nemzetietlen'*] or liberal-bolshevist Freemason, or mentioned the Mafia or a minority that is dwindling out of civilization, he/she simply meant that the leaders of the Szabad Demokraták Szövetsége (Alliance of Free Democrats), the largest opposition party, were Jews. And Jews, as it is well-known in anti-semitic circles, are genetically unfit for identifying with sacredly sacrosanct national goals, with the history of the nation. The other reason that renders it difficult to understand the debates on the Shoah in Hungary today is that these debates are hysterically over-historicized, particularly with 20th century European history, as the object of never-ending references. It has become a thesaurus of examples, a means to legitimize our actions today, a basis of reference, a starting point and, on and off, with the overt intent of restoration, the end as well.

* Communication delivered the 26 November 1992 at the Commission «Medias». (President of the Session : M. Hermanius, General Secretary of the French Community).

If one can believe István Csurka, the vice-president of Magyar Democratic Forum (MDF) [Hungarian Democratic Forum], the largest government party and his comrades, the Hungarian people is an unconscious, amorphous mass,

with a broken spine and deprived of its past.¹ One of the journalists of *Szent Korona*, an openly, (that is in most cases without code words) Jew-baiting, anti-semitic, chauvinistic and irredentist weekly, declared the following as unquestionable truth in the spring of 1991: «Our youth, our new generation has been poisoned with falsified history, educated to be un-nationalistic lackeys of the Soviet. The most vital questions have been avoided or hushed up. The consciousness, the self-respect of the nation has been slain.»²

Thus the aim is clear: to write, in fact to create, a history that every Hungarian can be proud of. «What this country needs is constructive psychological warfare,» said Premier Jozsef Antall in January, 1992, then continued: «We need an ideal, we need a force and a nationalism that will blend us together and will give us strength.»³ There did one issue that Istvan Csurka and the Hungarian irredentist, extreme right-wing publicists think almost exactly the same way about. They fail to examine and particularly fail to critically examine the road to World War I and Trianon. Nobody in Hungary today would question that the peace treaties concluding World War I were unjust, ethnically pure Hungarian territories also being taken away from Hungary. But according to Csurka and his friends, the foreigners, the liberals, the Jewish leaders of the bourgeois revolution in and of the communist Soviet Republic in 1918-1919 were responsible for ruining the country. World War II was caused exclusively by the peace treaties concluding World War I, a number of people among those surrounding Csurka keep saying, so if we look closely enough, our participation in World War II was doubly justified. On the one hand, Hitler had returned to us a part of Transylvania (43 thousand square kilometers), a part of *Felvidek* [Northern Hungary] (12 thousand square kilometers) and, on the other, we were Hitler's allies in an anti-communist crusade. What we have to do, therefore, is forget about Hitler's aggressive intentions, racial theories and make him an anti-communist German patriot only. What remains to be done is the elimination of the Jewish Shoah. It is to be hushed up that Kaltenbrunner was one of the accused at Nuremberg.

According to Istvan Csurka and his kind, the Hungarian people has been victimized, has fallen prey to fate, blind destiny and impersonal history. Anyone who calls attention to crimes, mistakes, errors, or to those committing them, is denigrating the whole Hungarian nation.⁴ The nation can get its self-respect back if we clean, re-write its past and make it nice, Csurka and many of his comrades say. They

¹ According to Istvan Csurka, the significance of Lakitelek [a small village where MDF was organized] is that it «...formulated and set in motion a spiritual anti-disaster program to prevent the final sinking of the nation.» Quoted in: Jobbagy Gabor: Lakitelekre tekintve [Looking to Lakitelek]. (*Uj Magyarorszag*, September 14, 1991. p. 2.).

² Harmath A., Sandor: Harom Mohacs utan [After three M.'s [Mohacs is the name of the battlefield that saw the end of powerful, independent Hungary in 1526, synonymous with national catastrophe].] (*Szent Korona*, April 25, 1991. p. 11.)

³ Jozsef Antall's speech in the Museum of Military History [Hadtörténeti Múzeum] on January 11, 1992. (*Magyar Forum*, January 23, 1992. p. 14.)

⁴ Géza Jeszenszky, pondering on «the past destroying the Hungarian nation from the inside and from the outside, «wondered» how we could climb out of this pit that history has pushed us into.» G.J. Világkiallítás vagy semmi - avagy mi köze ehhez az MDF-nek? [Expo or nothing - or what has MDF to do with it?] (*Hitel*, August 9, 1989. p. 38.)

would like to create a history which conservatives could happily acknowledge as their own («conservative» is used synonymously with «extreme right-wing» by Csurka and his friends ; for those of some sensibility it can be translated simply as neo-Nazi). But unlike Mussolini, who could refer to the myth of the Roman Empire, or Hitler, who could evoke Tacit's Germans or the wonders of the Medieval Reich or the Second Reich of Bismarck and Wilhelm II, all Hungarians can do is feel really sorry if they but survey our history. Defeats, occupations everywhere, and not one little Empire or even a little Napoleon that we could call our own.

⁵ Innoth, Zoltan : Hamisak és hamisítók [The false and the falsifiers]. (*Szent Korona*. May 15, 1991. p. 12.).

The «bolshevist-cosmopolitan-criminal stinkbugs, fed on Hungarian public funds» and falsifying Hungarian history (i.e. sticking to the facts), in other words, historians (at least those who fail to display adequate enthusiasm in toeing the new guideline) ought to be removed from the Hungarian public scene, one of the publicists of *Szent Korona* demands. ⁵

Before going into details about the Shoah debates in Hungary, it may not be amiss to point out a few basic historical facts (regrettably neglected by the participants of these debates). The Hungarian counter-revolutionary regime, which came to power after World War I with Rumanian military assistance defined its own ideology as «Christian-National-Antibolshevist». (The word «Christian» in this case is simply meant to be understood as «non-Jewish.») Hungary from 1919 to 1945 had a basically feudal-conservative government, which was born in the midst of anti-Jewish excesses and pogroms, and tolerated and supported political anti-semitism. ⁶

⁶ For this in detail, see Bibo, Istvan : Zsidó-kérdés Magyarországon 1944 után. [The Jewish question in Hungary after 1944] in : B.I. *Valogatott tanulmányok II.* [Selected essays, II.]. pp. 621-809.

After 1919 the consolidating counter-revolutionary regime soon stopped the pogroms, which had claimed a few hundred Jewish victims. In Europe the Hungarian legislation was the first to pass anti-semitic laws. The so-called *Numerus Clausus* Act (1920 Art. XXV.) made the proportion of the students to be admitted at universities and colleges depend on the national proportions of the established churches, thus, while not restricting either in principle or in practice the higher education of Jews converted to Christianity, in its effects it meant a virtual intellectual hara-kiri for Hungary.

It was characteristic of the high degree of assimilation of the Hungarian Jews (including the mostly Hungarian speaking Jews in the territories disannexed after 1918) that

they were unable to develop a significant Zionist movement.

Géza Jeszenszky, not as foreign minister but only as a politician still in opposition, wrote in the spring of 1989 that our history was a drama in which fiascoes were often preceded by great successes. «The Hungarian Holocaust and the Nazi occupation in 1944, which resulted in the terror of the mob, were preceded by the regaining of one third of the territories lost at Trianon, and then, by extending refuge for nearly a million Jews and other persecuted people in the midst of Hitler's inhuman world we again came near to successfully prove our faithfulness to our Christian and liberal traditions.»⁷

⁷ Jeszenszky, Géza : Balsors vagy balítélet ? [Ill fate or ill judgement ?]. (*Hitel*. March 29, 1989, p. 25.)

It is true that Regent Miklos Horthy in close cooperation with Premier Miklos Kallay had indeed withstood the demands of the Nazis and would not allow Hungarian Jews to be deported from Hungary. In this way Hungary, along with Bulgaria, in the spring of 1944 was indeed an island of peace in Nazi Europe for the Hungarian Jews, whose number can be estimated at 8-900 thousand, and for the Slovak, Polish and Austrian Jews (about 15 thousand), who had fled hither. The problem with Géza Jeszenszky's reasoning is that he apparently forgets that we could also have proved our faithfulness to our Christian and liberal traditions by not taking part in the attack launched against the Soviet Union in 1941. These days Csurka and his friends like to say that Hungary just «drifted» into World War II as the result of «an unfortunate combination of circumstances,» «because of our geopolitical situation.»⁸ Right-wing journalists today claim - though without being able to produce evidence or references - that after 1945 the communist propaganda laid great emphasis on the denouncement «guilty, fascist people,» and «the last satellite» thereby trying to make people feel guilty and humble. Interestingly, Jozsef Antall himself accepts the term «last satellite» saying one has only to look at a map to see why the Szalasi government was fighting at the side of the Nazis as late as the spring of 1945.⁹

⁸ Letter from Géza Perjes to Marcell Stomm. (*Hitel*. September 6, 1989, p. 43).

«We were not a guilty people,» wrote Istvan Csurka. «It is a fact that we erred, that we found ourselves on the wrong side in World War II, but even that was more out of necessity - we can see that today - than premeditated ill-will.» (Csurka Istvan : A feltamadas nemesvitai emlékműve [The resurrection memorial at Nemesvita]. *Hitel*. November 1, 1989, p. 61.). According to Jozsef Antall, «When there is a confrontation in Europe, our geopolitical situation makes it nearly impossible for us to keep out of it.» (*Magyar Forum*. January 23, 1992, p. 13.).

⁹ *Magyar Forum*. January 23, 1992, p. 10.

Géza Jeszenszky, who is originally a historian by profession, also forgot to mention that our keeping to liberal traditions might have been appreciated just a little more by the antifascist powers if Hungarian partisan hunter gendarmes and military detachments, closely cooperating with SS *Einsatzgruppen*, had not committed mass murders in the

Ukraine ; if the Hungarian Parliament had not passed four anti-Jewish acts between 1938 and 1942, depriving Jews of their civil rights ; if in August 1941 the Hungarian authorities had not deported nearly 20 thousand Jews from Hungary, most of whom would then be massacred by the Nazis and their Ukrainian accomplices ; if in January 1942 the Hungarian authorities had not murdered nearly 3.000 Serbs and Jews at Ujvidék ; if nearly 40 thousand Jewish forced labourers had not been exterminated on the Eastern front. What is more, it was not Ferenc Szalasi and his Arrow Cross mob yet that took over on March 19, 1944. Regent Miklos Horthy, remaining in office after the German occupation of Hungary, appointed the new government, which organized and executed the process by which over 400 thousand Hungarian Jews were branded, ripped off, gathered into ghettos and finally deported with the enthusiastic or perhaps only conscientious and obedient participation of 20 thousand gendarmes, thousands of policemen, officials, railwaymen, physicians and midwives. This was not the work of either the Nazis or the Arrow Cross but as R. Hilberg says, organized community itself, in one of its curious roles, was the machinery of destruction.¹⁰

¹⁰ Hilberg, R. : *The Destruction of European Jews*. (Chicago, 1983. Vol. III, p. 994.)

Bent on «suing for the return of their history», Hungarian right-wing journalists employ methods similar to those used by their West European comrades. I just mention in parenthesis that I think it is not necessary here and now to discuss the so-called revisionist historian maniacs who regard the Jewish Shoah as entirely a product of Zionist and Freemasonic propaganda. For Hungarian right-wing journalism is now doing nothing but simply translating into Hungarian all the gems of Western «scholarly» literature denying the Shoah.¹¹ The Hungarian deniers of the Shoah and Istvan Csurka, who is publishing and going in action in a closer and closer relationship with them, would prefer to have the horrors of the Gulag discussed in more detail instead. They keep mentioning Eisenhower's «death camps» and drawing silly parallels between Auschwitz and the expatriation of ethnic Germans after World War II, and so on. If they cannot avoid mentioning the Hungarian Jewish Shoah, they will try to hold the Germans and the Arrow Cross mob entirely responsible for it. According to a journalist of a daily, which is perhaps closest to the present government, «the actual dispossession of the property of the Jews took place after the German occupation of Hungary. By the time the state began to take inventory, hardly one thousandth of the Jewish property was there since the

¹¹ For all this in detail, see Karsai, Laszlo : *Történészek vitái a Holocaustról* [Historians' debates on the Holocaust] (*Kritika*. 1990. No. 5. 31-34.).

Arrow Cross leaders, not the masses, had looted everything.»¹² One of the representatives in Parliament of MDF also believes that Szalasi took over immediately after the Nazi occupation of 1944.¹³

Istvan Csurka is also of the opinion that all who today abroad accuse «the government of the homeland» of being «illiberal, exclusive, nationalistic, chauvinistic and finally anti-semitic» are utilizing the fact that «there is a peg to hang this charge onto. Thanks to the revelry of the Szalasi scum, we came out of World War II stigmatized.»¹⁴

There is of course a great difference between the guilt of the politicians, of the gendarme and military officers enthusiastically collaborating with the Nazis and the responsibility of the subordinates, of the citizens who were merely watching the events and/or pitied the Jews and/or even ripped them off. Rather than face crimes really committed, many choose to decline the responsibility and pass the buck. «The whole nation resisted» the Nazis and the Arrow Cross, claimed one of the self-proclaimed prophets of the extreme right wing in Hungary today in January, 1991 (he has, in the meantime, been imprisoned for participating in a brutal murder).¹⁵

«Weeping peasant women were standing at the exists of Hungarian villages when the Jews of the small villages were carried off in 1944,» thus another journalist in the fall of 1991 in *Szent Korona*.¹⁶

That these phenomena in Hungary today are not merely narrowly focused, professional, scholarly historico-journalistic debates or views can also be illustrated with the laws called «historical administration of justice». The present Hungarian Minister of Justice has tried to give the grounds for the bill that was to provide for the recompense of the Hungarian Jews by saying that the Hungarian authorities were not responsible for the death of about 500 thousand Hungarian Jews since «these horrors» took place in German concentration camps. And anyway, «the Hungarian state completely lost its sovereignty» after March 19, 1944.¹⁷ Although it is unnecessary to argue here this historically naturally untenable view, it is still impossible to understand why the Recompense Act does not cover the Hungarian Jews deported from Northern Transylvania, *Karpatalja* [Sub-Carpathia] and *Felvidek*, these territories belonging to Hungary between 1938 and 1944. What is more, with the Recompense Act «honouring» the murders committed only

¹² Horvath Laszlo : Valasz Gado Györgynek [Reply to G. Gy.] (*Uj Magyarország*. October 8, 1991, p. 6.).

¹³ The speech of Dr. Agnes Maczo G. Nagy is published in : *Szent Korona*, June 14, 1991. p. 2. It might be worth mentioning, too, that Matyas Szurös, one of the leaders of MSZMP [Hungarian Socialist Workers' Party] and then of MSZP [Hungarian Socialist Party] also holds that «the Hungarian Holocaust gathered full momentum after the German occupation on March 19, 1944, and the fate of the Hungarian Jews, particularly in the country, was sealed with the Arrow Cross take-over.» (*Magyar Nemzet*, May 11, 1989, p. 1). Let's get it clear : prior to July 7, 1944, the Jews in the country were deported from Hungary without any assistance from the Arrow Cross.

¹⁴ Csurka Istvan : Ujra csocselek vagyunk [We are scum again]. (*Magyar Forum*. April 2, 1992, p. 20.)

¹⁵ Romhanyi Laszlo : Szamonkérés, felelősségrevonás, elszámoltatás, elszámolás [Reckoning, taking to task, calling to account, rendering account] (*Szent Korona*. January 2, 1991. p. 3.).

¹⁶ Révffy Laszlo : Minden él nélkül [Without edge] (*Szent Korona*, November 13, 1990, p. 11.)

¹⁷ Istvan Balsai's statement on the front page of the Recompense Supplement [Karpotlasi melléklet] to *Népszabadság*, June 21, 1992.

¹⁸ *Népszabadság*, August 8, 1992, p. 4.

on the basis of judicial sentences or as the result of the same, the inheritors of the Jews machine-gunned into the Danube by the Arrow Cross in the winter of 1944 are entitled to no compensation since Arrow Cross gangs cannot be regarded as courts of justice. The act clearly identifies Hitlerism with Stalinism, indeed, with the communist system now bearing the name of Janos Kadar. Thus six months in Auschwitz in 1944 «is worth» as much as six months in an internment camp in Hungary in 1953, in fact, deportation being worth less than having been interned by the communists. The process of changing the names of streets, the removal of World War II memorials, statues has also begun. Thus in downtown Budapest Nikos Beloiannis Street has been given back its old name *Zapor* [Shower] ; one large town in Hungary has had the name of *Partizan* [Partisan] Street changed back to *Vitez* [valiant ; also title awarded to World War I ex-servicemen during the Horthy regime] Street ; and Budapest has seen the removal of the memorials raised to the Volunteer Regiment of Buda, which fought along with the Red Army and to the International Brigades, who fought in the Spanish civil war. ¹⁸

According to certain historians acting as mouth-pieces for official propaganda, the Hungarian soldiers who died on the Eastern front in World War II were not the victims of a senseless, inhuman war but heroes. What is strange is that at the same time the Hungarian Jewish forced military labourers, who were sent to the front unarmed and were then killed, are mentioned «only» as victims. ¹⁹ The Hungarian historians trying to whitewash and to rehabilitate the Hungarian forced military labour service use a relatively simple method. First they pick a suitable partner for the debate, say a former forced labourer, who in a letter to the editor of a daily paper has happened to write that the Hungarian forced military labour service was one means of the extermination of the Jews just as the gas chambers were another. This is, of course, not true. Being a forced military labourer in the spring and summer of 1944 in Hungary meant escaping deportation. However, Hungarian «revisionist» historians forget to mention that Jews by definition were treated as unreliable elements in Hungary from 1938 on, hence the organization of separate Jewish labourer companies. They attribute the losses of the forced labourers nearly exclusively to the military activities of the Red Army, failing to mention that many forced labourers were tortured to death, sent unarmed to the mine-fields, by sadistic members of the skeleton staff. So that they can reduce the

¹⁹ Stark Tamas - Szabo Péter - Szakaly Sandor : A magyar munkaszolgálat [The Hungarian forced military labour service] (*Magyar Nemzet*, February 20, 1992, p. 8.).

number of Jewish forced labourer casualties, they declare the history of the forced military labour service ended on the day of the Arrow Cross takeover, October 15, 1944, ignoring the fact that thousands of forced labourers were killed by the Nazis and the Arrow Cross before the spring of 1945.²⁰

²⁰ For this in detail, see the selection of letters to the editor entitled «Hosók vagy aldozatok» [Heroes or victims] in : *Magyar Nemzet*, March 12, 1992. p. 8. and the reply by Stark - Szabo - Szakaly : Maradtunk és maradjunk a tényeknél [We have stuck, and let's stick, to facts], *ibid.*

In the debate on the «heroic dead» or «victims» Istvan Nemeskürty, an amateur Hungarian historian has come forward with the position shared also by authoritative Hungarian professional historians of the period : it is unacceptable to try to make a criminal war fought with a miserable, ill-equipped army appear as a struggle for the homeland. Istvan Nemeskürty warns : we should mourn, and examine ourselves instead of creating heroes, making victory out of defeat, making struggle for the homeland out of a mindless adventure.²¹ Premier Jozsef Antall was obliged to perform logical somersaults when he called the dead of the 2nd Hungarian Army, which had fought on the Eastern front, heroes, saying at the same time that «the dilemma was that if the Germans won the war it would be just as bad because Hungary would come under Nazi rule. General Keitel wrote that the resettling of the Hungarians - into the Ukraine - was indeed planned and in the case of a German victory the Hungarians would have shared the fate of the other so-called second rate peoples.»²²

²¹ Conversation of Istvan Nemeskürty with Laszlo Honyavecz (*Népszabadsag*, January 17, 1991, p. 6.).

²² *Magyar Forum*, January 23, 1992, p. 13.

Istvan Csurka and his comrades have already arrived at the open, undisguised defense of fascism. One of Csurka's followers said in September, 1992 : «Whoever tries to condemn fascism in 1992 is a shameless bolshevist hireling.» Commenting on this statement, Istvan Csurka, vice-president and at present chief ideologue of MDF said before the cameras of Hungarian television : «I cannot see anything provocative in that and I agree with it.»²³

²³ *Népszabadsag*, September 16, 1992, p. 1.

Maurice VOUTEY

Archives et mémoire (*)

Membre de la

Présidence de la

FNDIRP (France)

¹ Yannis Thanassekos : Prolegomènes pour une étude rigoureuse de la mémoire des crimes et génocides nazis. (Bulletin de la Fondation Auschwitz n° 31).

² Raul Hilberg : La Destruction des Juifs d'Europe.

Le thème que vous avez choisi, *Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis*, est au coeur de nos préoccupations communes. Que ce soit la Fondation Auschwitz qui ait pris l'initiative de cette rencontre internationale dont l'objet dépasse le cadre strict d'Auschwitz n'a rien d'étonnant. Ce nom d'Auschwitz comporte une telle charge affective que, de «façon emblématique», pour reprendre les termes du Directeur Yannis Thanassekos ¹, il peut à bon droit être considéré comme symbolisant l'ensemble des crimes et génocides nazis, qu'ils aient été perpétrés à Dachau ou à Sobibor, dans la sauvagerie débridée des «opérations mobiles de tuerie» de Babi Yar ou dans le mystère feutré d'Hartheim ou d'autres centres dits d'euthanasie... Et d'ailleurs, en dehors même de cette charge affective qui a conféré à «Auschwitz» valeur de symbole, dans la réalité même des faits, Auschwitz, à la fois camp de concentration du système concentrationnaire stricto sensu et camp d'extermination pour Juifs et Tziganes - centre de mise à mort, selon la forte expression utilisée par Raul Hilberg ² -, mais aussi base arrière et instrument polyvalent de la germanisation des espaces slaves, mais encore modèle de la coopération entre, d'une part, la S.S. et la Gestapo, instruments essentiels du nazisme, et, d'autre part, la société civile allemande, celle des chercheurs et des laboratoires en quête de cobayes humains ou de pièces anatomiques, celle aussi, des entreprises avides de main-d'oeuvre à bon marché, Auschwitz, dans la réalité des faits, est l'image paroxysmique du nazisme.

D'où l'intérêt, pour certains, d'effacer Auschwitz. En effaçant Auschwitz, on effacerait tout le reste...

(*) Communication prononcée le 26 novembre 1992 à la Commission «Témoignages et Archives» (Président de séance : R. Van Aerschot, Président de la VUB).

L'acharnement dont font preuve négateurs et relativistes pour nier la réalité ou contester la spécificité d'«Auschwitz»,

donc du nazisme, montre en effet qu'ils ont compris l'importance des enjeux scientifiques, politiques, éthiques de la connaissance (ou de l'ignorance !) de ce qui est l'illustration aveuglante de la plus monstrueuse expérience, conçue d'emblée dans sa monstruosité et, réalisée, dans sa sauvagerie, méthodiquement et bureaucratiquement.

A cet acharnement des effaceurs de mémoire, acharnement pervers, insultant pour les victimes et gros de menaces pour l'avenir, doit répondre notre propre acharnement. Il faut que soit constituée et préservée la «mémoire d'Auschwitz», que cette mémoire se transforme en savoir élaboré, devienne à la fois objet d'histoire éclairant le passé et sujet de réflexions éthiques et politiques au service de l'avenir.

C'est à cette tâche que vous nous avez conviés, c'est à cela que nous devons réfléchir, c'est en fonction de cela que, sans doute, nous devons ébaucher, pour le moins, un programme commun de travail.

*
* *

La mémoire d'Auschwitz, le terme Auschwitz étant ici encore employé au sens symbolique, la mémoire du système concentrationnaire au sens strict de l'expression, la mémoire des génocides des Juifs et des Tziganes et celle des autres crimes subsiste, éphémère bien sûr, dans les souvenirs qui hantent les survivants. Elle se fonde durablement, outre les vestiges qui demeurent sur les sites, sur deux bases matérielles essentielles : d'une part, les divers types de témoignages plus ou moins élaborés qui ont été écrits ou enregistrés et, d'autre part, les documents à l'état brut, les pièces rédigées pour assurer le fonctionnement même de l'appareil de répression et de persécution, documents dont la place naturelle se trouve dans des archives publiques ouvertes à la recherche historique. Bien sûr, certains témoignages élaborés ont été conservés, eux-aussi, dans des archives publiques : par exemple les témoignages et dépositions qui ont été recueillis au cours de procédures judiciaires. Mais mon propos portera essentiellement sur *la matière brute des documents qui, entre 1933 et 1945, ont été rédigés par les auteurs des crimes, leurs complices, leurs collaborateurs*, volontaires ou involontaires. Il s'agit de documents «fonctionnels» dont la rédaction est, en gros, contemporaine des faits, de documents à usage interne qui n'étaient pas promis, par nature, à une large diffusion, souvent conservés par simple pesanteur administrative,

comme, par exemple, directives, listes de détenus présents tel jour dans un camp, statistiques relatives à l'activité d'un quelconque Revier, devis ou facturations de travaux ou de main-d'oeuvre, mise sur les rails d'un convoi ferroviaire, tractations tarifaires avec le Reichbahn... Que sais-je encore ?

Matériaux bruts dont le chercheur sait fort bien que, au même titre que les témoignages élaborés livrés aux enquêteurs d'une association en charge du souvenir ou les témoignages recueillis au cours d'une instance judiciaire, ils doivent être soumis à un protocole critique qui en apprécie la crédibilité. Qui a déjà examiné les registres mortuaires qui étaient tenus dans les camps de concentration sait fort bien que, si les morts sont, en général, consciencieusement recensés - mais ce n'est pas toujours vrai -, les causes alléguées des décès sont hautement fantaisistes. Les comptables de la mort, même si les listes qu'ils dressaient devaient rester confidentielles, prenaient certaines précautions. De la même façon qui se fierait aveuglément aux registres d'immatriculation de Dachau pourrait en conclure que Dachau fut, aussi, un camp pour femmes : des femmes y furent, le 28 août 1944, immatriculées, pour des raisons conjoncturelles et bien que leur séjour n'y ait pas excédé un jour ou deux... A l'inverse, la liste des immatriculations en novembre 1938, dans presque tous les camps de concentration existant alors, est étrangement muette en ce qui concerne l'arrivée soudaine de dizaines de milliers de Juifs incarcérés au cours de la Nuit de Cristal...

Constatation banale, mais qui doit être réaffirmée pour rassurer les survivants qui, témoignant pour que mémoire ne se perde pas, sont parfois ulcérés de voir leurs témoignages critiqués et qui s'indignent de ce que leur bonne foi semble mise en doute alors qu'ils sont persuadés que l'historien ne doute pas lorsqu'il utilise un document d'archives. N'oublions pas de leur rappeler que l'historien, homme de métier, applique aussi ses procédures rigoureuses de vérification aux documents d'archives.

*

* *

La création et le fonctionnement des camps de concentration et des centres de mise à mort, les arrestations, le transport, les exécutions, presque toutes les exactions se sont accompagnées de la rédaction d'une multitude de documents bruts dont tous ne furent pas détruits ou disséminés

lors de l'effondrement du Reich. Documents précieux dont on pouvait penser qu'ils n'étaient pourtant pas nombreux à subsister et que leur masse la plus importante et la plus cohérente se trouvait à Arolsen. C'est pourquoi j'avais proposé de borner mon propos au Service International de Recherches (SIR) qui s'est installé dans la petite ville allemande d'Arolsen. Mais l'évolution politique intervenue à l'est de l'Europe, l'ouverture ou le changement de statut de certaines archives, les découvertes, fortuites ou non, ici et là, la révélation que certains fonds, pourtant bien connus, avaient été peu ou mal exploités, tout cela m'a conduit à déborder du cadre initialement prévu.

Il existe un problème global des archives de la criminalité nazie et des complicités qu'elle a rencontrées en-deçà et au-delà des frontières du Reich.

*
* *

Commençons par Arolsen ³

Qu'est-ce qu'Arolsen ? C'est l'établissement, sis en RFA (dans ses anciennes limites), où furent stockées celles des archives saisies par les alliés qui permettaient à leurs services de recherches respectifs de s'intéresser à certaines catégories de personnes. Ces services se fondirent en un service unique, commun aux pays occidentaux, le Service International de Recherches. Les objectifs du SIR furent définis par une convention : il fallait «rechercher les personnes disparues, rassembler, classer, conserver et rendre *accessible aux gouvernements et aux individus intéressés* ⁴ toute documentation relative aux Allemands et non-Allemands qui furent déportés et détenus dans des camps de concentration ou de travail national-socialistes et aux non-Allemands qui furent déplacés du fait de la Seconde Guerre mondiale.»

De cette définition des personnes, il ressort que sont concernées, entre autres, celles qui furent internées dans les camps de concentration ou conduites vers les camps d'extermination, sans que mention explicite soit faite, dans ce dernier cas, de la destination des victimes. Sans doute faut-il n'y voir que la confusion quasi-systématique, à cette époque, entre camps du système concentrationnaire stricto sensu et camps d'extermination, confusion que traduisent des expressions regrettables du type «camp de la mort». Absence de référence explicite qui, néanmoins, pose problème. Quant à l'objet de la mission, défini à la fin des

³ Voir à ce sujet : ITS (deux plaquettes éditées par le CICR), le Patriote-Résistant (février 1989, notamment).

⁴ En cours de citations, les parenthèses et mises en évidences de certains passages des textes cités sont de moi.

hostilités, alors que l'Europe commençait tout juste à sortir du chaos et qu'il fallait rapidement rechercher les disparus, mettre un terme à l'angoisse des familles et fixer le statut juridique des personnes, cet objet est purement *humanaire et administratif*. Il ne prend pas en compte la nécessité de constituer une mémoire collective, d'écrire l'histoire. A l'époque, tout était si évident ! Et il y avait tant à faire !

Actuellement, la Commission Internationale qui gère le SIR (CI du SIR) se compose de dix Etats : Belgique, France, RFA, Grèce, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, USA ; statutairement, le financement incombe à la seule RFA et la direction du SIR est confiée à un représentant du Comité International de la Croix-Rouge (CICR).

A Arolsen se trouve rassemblée une documentation qui concernait une dizaine de millions de personnes avant la communication d'un certain nombre de fonds d'archives détenus préalablement surtout par l'ex-URSS. Par ailleurs, les contacts entretenus avec la direction et le personnel nous ont convaincus de leur compétence et de leur dévouement ainsi que de la pertinence des procédures d'exploitation de documents fragiles, disparates et souvent confus. Même si la lourdeur des procédures liée au statut international et l'actuel afflux de demandes d'attestations venues des pays de l'est, de Pologne surtout, entraîne un certain délai entre le dépôt d'une demande et la réponse du SIR...

Bien sûr, la documentation disponible à Arolsen ne concerne pas tous les camps du système concentrationnaire et ne concerne que très peu les génocides, si l'on met à part celles des victimes qui, par une sélection préalable, ont été épargnées momentanément pour être immatriculées dans un camp de concentration dont les archives se trouvent à Arolsen. Mais il y a là des documents, du savoir-faire et un statut international qui répond, quoique incomplètement, au caractère international de l'événement. Le SIR remplit fort bien, dans la limite de la documentation qu'il possède, la mission humanitaire et administrative qui lui a été confiée dès les origines de l'institution.

*

* *

Cependant, nous ne pouvons nous satisfaire de cet état de chose. D'abord, il convient d'enrichir le fonds en faisant pression sur les Etats, les institutions ou les individus qui détiennent des documents qui y ont leur place. Et il faut faire

évoluer ce qui ne nous semble pas satisfaisant quant à l'internationalité du statut et ce qui nous semble insuffisant dans la mission qui lui a été confiée.

En ce qui concerne le statut, adopté - j'allais dire imposé - à une époque où la RFA, dans ses anciennes limites, n'avait pas pleinement recouvré sa souveraineté, curieusement, il se révèle actuellement conférer une place privilégiée à la dite RFA aujourd'hui souveraine, la RFA qui tient, seule, les cordons de la bourse. Ce statut par ailleurs adopté à une époque où l'Europe était coupée en deux tronçons, ce statut devrait, il nous semble, évoluer pour tenir compte des réalités politiques actuelles (et de l'existence de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe -CSCE-), évoluer pour assurer la sauvegarde et la pérennité du centre, le développement de ses activités actuelles et l'élargissement de sa mission en ouvrant Arolsen à la recherche historique.

Nécessité donc de donner officiellement aux chercheurs accès à Arolsen, bien sûr en fournissant au SIR les moyens financiers pour faire face à cette nouvelle tâche. C'est une préoccupation pour nous ancienne et constante. Nécessité de parfaire l'internationalisation et la permanence de l'institution, ce qui nécessiterait sans doute une modification de son financement.

Or les notes échangées les 27 et 28 septembre 1991 par les gouvernements allemand, français, américain et britannique se contentent d'entériner l'actuel statut et l'actuelle mission limitée aux objectifs administratifs et humanitaires. Ce que confirme le courrier officiel que nous avons reçu et dont j'aurai l'occasion de parler dans un moment...

Concernant l'actuel caractère international de ce centre d'archives - un exemple sans doute unique -, même s'il nous semble insuffisant, il est, à certains égards, encourageant. Cela nous laisse espérer la possibilité de le faire évoluer dans le bon sens et, de ce point de vue, il serait peut-être utile de prendre appui sur le document du *colloque de Cracovie de la CSCE consacré au patrimoine culturel européen*⁵ : le classement des sites des camps nazis comme éléments de ce patrimoine, les paragraphes consacrés aux archives, tout cela nous laisse entrevoir la perspective de faire entrer le fonds d'Arolsen dans ce patrimoine. Et au titre d'élément culturel, d'instrument de recherche historique, pas seulement d'instrument administratif et humanitaire... Et

⁵ Document du Colloque de Cracovie sur le Patrimoine culturel des Etats participants à la CSCE (1991).

pourquoi, à partir de cette évolution que nous souhaitons pour Arolsen, ne serait-il pas possible d'envisager pour les autres fonds intéressant la criminalité nazie, un statut de même type ?

Mais nous n'en sommes pas encore là ! Ce qui ne nous interdit pas d'y penser !

Pesanteur de l'histoire, un certain nombre d'Etats européens restent à l'écart de la Commission Internationale. Pas seulement des Etats de l'est !

Il est surtout préoccupant que subsiste le double facteur du financement du SIR par la seule RFA et ce qui en semble, en fait, la contrepartie, la définition actuelle de la mission, *limitée dans son objet et donc dans sa durée*. Pour parler plus clairement, lorsqu'il n'y aura plus d'ayants droit à renseigner, Arolsen n'aura plus de raison d'être puisque sa mission administrative et humanitaire sera accomplie et la RFA sera donc déliée de l'obligation à laquelle elle a souscrit dans le préambule de l'accord du 6 juin 1955. Cette limitation de la mission et, en corollaire, la perspective d'une fermeture nous semblent inacceptables. Même si les Etats qui ont déposé la documentation saisie dans les camps en reprenaient possession, le fonds d'Arolsen se trouverait dispersé... Et l'équipe, hautement spécialisée qui oeuvre là, disloquée...

La FNDIRP, à la suite d'une visite à Arolsen, puis d'une réflexion approfondie, a entrepris une action auprès de diverses autorités pour évoquer ces problèmes.

Deux mots sur les réponses que nous avons obtenues : si elles ne sont pas entièrement encourageantes, elles laissent cependant la porte ouverte.

S'agissant des groupes parlementaires français et du Secrétariat d'Etat français aux anciens combattants et victimes de guerre, nous avons reçu des réponses positives : nos inquiétudes et nos désirs sont compris et partagés. A notre demande, M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée Nationale, a interrogé le Ministre des Affaires Etrangères, M. Roland Dumas. Sa réponse, publiée au Journal Officiel du 2 septembre 1991, se référant à la charge de travail actuelle, aux contraintes financières et aux obligations de confidentialité, estime que «celle-ci (l'ouverture aux chercheurs) n'a pas été *jusqu'à présent* estimée possible».

L'ambassadeur de la RFA en France, M. Jürgen Sudhoff, nous a communiqué, le 5 août 1991, «une réponse des autorités allemandes» dont voici la substance : «le SIR devra poursuivre son travail (de recherche à la demande des victimes et des gouvernements) *encore pour un temps indéterminé...*» La RFA verse près de 18 millions de DM au SIR : «Le gouvernement fédéral estime que, conscient de sa responsabilité historique, il soutient considérablement *la mission profondément humanitaire* du SIR et que celui-ci peut remplir efficacement *le mandat* qui lui a été confié».

Enfin, nous avons reçu, communiquée le 25 novembre 1991 par le député européen Franz-Ludwig comte Stauffenberg, une réponse de M. Klaus Kinkel, alors Ministre de la Justice de RFA : «Parmi les propositions de la Fédération (la FNDIRP), je retiens essentiellement le souhait qu'elle émet de mise à la disposition des archives pour la recherche historique. Cependant, je dois ajouter que de nombreux dossiers contiennent *des informations personnelles très «sensibles»*. Les noms devraient être occultés dans l'intérêt de protéger les droits des personnes, victimes et leurs proches. Pour ce motif, je montre quelques réticences vis-à-vis des souhaits émis par la Fédération.

A quelques nuances près, la substance des réponses est la même et elles mettent en avant les problèmes de charge de travail, de financement et de confidentialité. Tous problèmes qui existent, mais qui peuvent trouver solution. Une augmentation du budget de fonctionnement est sûrement possible et une répartition des charges entre les Etats membres de la CI paraît s'imposer. Concernant la confidentialité, ce n'est pas un problème propre à Arolsen ! Il est toujours possible de déclarer incommunicables pendant un certain temps les documents «sensibles» tout en instituant des dérogations en faveur des chercheurs : c'est ce que prévoit la pourtant peu libérale loi française du 3 janvier 1979.

Ces réponses évoquent, de façon allusive - et parfois contradictoire («jusqu'à présent»/«encore pour un temps indéterminé») - le préoccupant problème de l'avenir d'Arolsen...

Notre volonté de transformer le statut d'Arolsen, volonté que nous aimerions vous voir partager, tient d'abord à l'importance des archives qui y sont conservées. Elle tient aussi à la valeur symbolique et exemplaire, à nos yeux, qu'ont ces archives et qu'aurait la transformation que nous

souhaitons. Les archives qui n'intéressent pas seulement les ressortissants d'un pays ne seraient pas menacées à terme, elles s'ouvriraient à la recherche et échapperaient au contrôle de fait ou de droit d'un seul pays ! Quel élément pour la constitution d'une mémoire européenne ! Nous devons affirmer que, au même titre que les sites des camps, les archives relatives aux persécutions et répressions nazies - qui ne se sont pas exercées dans le seul Reich - ouvertes à la recherche ont vocation à recevoir un statut international stable. La mémoire qui est conservée là concerne, pour le moins, toute l'Europe !

Cela serait d'autant plus important que l'unification allemande et l'ouverture des archives des pays de l'est posent quelques problèmes qui, eux aussi, n'intéressent pas la seule RFA.

*
* *

Je n'en retiendrai que deux, pour ne pas alourdir mon propos. Il y en a sûrement d'autres !

Les puissances occupantes ont restitué, qui à la RFA, qui à l'ex-RDA, tous - ou presque tous - les documents saisis.⁶

⁶ Voir à ce sujet Bernd Zielinski et Arne Radtke : la Mémoire unifiée ? L'héritage équivoque des archives de la RDA (XXème siècle. Revue d'histoire, n°34).

Américains et Britanniques ont restitué à la RFA après avoir microfilmé et après avoir obtenu de la RFA qu'elle garantisse la communicabilité des pièces. Elles peuvent donc être consultées, soit en Allemagne soit dans des institutions américaines ou britanniques qui détiennent les microfilms. Quant à elle, conformément à sa législation propre, la RFA a opéré un tri parmi les documents reçus et elle a restitué *les archives privées* - essentiellement celles des entreprises -) à leurs propriétaires : la législation de la RFA ne permet pas de les conserver dans les archives publiques. Pour le sujet qui nous concerne, c'est bien dommage, mais elles peuvent être consultées, sous forme de microfilm, aux USA ou en Angleterre !

L'ex-URSS, de son côté, a remis à l'ex-RDA de très riches archives, notamment économiques et concernant notamment de grandes banques (Deutsche Bank, Dresdner Bank...) et de grandes entreprises ou conglomérats d'entreprises qui, même s'ils ont été dissous, subsistent à travers les entreprises naguère associées et aujourd'hui indépendantes (IG Farben). Ces archives de l'ex-RDA vont rejoindre

- ou ont déjà rejoint - celles de la RFA et, bien sûr, la législation de la RFA s'y appliquera et ces fonds «privés» seront restitués aux entreprises. Lorsque l'on sait la part qu'ont prise les grandes banques dans l'«aryanisation» des biens juifs, dans le financement occulte de la SS et des entreprises économiques de la SS, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter ? Quand on sait l'usage des camps de concentration qu'ont fait de grandes entreprises - songeons à Auschwitz III et à IG Farben, par exemple - n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter ? Cette restitution a-t-elle été assortie de garanties ? Est-il normal que des archives qui peuvent éclairer le triste destin de ressortissants de nombre de pays soient dispersées et laissées à la discrétion d'un seul pays, et surtout, à la bonne volonté d'entreprises qui, naguère, se sont compromises avec les nazis ? Craintes non fondées ? Voire ! La Deutsche Bank, par exemple, a accepté de microfilmer et de déposer les microfilms aux Archives Centrales de Postdam... Mais cela n'apporte pas la réponse à la question : s'agit-il d'archives «sensibles» et donc incommunicables ? Et surtout, la Deutsche Bank a accepté de *microfilmer non pas tout... mais presque tout* ! Sur quels critères le choix entre tout et presque tout a-t-il été fondé ?

Le deuxième point d'interrogation porte sur une partie des archives du Parti Nazi qui a été saisie par l'armée américaine et qui ne sera restituée à la RFA qu'en 1994 : il s'agit des documents biographiques de 90% au moins des adhérents du NSDAP ! Il s'agit de biographies, documents hautement «sensibles» puisque très personnalisés ! Ces documents du centre de Documentation de Berlin ont-ils été microfilmés par les autorités américaines ? Des engagements préalables à la restitution ont-ils été souscrits par les Archives Centrales de la RFA ? Est-il concevable qu'en raison de leur «sensibilité», ils soient mis sous le boisseau ?

*
* *

Je voudrais que mon propos n'apparaisse pas comme agressif vis-à-vis des seules autorités de RFA. Chaque Etat, pour de multiples raisons, des raisons qui s'appellent parfois «raison d'Etat», a une tendance bien connue à ne livrer qu'avec réticence les secrets dont il est détenteur, secrets inavouables, secrets dont à l'occasion on peut faire usage pour exercer une pression. Ce n'est pas pour rien qu'une partie des Archives Centrales de la RDA avait

⁷ «Livre brun : les criminels de guerre et les criminels nazis en République Fédérale et à Berlin-Ouest».

été détournée par la Stasi et parfois divulguée ⁷ lorsque le besoin s'en faisait sentir...

L'inquiétude que j'exprime et que je désirerais vous faire partager ne vise pas un seul Etat ! Elle n'en est pas moins vive !

*
* *

Pour conclure ce trop long propos, je voudrais vous dire, Mesdames et Messieurs, que, confronté à ce problème des archives, je me sens saisi par un double vertige.

⁸ Jean-Claude Pressac : Les Juifs, la mémoire et le présent.

Vertige devant la masse des documents, documents connus peu ou mal exploités, comme, semble-t-il, les documents techniques de la Bauleitung d'Auschwitz ⁸, documents révélés récemment comme ceux de la Rechnungshof des Deutschen Reich (la Cour des Comptes du Reich) relatifs au contrôle de la facturation de la main-d'oeuvre concentrationnaire aux entreprises, documents connus, mais inconsultables, parce que «sensibles»... Documents inconnus ! Documents du Comité International de la Croix-Rouge qui se sont ouverts à un chercheur ⁹ et qui, pour ceux relatifs à Theresienstadt ¹⁰, ont été communiqués... Documents archivés par notre association, par le Centre de Documentation Juive Contemporaine, archives que reçoit la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, que reçoivent d'autres institutions...

⁹ Jean-Claude Favez : Une Mission impossible ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis.

¹⁰ Recueil de documents d'archives du CICR relatifs au ghetto de Theresienstadt.

Vertige, aussi et surtout, devant la lourde responsabilité qui nous incombe, à nous qui avons engagé le combat, à nous qui avons conscience de l'importance de l'histoire et de la mémoire des crimes et génocides nazis.

Il faut que nous agissions pour que la part déterminante de cette mémoire qui est conservée dans les archives reçoive un statut qui la rende accessible aux chercheurs et en assure la conservation ! Il faut que des moyens techniques modernes facilitent l'accès aux archives tant publiques que privées malgré la dispersion quasi inéluctable qui s'amorce ! Il faut oeuvrer pour que la communauté internationale prenne conscience de l'importance du problème. Et prenne conscience que la conservation de la mémoire - sous toutes ses formes - des crimes et génocides nazis ne saurait être considérée comme un problème ressortissant à la politique intérieure d'un seul pays.

Cela dépend beaucoup de nous !

**Dori LAUB and
Nanette AUERHAHN.
Fortunoff Video Archive
for Holocaust
Testimonies - Yale
University (U.S.A.)**

Knowing and Not Knowing Massive Psychic Traumatic Memory (*)

Earlier versions of this paper were presented at the Annual Meeting of the Division of Psychoanalysis of the American Psychological Association, San Francisco, February 1988 and at the Fifth Annual Meeting of the Society for Traumatic Stress Studies, San Francisco, October 1989.

The husband of a friend suffered a massive heart attack, after which he underwent emergency coronary bypass surgery. Subsequently he dreamt that he was savagely attacked and beaten as his mother stood by and watched. «In trauma», his wife (a psychologist) concluded, «the internal mother always watches, allowing the attack to occur, or at least failing to prevent it.» Her remark struck us as insightful, since our own work with trauma victims had taught us that trauma always impacts on the family, literally disrupting familial relations by undoing basic trust, precipitating mutual blame, and erecting barriers against intimacy, even while trauma also is frequently represented symbolically in survivors' unconscious and dreams as familial dysfunction (see Lansky and Karger, 1989). That is because trauma disrupts the link between self and emphatic other, a link first established by the expectation of mutual responsiveness in the mother-child bond and «objectified» in the maternal introject. Indeed we had just co-authored a paper on that topic (Laub and Auerhahn, 1989), wherein we had proposed that the essential experience of trauma was an unravelling of the relationship between self and nurturing other, the very fabric of psychic life.

Later that day one of us consulted with a group of the-rapists working with refugees from Chile and Argentina who had been tortured. They described a family in which the father had been forced to have oral sex with his son while the mother watched, and told how such humiliating violations committed in front of family members (e.g. a daughter raped while a father watched) were forms of torture

(*) Communication delivered the 24 November 1992 at the Commission «Testimonies and Archives» (President of the Session G. Van Hout)

commonly experienced by their patients. We thought back to our friend's husband and to her interpretation of his trauma, and were struck by the difficulty of conceptualizing the difference between a trauma imagined and a trauma experienced, between a metaphoric absence of a mother and a concrete one. (By absence of mother, of course, we mean the absence of a mothering function that would mediate needs and prevent trauma, and not her physical absence, for in both instances the mother is paradoxically present just when her lack is most felt.) While the heart attack victim understood his ordeal *in terms of* this absence, for the torture victim a psychotic level of experience - a mother watching the brutal victimization of her child - had been enacted and lived through in real life.

How can we bridge the gap between these different experiences that have a common denominator in the critical absence of a protective shield? How can we understand both the commonalities and the differences we thus encounter?

We began our task by focusing on the psychological task of knowing massive psychic trauma. Ways in which we attempt to know or not to know are major organizers of personality; the latter are categorized in the psychoanalytic concept of the ego's mechanisms of defense. Psychoanalysis itself is, arguably, a theory more about knowledge than therapy, created by a man, Freud, who was driven to know. Yet, in the last chapter of his seminal work *The interpretation of Dreams*, Freud (1900) describes a young girl who has memories of obvious sexual penetration yet who doesn't seem to know what it means. Freud labels as hysterical fantasies what we would now understand as a re-enactment of childhood trauma in dissociative states. In this case we see a man totally committed to knowing who does not know, does not recognize what he sees and instead discounts recall as fantasy.

We all hover, at different distances, between knowing and not knowing about trauma, caught between the compulsion to complete the process of knowing and the inability or fear of doing so. It is the nature of such trauma to elude our knowledge, both because of defense and because of deficit. The knowledge of trauma is fiercely defended against, for it can be a momentous, threatening cognitive and affective task, involving an unjaundiced appraisal of events and of our own injuries, failures, conflicts and losses. During massi-

ve trauma, fiction, fantasy, and demonic art can become historical fact ; this blurring of boundaries between reality and fantasy conjures up affect so violent that it exceeds the ego's capacity for regulation. To protect ourselves from affect, we must, at times, avoid knowledge. We defend against intense feelings of rage, cynicism, shame, and fear by not knowing them consciously.

Trauma also overwhelms and defeats our capacity to organize it : facing real acts of massive aggression, our psychological abilities are rendered ineffective. Massive aggression's pervasive, deconstructive impact on the cultural and affective paralysis from whose vantage point we can only relate to the events as if they had not happened. At times this extends as far as denial of their historical veracity (e.g., the Holocaust revisionists). Knowing these events, making sense of them, putting them in the order of things, seems like an unsurmountable (and yet unavoidable) task.

For example, until 1984, the total medical literature on Holocaust survivors did not exceed 1,500 books and articles (see Krell and Eitinger, 1985), while the psychiatric research on this topic was done by loners, not centers (e.g., Eitinger, 1964 ; Krystal, 1968 ; Matussek, 1971). Only now has the relative silence begun to be broken with a rash of books and films on this period. Our silence is connected to the struggle around knowing (cf. Simitis, 1981 ; Brett and Ostroff, 1985) and to the fact that trauma interferes with the synthetic function of the ego (Khan, 1963), with our very capacity to know.

We look to victims of trauma to tell us about it. Narrative is often considered to be the «solution to... the problem of how to translate *knowing* into *telling*, the problem of fashioning human experience into a form assimilable to structures of meaning» and comprehensible to others (White, 1980, p.5). But the belief that our task of discovery is based solely on the victims' narration rests on a dualism posited only between what victims know and what they can tell *others*. Much of knowing is dependent on language - not only our knowing trauma through hearing the victims' language, but the ability of victims to grasp and recall their experiences through the process of formulating them in language. Because of the radical break between trauma and culture, victims often cannot find categories of thought or words for their experience. That is, since neither culture nor experience provide structure for formulating acts of massive aggression, survivors cannot articulate trauma even to themselves.

Furthermore, knowing in the sense of articulation, analysis, elaboration, and reformulation requires the preservation of a detached sensibility that is destroyed in situations of horror. Close to the experience, survivors are captive observers who can only repeat it. They cannot make sense of it ; they cannot know it cognitively. Indeed, they may not even be able to remember it, except for the haunting, fragmented visual percepts that they cannot integrate affectively into their personality.

Survivor's children, with their empathic capacity and relative distance from the experience, may serve as an easier medium for knowledge to evolve and memories to emerge, with associations and imagery (Auerhahn and Prelinger, 1983). But theirs is a displaced knowledge - at the centre there is a «hole» (Fresco, 1984 ; Cohen, 1985). That is because the enormity and horror of massive destruction establish the facts as primary and constrain precisely those imaginative processes that must be used if they are to know. The repercussions are felt in levels of constraint in their fantasy life inversely related to their distance from the experience (see Auerhahn and Prelinger, 1983).

What of nonsurvivors, those who are «witnesses-through-the-imagination» (Norma Rosen, quoted by Ezrahi, 1980) ? If the ability to know is dependent on the language of survivors, which is inadequate and incomplete, and the imagination of their children, which is constrained, how can others know ?

Those who lack direct experience or contact with scenes of massive devastation must assimilate them through their own imaginations. Piaget has noted that children, in order to comprehend something, must construct it themselves ; they must reinvent it through play (Piaget and Inhelder, 1966). In relation to the enormous complexity and incomprehensibility of total annihilation, we are all as if children. We must use our own intrapsychic worlds and developmental structures with which to internalize, assimilate, and 'clothe' issues. Paradoxically, in individuals who have had no direct relationship to such experiences, the interplay between the reality of atrocity and developmental conflict can be elucidated with more clarity and in greater detail than in those who have been directly involved with massive destruction. This is because knowing in the form of elaborative play requires a capacity for metaphor which cannot withstand atrocity. In this context we recall

Wallace Stevens' comment (1951, p. 16) that «a tendency towards the connotative cannot continue against the pressure of reality.» From this arises the paradox : while those who have not experienced catastrophic trauma ultimately cannot imagine its reality, those who have cannot imaginatively know it either.

In spite of the difficulties around and the struggle against knowing, the reality of traumatic events is so compelling that knowledge prevails nevertheless, despite its absence to consciousness and its incompleteness.

The knowledge of trauma manifests itself in a wide phenomenological spectrum, ranging from flashbacks, isolated intrusive images, nightmares, neurotic and psychotic symptomatology, transference repetitions, character styles, and pervasive life themes, to familial, political, and social attitudes. In every instance, the particular mechanism of defense or style of sublimation chosen is ultimately responsible for the form knowing takes. Concurrently, the degree of imaginativeness, fantasy, and transference elaboration of the atrocity event is related to how closely the person has experienced it.

In the following paper, we examine various forms of knowing massive psychic trauma and the circumstances under which they arise. We have organized the different forms of knowing along a continuum according to the distance from the traumatic experience. The different forms of remembering trauma range from not knowing, to fugue states (in which events are relived in an altered state of consciousness), to retention of the experience as compartmentalized, undigested fragments of perceptions that break into consciousness (with no conscious meaning or relation to oneself), to transference phenomena (wherein the traumatic legacy is lived out as one's inevitable fate), to its partial, hesitant expression as an overpowering narrative, to the experience of compelling, identify-defining and pervasive life themes (both conscious and unconscious), to its organization as a witnessed narrative, to its use as a metaphor and vehicle for developmental conflict. These different forms of knowing, ranging along the continuum of psychological distance from the trauma, also vary in degree of encapsulation vs. integration of the experience and in degree of ownership of the memory - i.e. the degree to which an experiencing 'I' is present as subject. Variations in distan-

ce dictate variations in the presence of imaginative elaboration and play.

The following list sets forth these forms of knowing according to the progression we shall follow. Movement from the top to the bottom of the list indicate increasing distance from the trauma, and hence increasing integration and ownership of memory, as memory emerges from negation to eventual enmeshment in a associational network and impinges ever more interpretively and creatively upon relationships.

Forms of knowing

Not knowing
Fugue state
Fragment
Transference phenomena
Overpowering narrative
Life themes and transference neurosis
Witnessed narrative
Metaphor

While we consistently use the term «forms of knowing», each form also progressively represents a consciously deeper and more integrated «level of knowing». For example, the transition from fugue states to fragments represents a cognitive and emotional breakthrough, whereby material which was previously not consciously known at all becomes known in partial, undigested fragments. Witnessed narrative, while representing fuller conscious knowledge, is still sufficiently chained to perception and the particular witnessing situation not to permit such knowledge to be used in the playful elaboration of metaphor ¹.

¹The deepest level of knowledge, which will not be discussed in this paper, is perhaps the level of «action knowledge», in which knowing becomes consciously consequential and thus determines subsequent action. An example of such knowledge is to be found in the rescue of thousands of Jews by a community of devout French Huguenot villagers during WWII, as described in the book *Lest Innocent Blood be Shed* (Hallie, 1979).

It must be noted that these various forms of knowing are not mutually exclusive. While we believe that survivors know mostly through retention of fragments of unintegrated memories or by reliving such memories in transference phenomena, that children of survivors tend to know through particular themes which prove central to their lives, and that those not directly affected know of trauma through experiencing their own conflicts and predicaments in its language and imagery, several of the aforementioned forms of knowing may, to a greater or lesser degree, coexist in any particular individual at any given point in time.

Not Knowing

Massive psychic trauma breaks through the stimulus barrier and defies the individual's ability to formulate experience. It registers in a moment of the breakdown of functional barriers of the ego and hence creates a fragmentation of the self. Erecting barriers against knowing is often the first response to such trauma. An adult facing severe trauma re-experiences infantile remnants of primary traumatization while at the same time attempting to ward them off by primitive mechanisms of defense - e.g., denial, splitting, amnesia, derealization, and depersonalization. These early defense mechanisms result in a nonreceptivity to the experience and, in varying degrees, the splitting off of reality. For example, Jacobson (1971) describes women in the Nazi concentration camps who dealt with difficult interrogations by the Gestapo by derealization, by asserting «I did not go through it. Somebody else went through this experience.» While one part of the ego perceived and acted realistically, for the other the whole scene did not exist.

Years later, acknowledgement and the lack thereof continue to exist simultaneously, without integration. In her analytic hours, a Holocaust survivor repeatedly talked about disappointments with her son. The analyst asked her to let go of her son and tell him what came to mind. She spoke of her loneliness despite friends who were available every evening - was it perhaps because of her earlier losses which she had never mourned? Her daughter was going to have a child; the patient was scared. Indeed she felt scared all the time when not preoccupied with something. The analyst inquired about her associations to the idea of a child being born. «Yes,» she said, «it died in my arms.» She had a baby in the ghetto who died one day, without having been ill. The analyst commented that the patient had never told him about the child. She replied that she didn't think of it any longer, that she thought she had overcome it and now practically didn't know of it.

A 17-year-old Cambodian boy came for treatment in search of someone who could help him write a book about his life. Asked what he remembered, however, he recalled little, nothing up until the time when his family was murdered. He couldn't recall who had been in his family, where they had lived, what their names had been, or even what his own name had been. There were few details, with no emotions, and images were faint, except for an execution scene that came back to him in nightmares. He and his family

members were lined up facing a ditch, together with others, each with his hands tied behind his back. One by one they were shot in the head and pushed into to the ditch. The girl next to him untied his hands with her teeth. He, in turn, untied her hands and ran with her to the bushes. There they waited until dawn, when they crawled out and made it to a village. They gave themselves different names and origins and spent the next years in various children's camps. He now wanted to be reunited with any members of his family who were still alive in Cambodia, but at this point, not remembering any identifying information (not even his own name), he would not be able to find them even if he could get there.

In this form of traumatic memory, the centre of experience is no longer in the experiencing «I». Events happen somewhere, but are no longer connected with the conscious subject. The self is fragmented into a 'me' and 'not-me', but any connection between the two has been severed. What the survivor manifests is a painful state of concurrent awareness of a depleted self and of an intense experience that is disconnected and 'forgotten' but nevertheless affectively permeates and compromises defense mechanisms. This double state of knowing and not knowing leaves the survivor in grief not only for his dead loved ones but also for his lost memories. The lack of knowledge prevents the revival of despair that would accompany memory, but leaves the survivor alone and unknown to himself.

Fugue States

While the first form of traumatic memory discussed is characterized by the disappearance of content or of a connection to an experiencing «I», other forms are marked instead by the intrusive *appearance* of split off, fragmented behaviours, cognitions, and affect which are pieces of the traumatic memory or experience. These fragments (of behaviour, cognition, or affect) may be actual percepts (undigested and worked through), they may be screen memories, or they may be condensations of real events. With the emergence of this fragmenting in the individual's behaviour or psychic life, varying degrees of knowing are possible. Individuals exhibit different degrees of awareness that they are remembering, with the most extreme form involving repeating an experience without the experience being integrated into memory at all. That is, at its most extreme, fragments are 'recalled' without the individual

knowing that the «I» or subject who experienced the event is different from the one who recalls it - there is a collapse of the two at the moment of 'recall', with no reflective self present. The experience simply *happens* - without any subject whatsoever.

The affect is so intense that there is no signal experience of it. The individual becomes the affect or the affect is shut off. In neither case is the memory integrated, and the experience cannot be recounted.

²Interestingly, the reliving of a whole experience in a fugue state that characterizes soldiers in an acute delirium has not, to our knowledge, been reported in Holocaust survivors. We wonder whether recovery of the trauma as a whole necessitates certain pre- and post-traumatic conditions, in particular whether repression of the whole occurs only when there is the possibility of experiencing a whole — when there is a certain normalcy and integrity both coming into and going out of the experience. That is, in order to repress and 'remember' (relive) trauma as a whole, there must be an entrance into it from a state of normalcy as well as a subsequent return to such a state. The world must still have its rules and the scaffolding of reality must remain. Holocaust survivors entered concentration camps after the demolition of all their pre-existing structures. Social and family networks had been destroyed, as had their sense of predictability regarding self and others. Often no significant others remained alive to return to after the experience of atrocity.

This second form of knowing trauma actually involves reliving (rather than remembering). Such reliving is usually discussed in terms of flashbacks wherein an *entire* experience is re-enacted. The most classic example is the battle fatigue syndrome (Grinker and Spiegel, 1945). Blank (1985) describes examples of flashbacks in Vietnam veterans for whom combat experiences were relived in highly dissociated, dream- or fugue-like states, with little or no ability to describe them in words. This form of reliving often involves the experience of vivid imagery, usually (but not always) visual in nature.

This form of traumatic memory contrasts with the previous one in that what is known in fugue states is kept separate from the conscious self in such a way as to preserve the latter intact. The ego's protective mechanisms, however pathological, are still operative. The integrity of the experience itself is likewise preserved - it may be repressed and recovered as a *whole*.²

Retention of Unintegrated Fragments

A third form of remembering involves the retention of parts of a lived experience in such a way that they are decontextualized and no longer meaningful. The individual has an image, sensation, or isolated thought but does not know what it is connected with, what it means, or what to do with it. The fragment may, at times, be restricted to only a single perceptual modality as yet another way of eluding knowledge. What the observer sees in these cases is not a memory but instead a derivative, a symptom, that infuses the individual's life. At times the individual knows that the symptom and perception are irrational yet nevertheless cannot discount them. At others he does not.

A., a man in his mid-forties, consulted a psychoanalyst with a very specific wish. He wanted to recapture an elusive

memory which seemed to be haunting his life. He was aware of bewildering states of unusual intensity, for which he sought a link in a forgotten memory.

A. felt that things had been going badly over the last fifteen years, since he had broken up with a woman with whom he had had a ten-year relationship. He had tried relentlessly to reconnect with her, but she did not respond. The click of the phone when she hung up on him elicited a sense of dread and a vague recollection, perhaps of a cocked revolver. He had not established a stable relationship with a woman since. There were also psychosomatic complaints that bordered on the delusional - electricity running through his body, ringing in the ears, and a particular sensitivity to noise, especially sirens. If ever he found himself at the scene of an accident, he felt compelled to speak to the injured person, to apologize for not being able to save his or her life. He would imagine himself hovering above that individual's body, begging for forgiveness. And he could not bring himself to touch a pistol, despite having liked playing with pistols as a young child. He felt unable to concentrate or read, and was aware of a fear of knowing that jeopardized his professional successes.

A. had been born in 1938, to a Christian family in a little town in Eastern Germany. The war was on and his father worked away from home. During that time the mother took in lovers - German soldiers and officers that were on leave from the front line. A. ran away from home several times, and was often sent away to a godmother, put alone on trains with a sign pinned to his chest, stating his destination. He often ran away from his godmother too, and was once restrained in the cellar for such behaviour. He has memories of frequent contacts with Gestapo and SS officers who were acquaintances of the godmother. He remembered sitting on the lap of a Nazi official, and a festive atmosphere prevailing.

When he was six he was hospitalized for a mysterious disease, and was so ill that a mercy killing was suggested to his mother. She refused, and later on made a point of reminding her son that she had saved his life. Mercy killing allegedly occurred frequently in this particular hospital. A. remembered a soldier writhing in the night for air, and then falling back dead. Had he been given a lethal medication ? He also remembered once being treated especially well by the soldiers on the ward. They had passed him

from one to another, hugging and kissing him, trying to be good to him and make him feel better. He didn't remember what the reason was.

The most important and enigmatic figure in the recollections of this period was a Jewish female doctor from the nearby concentration camp Buchenwald. Her help in the hospital may have been needed because of the shortage of medical personnel. The boy and this doctor created a special relationship, and she would spend hours talking to him. Maybe she told him about the camps. Perhaps she regarded him as equally sentenced to death as she was. Why did she burden him with all this knowledge, he angrily asked at one point. The analyst pointed out to him that growing up in the Nazi atmosphere and then being befriended by a Jewish doctor must have created a very difficult conflict for a small child. Possibly he had even found the kind of mother he had wished for. The girl he sporadically dated for over a decade, as well as several other women who had touched him emotionally, were all dark haired and attractive like the Jewish doctor. Perhaps his need to make contact with Jews, including his having consulted a number of Jewish psychiatrists, was yet another way of seeking to return to this relationship.

Toward the end of the second month of therapy, the patient confided that he felt he was close to the secret : the Jewish doctor had been killed, executed, and he was somehow responsible for that. He saw her lying down, her face covered with blood ; a shot had been fired. Could he have mistakenly fired a pistol that was lying there, or somehow pushed the hand of a German officer so that a pistol was fired ? Neither possibility seemed plausible to him, although each would make sense in connection with his fear of revolvers.

In sessions that followed, the memory emerged more fully with an unusual intensity of affect. A. recalled an air raid, with everyone taking cover in the basement. After the air raid most of the people returned upstairs. Only he and the doctor remained, sitting side by side. The doctor turned to him, said she would come back shortly, and left, but did not return. He walked into the adjacent room where she had gone, only to find her hanging from the ceiling. In panic he grabbed her body, trying to pull her down, screaming, «Auntie doctor, auntie doctor, please come down !» Perhaps this had been the final blow to her life, because in pulling he

might have choked her even more. Continuing to scream, eventually he did tear her loose. Other personnel came running. One of the SS officers pulled out his pistol and shot her - perhaps she had still been alive? The little boy screamed and cursed this SS man, and had to be restrained. The image of sirens returned to him, together with images of being in an ambulance, and of electric shocks. The analyst hypothesized that the electric shocks might have been administered in order to help him forget. His memory of being passed around from soldier to soldier had possibly been their attempt to cheer him up after he returned from the psychiatric hospital where the shock treatment had been given.

At this point in A.'s life, something began to change. He took a job caring for an old man, spending nights in the hospital, and attempted to address the man's depression. Fearing that the man might commit suicide, A. removed the latter's pistol, touching a pistol for the first time since childhood. This successful attempt at saving somebody's life represented a movement beyond the fragments of behaviour in which he would apologize to those killed in accidents. Having recovered the memory he lost, its intrusive fragments no longer blocked A. from pursuing his life. Many of his somatic symptoms receded at the same time. He was also able to start a relationship with a nurse in the hospital and thereafter broke off treatment.

Transference

When unintegrated fragments from the past are enacted on the level of object relations, the survivor's «knowledge» is in the form of transference experiences. This form of knowing involves the grafting of isolated fragments of the past onto current relationships and life situations which become colored by these «memories». The fragmentary quality of these transplants is responsible for the resulting absurdity, inappropriateness, and distortions in present experience. As with the previous form of knowledge, there are degrees of meshing past with present as well as degrees of self-knowledge about doing so. Transference reactions vary in intensity from the psychotic delusional state to the mini-psychotic episode to more classical neurotic transferences that involve retention of the observing ego (the individual is cognizant of the present but nevertheless views the present in light of the past). Thus even if the survivor recognizes the irrationality of traumatic grafts, the fragments can continue to exert their influence, distorting reality according to past scripts.

An example is found in a patient who is a Holocaust survivor and a 54 year old mother of two daughters. B. kept her family on continuous move from country to country, state to state, because «the situation had become too dangerous.» She harboured delusions about her husband's unfaithfulness - she was sure that he was taunting her by seeing other women. She also believed that he would incite the neighbours on the floor above them in each of the apartments in which they lived to «keep knocking on the floor with a big hammer» so that the noise would eventually drive her crazy.

B. often crawled into bed with her younger daughter for protection, solace, and an ally against her husband. She was hospitalized several times, variously diagnosed as paranoid schizophrenic and involuntarily depressed, and treated, accordingly with an array of psychotropic medication.

Her persecution history involved a number of camps where she managed to stay together, for a while, with her mother and sister. Eventually, however, her detail left one day to work in a factory in Germany and her mother, whose health had begun to fail, was left behind. She had a vague, uncanny feeling. When she returned, her mother was gone.

B. recounted her past in a cryptic, expressionless, matter-of-fact way, without affect. «What more is there to say ? It happened and is over and has nothing to do with my present state.» She could see no connection with her husband's 'schemes'. She seemed frozen and in dread while repeating these statements again and again.

A therapist met with her for several interviews which all reached the same impasse. Eventually he grasped the meaning of the clinical situation for the patient : she was desperately holding on to her claims of sanity and guiltlessness just as she had in those days in which she had been selected for life while her failing, ill mother had been taken to the gas chambers. Admitting her pain, need for help, and neurosis now (i.e., engaging and staying in treatment) meant, to her, incurring mother's fate. For B., the therapist was no other than a threatening Nazi-Kommandant.

The therapist shared his understanding with B. and offered to interrupt the treatment if she so desired. A termination date was set then and there, and B. visibly relaxed. As a parting present during the last session, she shared a memory of

a recurrent childhood event which clarified the hallucination of the maddening hammer knocks on the ceiling. She had been the favourite child in an observant Jewish merchant family which had lived in a small Polish town.

The family would close their store Friday evenings and sit down for the Sabbath meal. During such times, the town hooligans would hurl stones at the closed window shutters and the bolted gate of the house. With each thud of a stone crashing on the gate and shutters, the young B. would get more and more afraid. Eventually, despite the family's attempts to disregard what was happening, she would start to panic. The memory of those terrifying thuds found their way into the sounds of hammer strokes. Her dread had become objective and real during the Holocaust and continued to recur in her life afterwards, manifesting itself not only in the relationship with her husband but in the transference to the therapist as well.³

³When the dread manifested itself in the transference, it called for an interpretation — as well as a concrete and symbolic step by the therapist, that of letting her go free — to convince her that she was no longer in the beleaguered home or the concentration camp.

Survivors may, at times, lead their lives in resonance with such transferences. For example, self-discipline was often a necessary (if not sufficient) condition for survival in the Nazi concentration camps, where a shoelace tied incorrectly might mean death. Accordingly, obligations in the present at times may continue to be experienced as life and death matters, with resulting consequences for superego functioning. Real life and real relationships do not possess the power to fade these imprints from the past which insidiously spill over and permeate the present. Thus, the survivor's strong sense of obligation often contaminates leisure time. His or her sense of drivenness is directly traceable to the concentration camp experience wherein failure or relaxation meant death. Likewise, separations continue to be experienced as final. This is a continuation of the inmates' attempts to stay together as a means of survival and human support under conditions where neither was possible.

Overpowering Narrative

A fifth form of 'holding' a traumatic experience does not involve derivatives that are enacted, but rather memories for which there is a more conscious knowing. The memory can be described and the event narrated. There is an «I» present - a person who remembers and relates to the experiences that happened. This «I» or integral witness holds the experience together and synthesizes it into a narrative. The moment the fragment comes to mind, however, it breaks

away from the narrator, obliterating or at the very least obscuring the rest of current reality. The individual loses perspective, he is in the experience once again, he is the same age again. The narration occurs without emotional perspective, without the sense of «I have lived through that x number of years ago, when I was a particular age, with particular people, and had particular wishes.» The memory is timeless, the image frozen. Instead of interacting with current life, as in the third form of traumatic memory, it obliterates or at the very least obscures it. In the third form of knowing, a derivative (not even a memory) is re-enacted rather than remembered and profuses the rest of the individual's life through symptoms. In the present form the fragment does consist of a memory, one which, however, crowds current reality out and occupies a great deal of psychological and emotional space. The individual is stuck with images and affect with which he cannot deal. He may stop such images in their tracks when pursuing his daily life activities, so that they do not interfere. At night however, in his sleep, they assume a life of their own, appearing in regularly recurring nightmares, which are not only remembered in vivid detail, but affectively color the day that follows.

For instance, many Holocaust survivors retain fantasies of the last moments of those from whom they were separated and who were later killed. These thoughts and fantasies remain compelling, occupying a great deal of psychological and emotional space, obscuring or obliterating the present. Often, survivors will shift to present tense when narrating these memories.

An example of an all-absorbing memory is the case of a man who, as a 14-year old boy, spent his first year in Auschwitz together with his father. He felt protected during that period, secure that nothing bad could happen to him. Father and son would carry long heavy pipes on their shoulders ; the father would stoop to be shorter than his son, so that most of the weight would fall on his shoulders. At some point the father was selected for gassing. The moment of their separation - the father's being led away, put on a truck, and the truck then taking off, with the boy remaining behind helpless and grief stricken - has remained an ever present, painful memory from which the son cannot find comfort.

Particularly gruesome events such as public executions or acts of cannibalism have such staying power that they obliterate the survivor's sense of living in the present. *Sophie's Choice* (Styron, 1979) is an example in point. Sophie could not bring the moment in which she had relinquished her child to memory, neither in dialogue with another nor with herself. When she finally did, she killed herself.

These unintegratable memories endure as a split-off part, a cleavage, in the ego. Ever greater amounts of energy are required to maintain ego functions, until real life becomes a fringe phenomenon around the nucleus of the trauma. Some survivors of massive psychic trauma show a great deal of achievement in their professional lives, amassing wealth, substantial personal acclaim, and social status. But they experience it all as insubstantial. If one talks with them, one finds that there is no sense of enjoyment, no full sense of living. They are absorbed in the nightmare which they find at the centre of it all. In such cases, immediate treatment would have been necessary to prevent the encapsulation of trauma and to end the nightmare. Lacking such, indelible memories created a kind of parallel life.

Life Themes and Transference Neurosis

A sixth form of knowing is that of living out life themes. Just as fragments move into transference phenomena, overpowering narratives are enacted as life themes, wherein a more complex degree of personality organization and sublimatory processes form a nucleus for one's identity and strivings. Memory in the form of an overpowering narrative is transformed to the level of life themes when a degree of distance from the traumatic event is established and when there is less immersion in the concrete details of the trauma. This form of traumatic memory involves an interpretation, a distillation of a message or moral from an overpowering narrative that, like the overpowering narrative, has a life of its own. This message is acted out on the level of object relations and often becomes an organizing, unifying principle for the individual's personality, unique to him or her. It involves a symbolization of an event that rests on the possibility of a complete narrative of that event and presupposes the acceptability of the event's legacy as part of one's identity. While all these processes may be unconscious or at best fleetingly acknowledged - in particular in their linkages to the underlying memory - they nevertheless consti-

tute a greater differentiation and distance from the actuality of the experience itself.

As opposed to the multiplicity of different transferences that might occur from fragments, a life theme tends to be unitary, an organizing principle that becomes the centre of an individual's personality. It is characterized by a repetition compulsion, and takes the form of an organizing principle around which relationships and aspirations find their place. It is like a center of gravity for the direction or course the individual's life takes. The individual limits and shapes his internal and interpersonal life according to the life theme, which is often not only played out in relationships (as are transferences) but also can become a cognitive style. Thus, life themes involve a unique personality configuration. Transference phenomena may roughly be seen as analogous to the role of plots in a novel, while a life theme is more analogous to the novel's overall theme.

Life themes enacted in close relationships are often found in children of Holocaust survivors to become mental health workers - they have an interest in secrets, and a need to decode them and help those who suffer from them. An example of a negative life theme is the sense of futility involving human relationships in general and verbal communication in particular that characterizes some second generation individuals. For these people the events of the Holocaust could never be fully articulated or shared and therefore there could be no hope for ever achieving real intimacy. The issue of communication (literally knowing another and ultimately knowing oneself) thus becomes a focal theme for many children of survivors.

For C., a married childless orthodox rabbinical student, the life theme of the bankruptcy of human sharing was realized in endless deals between himself and authority figures - his teachers, his employers, and God. Both of his parents were religious, and both had survived concentration camps. The motto in his family was «Do it yourself. You have to make it on your own ; don't rely on us. All you do, you do for yourself - it's your life.» This was reiterated whenever C. tried to share his daily activities and concerns with his parents, and was infinitely underscored by the sudden, premature death of his father when C. was eight. C. believed that only by ingratiating himself or by withholding could he ensure the flow of supplies necessary for his survival. With God, this belief took the form of excelling in his

studies and obeying the letter of the law while committing transgressions (like patronizing non-kosher restaurants) in order not to surrender all his «chips» in the «bargain». Lengthly debates with God would follow in which C would lay out his complaints and hurts. The deal he offered - to mend his way if God would be fair - remained unspoken because God was not viewed as trustworthy enough to be an honourable partner to negotiation. How could he trust a God who had once been so trusted and beloved by his parents, yet who had ultimately forsaken them through his cruel silence ?

In therapy, C.'s bargaining took the form of a transference resistance. He totally accepted every interpretation by adding further evidence to it, yet in actuality withheld himself from deeper involvement. In business ventures, ferocious power struggles with partners absorbed his energy. In spite of a brilliant mind and extensive fund of knowledge, he remained unaccomplished in his career, entering job situations expecting explicit orders, and eventually thwarting them by sticking to the literalness of the order and not working creatively or independently.

C.'s treatment took an interesting turn that allowed some understanding of the place of developmental conflict and Holocaust themes in the mosaic of his character structure. Life circumstances made the need to face living inevitable : a chronic illness was diagnosed in his wife around the same time that a move to another city, and thus termination of the therapy, became necessary. C. was able to recognize that hedging, procrastination, and even authority battles appeared to be safe havens in comparison with going out and accomplishing.

His relationship with his father was opened up for further therapeutic intervention. His father used to send him on impossible tasks, such as finding a mislaid tool box. When C. returned empty-handed, his father would drive off, with C. left behind crying «Wait for me !» C.'s tenacious, stingy struggle with father figures felt necessary to prevent both abandonment and failure. Beyond this struggle, the yearning for a father who died prematurely became clear. C. cried, «Father didn't really know me, or want to know me or what was important to me.» C. had felt he had to steal what 'supplies' he could, picking up clues of what his father liked (e.g., working with tools, learning) in order to create a common world with the parent he loved and idealized, but found

unreachable. The abandonment, however, was not only in the father's unavailability and death, but also in his passing on of the legacy that there is no life to be lived.

Witnessed Narrative

A seventh form of traumatic memory involves witnessing, in which the observing ego remains present as a witness. On this level, knowing takes the form of true memory. When the individual narrates on this level, there is a distance, a perspective retained by observing ego. The ego is present and understands itself to be continuous with the remembered subject, but currently at a different stage. The memory is very vivid but not immediate. An «I» remains present - there is a person who remembers and relates not only to the experiences that are recalled but to the experience of remembering as well. The following example is an excerpt from the videotaped testimony of a survivor of labour camps and death camps who describes his arrival in one such place.

These are some of the episodes, I probably don't recall all of them, but these are some that stand out in my mind. We moved from that camp in '43, after a few days they transferred us to a camp on the Ieruzalimka. We went to Skarjisko Kamena, where we were working in an ammunition factory. This was quite an experience. As usual when the transport arrived we had to get out in double time and run through a gauntlet of SS people who beat us with their rifle butts, clubs. We were somehow arbitrarily divided into three groups. That camp had three factories. One was called Work A, another Work B and the third Work C. My group went to Work C. This is something really nightmarish when we came to that camp. I can probably describe something for somebody who hasn't seen it but who has seen the film «Apocalypse Now.» We came at night and were surrounded by a group of people with yellow faces, begging for scraps of bread, covered with blankets. Typical muslimans. As we found out the following day, Work C was fabricating chemicals, mainly picrite, to fill the shells. These are the explosive things that explode in the artillery shells. Working with that chemical, your life span is only three months. Your skin turns yellow, you shrivel, and these were the picrinaires that surrounded us. Now I was fortunate enough that I knew some carpentry and they needed some carpenters for Work A, and therefore I only stayed there one night. The following day when

they asked for people with carpentry skills I raised my hand and together with a group of twenty or thirty other inmates I was taken to Work A. I remember like today the guard who was escorting us, the German guard who said, «You don't know how lucky you are. You have to thank God that you are going to Work A.» I had some friends who stayed in the other group ; they didn't survive. There were some people in Work C who weren't directly associated with this and some of them survived. But most of the people who worked with the picri-te, if they worked for three or four months they didn't have any protective clothing or anything. But the sight of the people, yellow faces, hair falling out, stooped, shrivelled... (Testimony of Leon S., Fortunoff Video Archive, c. 1980)

Trauma as Metaphor and More

An eighth level of knowing trauma is the use of the imagery and language of massive psychic trauma as metaphor and vehicle for developmental conflict. This form of traumatic memory parallels the witnessed narrative to the extent that the distance between event and witness is preserved, but goes beyond the seventh level of knowing in that an element of play vis-a-vis the event enters, enabling the event's use as a metaphor that has some latitude. The imagery of trauma becomes more conscious, colorful, plastic and variable than that found in the other levels of knowing. It readily appears in free associations and in dream associations, and does not have to be inferred or drawn out from ingrained silent modes of action. There is a disengagement from the event and its legacy as the individual chooses only those aspects of the event that reverberate with his or her internal conflict. The developmental conflict, rather than the event, is paramount and is the moving force behind the search for an appropriate vehicle for expression. That is, the motive for this form of traumatic memory comes more from a need to organize internal experience than, as with the previous forms, from a need to organize the external, historical reality.

Nevertheless, traumatic imagery is not without its impact on how developmental conflict resolves as well as how psychic structure emerges. Once a particular developmental conflict is expressed in the imagery of atrocity, it is altered by dint of the particular metaphor used. Thus inner reality both shapes the ultimate assimilation of such events

and is in turn shaped by it. Major historical acts of genocide and atrocity leave their imprint on the quality and resolution of infantile conflict. The following case example is presented to illustrate not only the use of the Holocaust as metaphor, but especially the manner in which such use may organize the intrapsychic life of an individual.

D., an American born Jew in his early thirties, persistently acted out Oedipal guilt feelings by assuming a downhill course in his life and his career, despite a considerable degree of social and academic aptitude. He rendered his analysis barren for long stretches, refusing to make use of readily available unconscious material. He repeatedly alluded, during a certain period of the analysis, to a movie he had seen about a Nazi criminal fleeing justice. This criminal would kill his opponents by slashing their abdomens with a jack-knife secretly attached to his wrist, so that what looked like an innocuous punch was instead a death blow. D. was fascinated with this murderous act. Eventually it came to be understood as a variation of his continuously recurring savage primal scene fantasies (or observations), which made any contact with a real woman extremely unsafe. As a young boy, D. had identified with Hitler, through learning and reciting his speeches. How could he now detach the savagery of his fascinating sexual fantasies from the reality of the atrocity events that occurred? When D. was in his teens, his father had died after the precarious state of his health had been steadfastly denied. D. became convinced that the murderousness he experienced had led to his father's death (that the innocuous punch was indeed a death blow), and this sealed his sense of convictions as a criminal. He could trust or permit no other emotion in himself after having been so thoroughly convinced of his primitive cruelty. Other emotions were pretenses - or totally absent. In retrospect, all that existed before lost its color, vitality and authenticity. In particular his affection for his family and his father, Jewish culture and traditions which he had practiced with fervor, socialist ideals, even friendships and love attachments, equally paled. He lived like a lonely, monastic ghost, convinced only of his badness and dedicating his life to the abstinence and obedience that would atone for it - but which he still did not trust as genuine, sensing the murderousness behind it all. To what extent did the *reality* of the aggression he identified with (Hitler, the Nazis, war criminals) render his link to it more persuasive and the atonement more essential? Could Raskolnikov have found respite for himself after committing genoci-

de ? Our patient never committed the real murder, but merely borrowing the Holocaust metaphor lent an inextricably grisly quality to the bond he had thus created.

After several years of analysis during which the D. 's profound guilt and need for punishment became overwhelmingly clear, a termination date for his analysis was finally set (thus setting a true limit to the gratification of his need for punishment and the achievement of grandiose perfection). At that point he was able to both become creative again and to place the memory of the Hitler speeches within their larger autobiographical context. He remembered a stunning academic success and Oedipal victory (a lovely Gentile teacher who adored him and eventually skipped him a grade), as well as the fantasy of a love affair with that teacher he imagined himself as Adolf Hitler.

One can imagine the manifold pre-Oedipal and Oedipal meanings this fantasy carried in a Jewish boy coming from a family with Zionist leanings, as well as the unconscious transference meanings such a fantasy would carry in an analysis with a Jewish analyst with a European accent, old enough to have been a Holocaust victim. The basic question, however, is whether such themes went beyond providing appropriate content to time-honoured developmental conflicts - whether the metaphor acquired a *life of its own*, subtly changing the actual objects and processes it stood for and procuring structural changes. Can external reality change the contemporary unconscious, even while that unconscious makes use of reality to deal with its own conflicts (Appy, 1988) ?

Conclusion

Our focus in this paper has been on what kind of knowledge of trauma is possible. There are many levels of remembering and preserving the horror of atrocity, all of which range along a continuum of differences in the degree of presence of an observing ego and its synthetic functions. When ego functions preserve their integrity and when defensive operations, although stretched, are still effective, then knowledge of massive trauma can be screened out through total repression or through relegation to dissociative states. When ego functions break down in their defensive capacity, phenomena of depersonalization, derealization, and nonreceptivity to experience set in. Percepts do penetrate the stimulus barrier nevertheless, and do regain access to consciousness in a variety of ways according to the

balance between the power of the experience and the ego's capacity to deal with it. When the balance is such that the ego cannot deal with the experience, fragmentation occurs. Hence the registration of massive psychic trauma predisposes the ego to a nonintegration of fragments. The most tangible form of knowing trauma is, in its crudest, undigested, and unassimilated version, like a split-off foreign body, casting a perpetual shadow on life events and therapeutic trials. This is the form of knowing that tend to characterize victims.

Thus although none of the various forms of traumatic memory is mutually exclusive, and several may, to a greater or lesser degree, co-exist in any particular individual at any given point in time, it is generally true that victims know mostly through retention of unintegrated memories or by reliving such memories in transference phenomena. Children of victims tend to know through particular themes which prove central to their identities and characters, while those not directly affected by massive psychic trauma know of it through experiencing their own conflicts and predicaments in its language and imagery. In addition, any movement from level to level within one individual would not occur in a simple, progressively linear fashion. Instead of a distinct transfer from one form of knowing to the next, there would rather be an opening up of the walls between forms. During the process of therapy the traffic between forms is increased, and the permeability of boundaries enhanced. Yet the use of traumatic themes as metaphor is never found in victims to whom the trauma is too real to be used playfully, and too present and unresolved to be used defensively.

Understanding the level of traumatic memory is crucial in knowing where therapeutic intervention must focus. For the survivor who is bombarded by unintegrated percepts of the past, deficit is more prominently active than defense, and thus concerns around cohesion of the self and fragmentation anxiety take precedence over conflict. Elucidation of split-off and diffusely re-enacted memory fragments is essential in order to facilitate reconstruction of the 'unknown' traumatic event and comprehension of its meaning. Thus reconstruction of the event, construction of a narrative, and abstraction of a theme are all necessary if the fragment - the symptom - is to lose its power and be properly integrated into memory.

For the victim's child in whom the traumatic wound has been transformed due to the intergenerational dialogue that is neither necessarily verbal nor conscious, life themes exist but the events and narratives that were their starting point must be reconstructed. The child must connect his cognitive styles and life choices with a memory and story that are not his alone and that he only very hazily recalls - a memory and overpowering narrative that nevertheless affect his personality.

Finally, in the individual who used traumatic metaphors, defense predominates over deficit, for knowing on this level is the product of the transfer of a fantasy rather than of a lived experience. This form of knowing allows the individual to be aware of, but not responsible for, impulses and thoughts. He places them in a past, external reality, making them not his own. Traumatic metaphors may thus disguise and displace one's feelings, fears and diminishing them, even as they are expressed through the most awesome historical truth. For such individuals, traumatic imagery and language must be taken out of the past and placed into the present, especially into their fantasy. Unlike the survivor and his child who must place their aggressive and sexual impulses back into the traumatic context to make them part of reality and thus free up fantasy life, the non-victim who uses trauma as a metaphor must undergo the opposite process : he must own the imagery as originating not in the event but in himself. The therapist working with non-victims who use Holocaust imagery, for example, must get patients to let go of the historical reality in order to deal with those feelings that have sought metaphorical expression in images of massive psychic trauma. These may include feelings of dehumanization, degradation, and an omnipotent destructive narcissism (Appy, 1988) that exist in the present rather than in the 'safe' unexperienced past.

This mode of interpretation is a characteristic element of psychoanalytic work - that of unravelling the manner in which a concern with external reality can serve as a defense against unconscious conflict. Such a hermeneutic approach is effective when applied to non-victims, but disastrous with victims who can neither use their trauma defensively nor playfully, and experience such analysis of their reality as a conceptualization of all reality as fantasy and hence entrapment in the symptomatic level of not knowing.⁴ Its inappropriateness with children of survivors has generally not been appreciated due to the lack of recognition of these

⁴For a fuller discussion of the introgenic consequences of interpreting survivor's reality see Laub and Auerhahn (1984).

children's status as coerced witnesses to the unconscious effects of trauma and to a legacy they didn't ask for, situating them somewhere between victims and non-victims.

For all of us the unspeakable and secret nature of scenes of massive aggression links them, in our minds, to other secrets of familial and intrapsychic life. This is perhaps because being present at or vicariously participating in scenes of massive aggression is the equivalent of the primal scene fantasy, which likewise involves forbidden knowledge (Almond, personal communication). Both primal scene knowledge and knowledge of massive aggression break through the barriers of defense ; they constitute knowledge that the individual cannot use yet cannot avoid. Whether the experience is lived or fantasized, there is, inevitably, a disruption of the transmission and evolution of memory within a single individual, or between one generation and another, that results in symptoms. The connections and movements between traumatic event, memory, meaning, interpretation, and character structure are inevitably obscured. They must be reinstated and articulated if trauma's impact in the mosaic of forces that determine development and character formation is to be clarified. Simply put, therapy with those impacted by trauma involves, in part, the reinstatement of the relationship between event, memory and personality.

References

- Appy, G. (1988). The meaning of «Auschwitz» today : Clinical reflections about the depletion of a destructive symbol. Paper presented at the Fourth Conference of the Sigmund Freud Center of the Hebrew University of Jerusalem, May 1988.
- Auerhahn, N.C. & Prelinger, E. (1983). Repetition in the concentration camp survivor and her child. *Int. Rev. Psychoanal.*, 10 : 31-15
- Blank, A.S. (1985). The unconscious flashback to the war in Viet Nam veterans : clinical mystery, legal defense, and community problem. In *The Trauma of War : Stress and Recovery in Viet Nam Veterans*, eds. S. M. Sonneberg, A.S. Blank & J.A. Talbott. Washington, D.C. : American Psychiatric Press.

- Brett, E.A. & Ostroff, R. (1985). Imagery and post-traumatic stress disorder : An overview. *Am. J. Psychiatry*, 142 : 417-424.
- Cohen, J. (1985). Trauma and repression. *Psychoanalytic Inquiry*, 5 : 164-189.
- Eitinger, L. (1964)). *Concentration Camp Survivors in Norway and Israel*. Oslo-London : Universitetsforlaget.
- Ezrachi, S.D. (1980) *By Words Alone*. Chicago : University of Chicago Press.
- Fortunoff Video Archive for Holocaust Testimonies (c. 1980). Testimony of Leon S., Tape T 45. New Haven, Yale University.
- Fresco, N. (1984). Remembering the unknown. *Int. Rev. Psycho-Anal.*, 11 : 417-427.
- Freud, D. (1900). The interpretation of dreams. *S.E.* 4-5.
- Grinker, R.R. & Spiegel, J.P. (1945). *Men Under Stress*. Philadelphia : Blakiston.
- Jacobson, E. (1971) *Depression : Comparative Studies of Normal, Neurotic and Psychotic Conditions*. New York : Int. Univ. Press.
- Hallie, P. (1979). *Lest Innocent Blood be Shed : The Story of the Village of Le Chambon and How Goodness Happened There*. New York : Harper & Row.
- Khan, M.M.R. (1963). The concept of cumulative trauma. *Psychoanal. Study Child*, 1 : 286-306.
- Krell, R. & Eitinger, L. (1985). *The Psychological and Medical Effects of Concentration Camps and Related Persecutions on Survivors of the Holocaust : A Research Bibliography*. Vancouver : Univ. of Brit. Columbia Press.
- Krystal, H. (ed.) (1986). *Massive Psychic Trauma*. New York : Int. Univ. Press. 1976.
- Lansky, M.R. & Karger, J.E. (1989). Post-traumatic nightmares and the family. *Hillside J. of Clinical Psychiatry*, 11 : 169-183.

- Laub, D. & Auerhahn, N.C. (1989). Failed empathy - a central theme in the survivor's Holocaust experience. *Psychoanalytic Psychology*, 6 : 377-400.
- Matussek, P. et al. (1971). *Die Konzentrationslagerhaft und ihre Folgen*. New York : Springer, Berlin Heidelberg.
- Piaget, J. & Inhelder, B. (1966). *The Psychology of the Child*, trans. H. Weaver. New York : Basic Books, 1969.
- Simitis, I.G. (1981). Extreme traumatization as cumulative trauma : Psychoanalytic investigations of the effects of concentration camp experiences on survivors and their children. *Psychoanal. Study Child*, 36 : 415-450.
- Stevens, W. (1951). The noble rider and the sound of words. In *The Necessary Angel : Essays on Reality and the Imagination*. London : Faber & Faber, pp.3-36.
- Styron, W. (1979). *Sophie's Choice*. New York : Random House.
- White, H. (1980). The value of narrativity in the representation of reality. *Critical Inquiry*, 7 : 5.27.

Summary

It is in the nature of trauma to elude knowledge, both because of deficit and because of defense. Massive trauma cannot be grasped because there are neither words nor categories of thought adequate to its representation ; knowledge of trauma is also fiercely defended against, as it poses a momentous threat to psychic integrity. Yet knowing nevertheless occurs on some level, often in a restricted or defensive form.

This paper sets forth various forms of knowing and not knowing massive historical trauma as manifested in clinical symptomatology, transference phenomena, life principles and witnessing narratives. Metaphor is also mentioned as yet another form of knowing and addressing trauma, available primarily to those who have not been directly affected as victims or as family members of victims. The different forms imply a continuum of progressively more integrated and subjectively owned levels of knowing, directly related to the actual and psychological distance from the traumatic event. Illustrations drawn from clinical and testimonial settings are given for each level of knowing described, and implications for therapeutic strategy are discussed.

**A. AWOSUSI und
M. KRAUSNICK**
**Dokumentations- und
Kulturzentrum**
**Deutscher Sinti und
Roma, Heidelberg**
(Deutschland)

«Abfahrt : Karlsruhe». Die Deportation der Pfälzer und Karlsruher Sinti. Dokumente und mündliche Erinnerung (*)

Meine sehr geehrten Damen und Herren, gemeinsam wollen wir mit unserer Lesung daran erinnern, daß vor über fünfzig Jahren mit der ersten großen Deportation der Völkermord an den deutschen Sinti und Roma begann.

Aus meiner Heimatstadt Karlsruhe wurden damals etwa 200 Angehörige unserer Volksgruppe in die Ghettos und Konzentrationslager im besetzten Polen verschleppt.

Es waren unsere Urgroßeltern und Großeltern, unsere Eltern und ihre nächsten Verwandten. Die meisten sind nicht zurückgekommen. Ihrem Gedenken - und unserem Erinnern - ist die Dokumentation «Abfahrt : Karlsruhe» gewidmet.

Meine sehr geehrten Damen und Herren,-

«Abfahrt Karlsruhe» ist ein erster Versuch, eine erste Spurensicherung,- mehr als überfällig nach 50 Jahren des Vergessens, des Verdrängens und des Verschweigens. Unsere Dokumentation stützt sich auf Stichproben, auf mehr oder minder zufällige Funde in den Archiven. Entscheidende Auskünfte aber erhielten wir von den Sinti, die dem Völkermord entkamen, und die bereit waren, sich an jene Tage zu erinnern, die für die meisten ihrer Angehörigen der Anfang vom Ende waren.

Wir danken Froscha Guttenberger, Hermann Weiss und Theodor Weiss, Richard Reinhardt und Josef Reinhardt

(*) Beitrag vom 24 November 1992, vorgestellt im Rahmen der Kommission «Zeugnisse und Archive» (Sitzungsleitung : M. Van Hemeldonk, Mitglied des Europäischen Parlaments)

für Ihre Mitarbeit. Aus ihren Berichten wollen wir Ihnen jetzt vorlesen.

«Ich war grad erst zwei Monate in der Schule, als wir abgeholt wurden. In der Nacht war's - ein furchtbarer Krach - und plötzlich waren da so uniformierte Polizisten in unserer Wohnung. Meine Mutter hat uns dann aus dem Bett geholt, ein großes Leintuch auf dem Boden ausgebreitet und gesagt, wir sollen unsere Kleider da reinschmeißen. Und ich hab eine Puppe gehabt, die hatte ich im Bett immer dabei, und von der wollte ich mich nicht trennen... Wir waren vier kleine Kinder. Ich, mit sechs, ich war die älteste. Und mein Bruder, der jüngste, der war grade drei Monate alt, ein Säugling, als wir fortmußten.

Das war eine gedrückte Stimmung, aber irgendwie auch laut, mit Geschrei und Krach. Deshalb haben wir Kinder dann auch geweint, irgendwie war das alles so... plötzlich !

Und die Alten haben vielleicht schon was geahnt. Und so kamen wir auf's Polizeirevier, da muß es sogar noch dunkel gewesen sein. Da war dann auch der Regelin, von der Kripo, der war zuständig für alle Sinti. Er hat ja die Macht gehabt, ob einer fortkommt oder nicht.» (Froscha Guttenberger)

«Als wir dann im Hof vom Präsidium versammelt waren, kam plötzlich die Polizei, in Uniform und mit Karabinern, und hat sich vor die Tore hingestellt. Da durfte keiner mehr raus. Da habe ich zu meinem Vater gesagt : «Das ist nichts Gutes.»

Ja, daß wir wegkommen sollten, irgendwohin, das hat man uns gesagt. Aber wohin... ?» (Hermann W.)

«Ja, und in den Hof sind dann Überfallkommandowagen gekommen, so fünf, sechs. Da war rechts und links eine Bank. Da sind wir dann rauf, alle Familien mit den Kindern. Von hier, von Karlsruhe, waren das so hundertfünfzig bis zweihundert Personen. Auf den Lastkraftwagen waren so Planen drauf. Und in jedem war Polizei mit Karabinern als Bewachung und so ging es los in Richtung Stuttgart. Da bin ich das erste Mal auf einer Autobahn gefahren.»

Abfahrt Karlsruhe - das ist nicht nur ein Stück vergessener Lokalhistorie, sondern vor allem ein Kapitel nichtbewältigter Polizeigeschichte. Die Polizei hat uns schriftlich bestätigt, daß sie keine Ahnung hat, was sich damals am Tatort, in ihren Amtsstuben und vor ihrer Haustür und in ihrer

Täterschaft abspielte. Sämtliche Akten seien verschollen, heißt es nach wie vor. Und so soll es wohl auch bleiben, so, wie es über fünfzig Jahre war : ein weißer Fleck in unserem historischen Bewußtsein. Als hätte es das alles überhaupt nicht gegeben... Und weder im Gefängnisarchiv Hohenasperg noch im Staatsarchiv Ludwigsburg wäre - so die Behauptung der zuständigen Mitarbeiter - noch irgendein Beleg zu finden : für den vielfach fotografierten Zug der etwa 600 südwestdeutschen Sinti und Roma vom Bahnhof durch die Stadt Asperg zum Zuchthaus, in dem sie sieben Tage lang, vom 16. bis 22. Mai 1940, gefangen gehalten wurden...

«So sind wir auf den Hohenasperg gekommen. Da war das Zuchthaus, auf dem Berg. Da waren auch andere Sinti, die von der Pfalz, von Württemberg, und auch die ganzen Städte von Baden. Da blieben wir acht Tage, in Zellen und Zimmern, mit den Familien. In einer Zelle waren zwanzig, dreißig Personen.» (Hermann W.)

«Nach etwa zwei, drei Tagen kamen Beamte von der Kriminalpolizeileitstelle aus Stuttgart. Die haben Untersuchungen vorgenommen. Es wurden Ohren und Nasen gemessen, Blut genommen. Dort war auch dieser Josef Eichberger dabei. Er stellte nachher die Ausweise, die Bestätigungen aus, und wir wurden als «gemeine Zigeuner», als «Zigenermischlinge» eingeteilt, bekamen einen gelben Ausweis mit einem Lichtbild, und wurden für «staatenlos» erklärt.» (Richard Reinhardt)

«Und nach acht Tagen sind wir dann runtergekommen. Das war ein Zug vom Hohenasperg bis runter an die Bahnstation. Das hat ausgesehen wie ein Trauerzug.» (Hermann. W.)

Die Deportation in den Völkermord wurde mit deutscher Gründlichkeit organisiert. Fahrplanmäßig abgestimmt. Die Fahrkarten nach «Gruppenreisetarif» bei der Reichsbahn bestellt. Eingezogenes Vermögen «zu Gunsten der Stadt» versteigert. Dienstreisen in Sachen «Bekämpfung der Zigeunerplage» auf Mark und Pfennig abgerechnet. Selbst wenn also die Akten der Polizei weiterhin unauffindbar bleiben sollten und Staatsarchive weiterhin auf ihrer partiellen Gedächtnisschwäche bestehen - unsere Untersuchung beweist, daß es trotz alledem auch heute *noch* möglich ist, Licht in das Dunkel zu bringen.

Mit Sicherheit können die Historiker, sofern sie sich die Mühe machen wollen und sofern ihr Interesse gefördert wird, noch manches Antwortschreiben, viele Durchschläge, Kopien, womöglich auch die Mikrofilme vernichteter Dokumente zu Tage fördern - und eines Tages die Indizienkette schließen.

Deshalb muß diese Arbeit - nicht nur in Karlsruhe, sondern auch in allen anderen Städten, in denen Sinti verfolgt und verschleppt wurden - fortgesetzt werden. Und zwar ohne Verzug, solange wir noch Zeitzeugen unter uns haben, die sich an die Deportation an den Völkermord erinnern können :

«Nach ein paar Tagen ging der Transport nach Polen ab. Und als wir dort ausgeladen wurden, das weiß ich noch ganz genau, das war nämlich der 24. Mai, da hab ich Geburtstag gehabt, da wurde ich sechs.

Ja, und da mußten wir dann arbeiten, - auch die Kinder. Die älteren Männer mußten mit dem Vorschlaghammer große Steine entzwei schlagen, die Frauen und die Kinder mußten sie dann mit dem Hammer kleiner machen, für den Straßenbau, bei Regen, bei Schnee, bewacht von der SS, das war denen egal.

Und einmal bin ich von denen auch getreten worden. Weil es so eisig kalt war, und ich kein Gefühl mehr in der Hand hatte, sind mir die Steine ständig aus der Hand gefallen. Ich hab auch den Hammer nicht mehr gespürt, der ist mir immer runtergefallen. Da ist der Aufseher gekommen und hat gemeint, daß ich das mit Absicht mach', und hat mir einen Tritt gegeben, mit seinem Stiefel, daß ich hingeflogen bin. Da hab ich heut noch die Narbe von. Ich war ein kleines Kind, aber das vergeß ich nie.» (Theodor Weiß)

Abfahrt Karlsruhe - Etwa 200 von 500 Karlsruher Sinti wurden vor 50 Jahren zwischen Nacht und Morgengrauen unbemerkt verhaftet, familienweise vom Säugling bis zur Großmutter in die Ghettos und Konzentrationslager verschleppt. Die anderen Familien fielen späteren Deportationen zum Opfer : 1942, 1943, 1944.

Die Täter hatten ein Interesse, ihre Spuren zu verwischen. Daß ihnen das 50 Jahre lang geglückt ist, war vielleicht das bedrückendste Ergebnis unserer Untersuchung. Verdrängung, nichtbewältigte Vergangenheit, Gleichgültigkeit, fortgesetzter Rassismus bis zu den

Ausschreitungen unserer Tage - auch auf uns Jüngeren, die wir uns ja vielleicht auf die Gnade der späten Geburt berufen könnten, auch auf uns lastet jene «zweite Schuld» - von der Ralph Giordano geschrieben hat : eine zweite Schuld des Vergessens und Verdrängens, aber auch der verschleppten Wiedergutmachung und der versäumten Sühne. Nicht die Täter, sondern die Opfer wurden bestraft und von deutschen Ämtern und Behörden um den größten Teil der ihnen zustehenden Entschädigungen betrogen.

«Dann bin ich gleich wieder nach Karlsruhe zurück. Von den Sinti waren nicht mehr viele am Leben. Meine Eltern waren nicht mehr da, drei Geschwister mit Kindern. Auch der Onkel mit Frau und acht Kindern - also, man kann sagen : die meisten sind nicht mehr zurückgekommen.

Da stand ich dann vor dem Nichts. Nichts ! Gar nichts hab ich gehabt. Unsere Sachen, unsere Möbel waren alle fort, sämtliche Instrumente, alle Bratschen, Cellis, alle Geigen. Das war alles weg ! Nicht nur bei uns, bei anderen war das auch so. Das hat man kassiert.» (Hermann W.)

«Ich bin jetzt über 63, da will man sich dem stellen, auch wenn's quält, daß es das wirklich gegeben hat, und nicht nur ein Traum war, ein schrecklicher... Da lieg ich oft im Bett, da läuft das wie ein Film wieder ab, wie wenn's gestern gewesen wäre... und dann kann ich nicht schlafen.

Ich will's ja selbst gern vergessen.

Aber die Nummer hab ich doch immer noch auf dem Arm, die KZ-Nummer, die man mir eintätowiert hat, die geht nimmer weg, die erinnert mich immer und ewig dran. Ja, das hat weh getan, damals. Und viele hauptsächlich kleine Kinder haben davon eine Blutvergiftung gekriegt. Sogar den Säuglingen hat man's ja eintätowiert, auf die Oberschenkel, weil die Arme zu klein waren. Und viele sind allein daran schon gestorben, in Auschwitz, an der Blutvergiftung.» (Joseph Reinhardt)

«Ich will heute ja keinem mehr die Schuld geben, nur mein Recht will ich, sagen, was gewesen ist, das kann man doch nicht vergessen ! Stalingrad vergessen wir doch auch nicht, man kann sich doch nicht einfach etwas aussuchen, was man vergessen will, was einem nicht paßt - und das andere nicht. Und von uns Sinti weiß man es ja überhaupt nicht, der Völkermord wurde ja verschwiegen. Deswegen

hält die Polizei ja auch immer noch die Akten versteckt. Statt daß sie ihr Unrecht zugibt und aufzeigt. Damit so etwas niemals wieder geschieht !» (Joseph Reinhardt)

Der größte Teil der im Mai 1940 Verschleppten, so der Zeitzeuge Hermann W., hat die 5-jährige Zwangsarbeit und Lagerhaft nicht überlebt.

Badische und Pfälzer Sinti wurden bei der Erschießung von Radom und in den Vergasungs-LKW's im Lager Buskow ermordet. Andere, vor allem ehemalige Wehrmachtsangehörige - wurden für die letzten Kriegsmomente von der SS wieder «deutschgemacht», in «Himmelfahrtkommandos» gesteckt und als «Kanonenfutter» an die Front gestellt. Die meisten von ihnen fielen oder kamen in Kriegsgefangenschaft. Und wieder andere starben mit den 1943 und 1944 Deportierten in Auschwitz an Seuchen oder wurden vergast.

Die Überlebenden waren die Ausnahme. Die Regel waren die Toten, die dem Völkermord der Nazis zum Opfer fielen. Nahezu jeder Überlebende hatte einen Großteil seiner Verwandten verloren und selbst härteste Verfolgung erlitten. Krank, mißbraucht, verwundet, verstümmelt oder unfruchtbar gemacht, kehrten sie in ihre Heimat zurück. Familienweise waren sie fünf Jahre zuvor deportiert worden - als Einzelne stehen sie nun - nicht nur materiell - vor dem Nichts.

Doch die nun notwendige Hilfe wurde den Sinti bereits in den ersten Wochen nach Kriegsende - im Gegensatz zu anderen Opfern und Verfolgten - in den meisten Fällen verweigert oder auf ein Minimum zusammengestrichen.

Dafür zwei Beispiele aus den Akten des Stadtarchivs :

Erstens :

Der Fall Alwin W.- oder :

«Ob die hinsichtlich seines Besitzes gemachten Angaben richtig sind ?»

Als der mittellos aus dem Lager in seine Heimatstadt zurückgekehrte Alwin W. im August 45 beim Städtischen Rechnungsprüfungsamt seine Wohnungseinrichtung geltend machen will - sie wurde nach seiner Deportation «zu Gunsten der Stadt Karlsruhe» versteigert -, stellen sich die Beamten stur. Sämtliche Angaben werden erst einmal gründlich in Zweifel gezogen. Als wäre Hitler noch immer an der Macht.

Alwin W., von Beruf Bürstenmacher, wohnhaft in der Markgrafenstraße 14, hatte wie viele andere Sinti über drei Jahre als Soldat bei der Wehrmacht gedient, bevor er Ende 1942 mit seiner Frau und sieben Kindern nach Auschwitz deportiert wurde. Im Konzentrationslager hat er drei seiner Kinder verloren. Wie viele andere seiner Leidensgefährten wurde auch er in den letzten Kriegswochen wieder «deutschgemacht» und erneut an die Front geschickt.

Doch der Herrenmenschentum und die blutigen Vorurteile haben auch im zerstörten Karlsruhe unbeschadet überlebt. Und so bemüht der «Amtsvorstand» der Städtischen Hauptverwaltung erst einmal das Landeskriminalpolizeiamt. Das soll anhand der Nazi-Unterlagen ermitteln, ob Alwin W. «rassenpolitisch» überhaupt «als Zigeuner betrachtet wurde», ob er im Konzentrationslager tatsächlich 3 Kinder verloren hat, ob er wirklich «vor seiner Inhaftierung» (!) in Auschwitz 3 Jahre Soldat war, «welchen Leumund er und seine Familie genießt» und natürlich auch :

«Ob die hinsichtlich seines Besitzes gemachten Angaben richtig sind» ?

Die Kriminalpolizei vernimmt daraufhin drei Zeugen, die Alwin W.'s eidesstattliche Angaben erneut bestätigen. Der Bezirksvorsteher des Stadtbezirks Innenstadt allerdings meint selbst dazu noch Stellung nehmen zu müssen und hat auch schon einen ganz bestimmten Verdacht :

«Es trifft zwar zu, daß die in der Anlage genannten Einrichtungsgegenstände vorhanden waren, aber wie und auf welche Weise sie beschafft wurden, - ist nicht klärlich, denn es waren tatsächlich Prachtstücke von Möbeln.

W. selbst ist ein asozialer Mensch und vor allem arbeitsscheu.»

Daß dieser Karlsruher Bezirksvorsteher kurz nach dem Kriege so unverfroren und offensichtlich «falsch Zeugnis» reden konnte über einen Familienvater, Wehrmachtangehörigen und KZ-Häftling, ist nur ein Beispiel für den gegenüber den Sinti und Roma ungebrochenen Rassismus nach 1945.

Nach drei Monaten außergewöhnlich gründlicher Ermittlungsarbeit allerdings waren Alwin W.'s Angaben nicht mehr zu widerlegen. Doch der hat mittlerweile resi-

gniert und ist - unentschädigt - mit seiner Familie nach Heilbronn verzogen.

Zweitens : Der Fall Adam K. - oder : «...war einverstanden.»

Anfang 1946 steht der 27-jährige Adam K. vor seinem «Sachbearbeiter» bei der Bezirksstelle Karlsruhe-Ost. Ein Mann, der keine Familie mehr hat - seine Eltern und sämtliche Geschwister sind im KZ umgekommen - und der auch selbst niemals Kinder und Enkel haben wird.

Im Gegensatz zu anderen rassistisch, religiös oder politisch Verfolgten, wird dem «Zigeuner» Adam K. nicht nur eine handschriftliche, sondern sogar eine «Eidesstattliche Erklärung» abverlangt. Sie lautet :

«Ich erkläre hiermit, daß ich im August 1944 wegen (der) Rassenpolitik unfruchtbar gemacht wurde und (zu den) Opfern des Faschismus zähle, (da) meine Eltern und Geschwister alle im KZ Auschwitz um das Leben kamen. Ich wurde gezwungen von Polizeipräsident Regelin in das Städtische Krankenhaus zu gehen, oder wenn ich mich weigere, komme ich in ein KZ. Adam K.»

Natürlich genügt bei einem zum «Zigeuner» abgestempelten - im Gegensatz zu anderen Antragstellern - selbst solch eine eidesstattliche Erklärung noch nicht. Auch über Adam K. wird bei der Kriminalpolizei nachgefragt. Und die zaubert ihre alten NS-Akten hervor, bestätigt, daß er - nach dem Rassegutachten - tatsächlich ein «Zigeuner» wäre, und kann die Unfruchtbarmachung des damals 21-jährigen in diesem Fall sogar eindeutig nachweisen. Und zwar mit einem Aktenvermerk :

«Mit seiner Sterilisation war K. einverstanden.

Eine Erklärung, die sich bei den Akten befindet, lautet :

Karlsruhe, den 10.12.43

Erklärung

Ich erkläre hiermit, daß ich mit meiner Unfruchtbarmachung einverstanden bin.

Unterschrift :

Adam K.»

Womit sich eine Unterstützungsleistung der Stadt erübrigt hatte.

Ein Fall von vielen. Während die Täter und die Mordgehilfen, die sich als Rassenbiologen ausgaben, bald schon ihre Karrieren fortsetzen konnten, bei der Kripo, im Ministerium, im Gesundheitsamt, an den Universitäten. Kein einziger der Verantwortlichen für den Völkermord an mehr als 500.000 Sinti und Roma wurde jemals zur Rechenschaft gezogen.

Einer dieser ungeschoren davongekommenen Verfolger hat sich damals in Karlsruhe vor allen anderen einen Namen gemacht. Ein Name, der den Überlebenden im Gedächtnis geblieben ist. Ihre Zeitzeugenaussagen stehen gegen die verschollenen und den Historikern vorenthaltenen Dokumente.

Der leitende Beamte für die «Bekämpfung des Zigeunerunwesens» bei der Staatlichen Kriminalpolizei, Max Regelin, liefert ein besonders aufschlußreiches und bedrückendes Beispiel für den alltäglichen Faschismus, der nicht nur in diesem Fall einen Ordnungshüter zum Mörder machte.

Auch wenn bislang nur wenige Beweisstücke über seine unheilvolle Tätigkeit vorliegen - der Leutnant der Gendarmerie Max Regelin scheint erstaunliche Machtbefugnisse gehabt zu haben. Der kleine, als stämmig und ein wenig «bäurisch» beschriebene Kripo-Beamte, damals nach Schätzungen zwischen 40 und 50 Jahre alt, pflegte die direkte Beziehung zu seinen Opfern. Und so wurde er für viele Sinti auch sehr persönlich zum Herrn über Leben und Tod.

Von seinem sogenannten «Zigeunerkommissariat» im Polizeipräsidium waren es nur wenige Schritte zu «seinem» in der Altstadt festgesetzten «Zigeuner-Familien». An warmen Sommertagen gaben sie dem Viertel fast ein südländisches Flair. «Reinrassige», in fester Arbeit stehende, Willfähige, Angepaßte waren Regelins Lieblinge. In der Regel duzte er sie, nur wenn es Ernst wurde, hieß es : «Sie !» Dann empfahl es sich, Haltung anzunehmen, Hacken zusammenzuschlagen und stramm zu stehen. Regelin war schließlich Leutnant.

Oft tauchte er unangemeldet in den Wohnungen auf und schaute sich einfach mal ein wenig um. Wehren konnte man sich dagegen nicht. Schon gar nicht als «Zigeuner».

Regelin sorgte auf der Grundlage seiner «Zigeuner-Personal-» und «Rasseakten» für die «Säuberungen» des «Reichsdienstes». Die von ihm selbst «arbeitslos» gemachten bezeichnete er später ungeniert als «arbeitsscheu» und «asozial». Mit der Wahrheit nahm es dieser ansonsten so pflicht und ordnungsbewußte Beamte ohnehin nicht allzu genau. Über Sinti, die - zwangseingewiesen - nunmehr in der Altstadt die Bordelle direkt vor der Haustür hatten, schrieb er in einem «Gutachten» für das Sondergericht Mannheim, daß sie sich «gern im Bordellviertel herumtreiben».

Regelin hat sein Revier fest im Griff. Selten passiert was. Und wenn es doch mal einen Verdächtigen gibt, der zu laut gesungen oder gegen die Preisverordnung verstoßen hat, dann braucht er nur vor die Tür des Polizeipräsidiums und um die Ecke zu gehen und greift sich einen. Oder er nimmt sich, wie im Fall Johann R., dessen minderjährige Schwester Veronika solange als Geisel mit ins Revier, bis ihm der Vater den Sohn ausliefert. So einfach ist das. Er hat sie ja alle unter Kontrolle. Genau genommen ist er kein Polizeikommissar, sondern ein Gefängniswärter. Und hätte eigentlich sogar einen verdammt bequemen Job. Hätte... aber Max Regelin tut mehr als nur seine Pflicht. Er hinterläßt eine Blutspur. Die 26-jährige Mathilde K. ist nur eines seiner Opfer. Doch ihr Fall ist exemplarisch. Wir wollen ihn hier nach den Akten des Sondergerichts Mannheim rekonstruieren. Bis vor zwei Jahren waren diese Akten im Generallandesarchiv aus Gründen des Datenschutzes nicht zugänglich :

Seit 1909 lebt Mathildes Vater, der Musiker Josef K. mit seiner Familie in Karlsruhe. Im Ersten Weltkrieg war er Kriegsteilnehmer, wurde verwundet. Die meisten in der Familie haben eine Schulausbildung und bürgerliche Berufe. Als professioneller Musiker ist ihr Vater hochangesehen und - bis zu seinem Ausschluß - Mitglied der Reichsmusikkammer.

Seine Tochter Mathilde arbeitet im «Reichsdienst» bei der Post und ist sogar als Werkscharführerin eingesetzt. Mathilde sei außergewöhnlich schön und sehr elegant gekleidet gewesen, erinnert sich ein Zeitzeuge. Sie habe das Haar kurz geschnitten getragen, sei aber äußerlich eigentlich gar nicht aufgefallen als «Zigeunerin».

Den Nazi-Rassenforschern allerdings kann man das «Artfremde» so einfach nicht verbergen. Sie erfassen familienweise, nach den Stammbäumen. Vater K. und seine

Familie werden 1938 von den «wissenschaftlichen» Vorbereitern des Völkermords untersucht und wie die meisten Sinti als ZM, als Zigeunermischlinge, etikettiert.

Auch für Mathildes Familie wird der 16. Mai 1940 zu einem besonderen Datum. An diesem Tage befindet sich ihr Vater mit seiner Frau, der erwachsenen Tochter Johanna und den beiden jüngsten seiner insgesamt neun Kinder zufällig in Mainz. Da die Polizei dort für die Deportation noch Plätze frei hat, setzt sie die Familie einfach mit auf ihre Listen. Über den Hohenasperg werden auch sie nach Polen deportiert. Dort gehören sie zu den Familien, die auf freier Strecke ohne Verpflegung ausgesetzt werden. Um nicht zu verhungern, machen sie sich auf die Wanderschaft und überschreiten dabei unwissentlich die Grenze. In Schlesien werden sie von der Polizei aufgegriffen und auf dem Schubwege wieder zurück nach Karlsruhe gebracht.

Dort nimmt der uns bereits bekannte Zigeunerkommissar Max Regelin sie wegen «unerlaubter Rückkehr» sofort in Vorbeugehaft - solange, bis er den Vater in das Konzentrationslager Dachau, die Mutter und die Tochter Johanna in das KZ Ravensbrück einweisen kann.

Die bislang unbemerkt und verschont gebliebene Tochter Mathilde jedoch tut etwas Unerwartetes. Sie setzt sich gegen Regelins «Maßnahmen» zur Wehr und versucht ihre Eltern und ihre Schwester mit allen Mitteln erst aus der Vorbeugehaft und dann aus dem KZ freizukämpfen. Sie ist davon überzeugt, «daß die örtlichen Polizeiorgane gefehlt» haben, nimmt sich einen Anwalt und fährt, als alle Beschwerden nichts nutzen, sogar nach Berlin zum Reichskriminalpolizeiamt.

Dort gelingt es ihr zwar, vom zuständigen Sachbearbeiter empfangen zu werden. Doch ihre Bitten und Proteste haben keinen Erfolg. Kein Wunder : es gibt mit Paul Werner einen heißen Draht zwischen Karlsruhe und dem Reichssicherheitshauptamt.

Kaum aus Berlin zurückkehrt, wird Mathilde K. von der Reichspost entlassen.

«Eine hiesige Stelle beim Polizeipräsidium» - so teilt man ihr mit - habe inzwischen dafür gesorgt, daß sie als ein «Zigeunermischling mit überwiegend zigeunerschem Blutsanteil» - unverzüglich aus dem Postdienst zu entlassen sei.

Zehn Tage darauf erhält Mathilde die Nachricht, daß ihr Vater im KZ Dachau «verstorben» sei, einige Wochen später erfährt sie vom Tod ihrer Mutter im KZ Ravensbrück.

Eine Zeitlang wird es still um Mathilde. Gemeinsam mit ihrer Schwester Ernestine übernimmt sie die Sorge für ihre noch minderjährigen Geschwister Karl und Hedwig. Sie findet eine Arbeit als Bürogehilfin. Nach der Dienstzeit putzt, wäscht, näht, flickt und arbeitet sie für die Frauen D. und F. im Haushalt. Mathilde ist anständig, fleißig und gehört bald «zur Familie».

Doch gerade diese Beliebtheit wird ihr zum Verhängnis. Irgendwann beginnt es die Frauen D. und F. zu stören, daß nicht nur sie, sondern auch ihre Männer Mathilde so sympathisch finden und ihr womöglich sogar nachstellen.

Im Sommer 1942 schließlich erstattet die eifersüchtige Frau D. Anzeige bei dem für junge «Zigeunerinnen» zuständigen «Sachbearbeiter».

Was der ermittelnde Kommissar Regelin zu hören bekommt, sind zunächst nur die üblichen Denunziationen : Daß Hitler den Krieg angefangen hätte, habe die K. gesagt, daß er nicht ganz normal sei und daß es nicht gut ausgehen werden. Dazu noch ein paar Flüsterwitze über die Naziprominenz.

Dann aber dürfte selbst Regelin den Atem angehalten haben. Frau D. gibt zu Protokoll :

«Als ihr Vater gestorben war, ist sie auch weit fortgefahren. Sie hat gesagt, sie habe nur den Kopf von ihrem verstorbenen Vater sehen dürfen... An dieser ganzen Sache sei einer schuld, der in der Luisenstraße wohnt. Wenn der Krieg für uns verloren geht, dann nimmt sie ein Beil und haut dem Betreffenden den Kopf herunter. Dabei werden ihr noch viele helfen. Wenn ich mich recht erinnere, hat sie gesagt, daß derjenige ein Leutnant sei.»

Max Regelin weiß natürlich sehr genau, wer gemeint ist. Und geht der Sache nach. Er leitet weitere Ermittlungen ein und kann seinen Fall bald schon zuständigkeitshalber an die Geheime Staatspolizei weitergeben. Mathilde K. wird verhaftet, die Anklage beim Sondergericht Mannheim vorbereitet. Die Äußerungen über Regeling gibt sie unumwunden zu :

«Richtig ist, daß ich kurz nach meiner Entlassung hier bei der Familie S. war. Ich war verärgert, weil ich aufgrund meiner Abstammung entlassen worden bin. Auf der Reichspostdirektion wurde mir erklärt, daß Herr Regelin persönlich mit den Akten dort war. Dies habe ich meiner Freundin erzählt und in meinem Zorn gesagt : Wenn der Krieg tatsächlich schlecht aus geht für uns, dann werde ich ein Flintenweib, und der erste, an dem ich mich räche, ist der Regelin.

Ich habe halt auf Regelin einen Zorn, weil er meine Eltern fortgeschafft hat...»

Doch Mathildes Zorn interessiert die NS-Sonderrichter eigentlich nur am Rande. In der Anklage und im Urteil werden ihr denn auch einzig und allein ihre Äußerungen über Hitler, die politischen Witze über Goebbels und Göring zur Last gelegt : «böswillige, gehässige, hetzerische und von niedriger Gesinnung zeugende Angriffe auf leitende Persönlichkeiten des Staates und der Partei».

Wie immer machen die Mannheimer Sonderrichter kurzen Prozeß. Das - für damalige Verhältnisse - immer noch relativ milde Urteil lautet : ein Jahr Gefängnis, wegen «Heimtückevergehens». Mathilde wird in das Frauengefängnis Gotteszell bei Schwäbisch-Gmünd eingewiesen.

Anfang 1943 reicht ihr Anwalt ein Gnadengesuch ein und bittet um Strafaufschub :

«Die Angeklagte ist schwanger ; ihr Bräutigam ist Wehrmachtsangehöriger und lag zur Zeit der Hauptverhandlung verwundet in einem Lazarett. Sie erwartet das Kind auf Ende Februar oder die ersten Märztag. Da die Angeklagte seit vielen Monaten in Haft ist, konnte sie nichts, aber auch gar nichts für die Geburt vorbereiten. Es ist für sie ein unerträglicher Gedanke, daß ihr Kind etwa in der Strafanstalt geboren werden sollte...»

Der Oberstaatsanwalt überprüft und bewilligt schließlich «Strafausstand». Mathilde, inzwischen hochschwanger, darf nach Karlsruhe zu ihren Geschwistern zurück und die Geburt ihres Kindes vorbereiten. Die «Gnade» aber wird ihr Verhängnis.

Als Regelin bemerkt, daß die Frau, die sich dereinst an ihm rächen will, hochschwanger wieder im «Dörfle» auftaucht, versteht er die Welt nicht mehr. Mit dem unterstri-

chenen Vermerk «Eilt Schehr !» meldet sein 4. Kommissariat an den Oberstaatsanwalt :

«Wie hier gelegentlich bekannt wurde, hält sich Mathilde K. seit Anfang Februar in Karlsruhe auf und sieht ihrer Niederkunft entgegen.

Die K., der bekannt ist, daß sie hier in Überwachung steht, hat sich bisher hier nicht gemeldet. Einer Vorladung auf 15.3.43 hat sie keine Folge geleistet. Sie handelt aus Eigensinn und kümmert sich nicht um die für Zigeuner erlassenen Bestimmungen.»

In der Kriminalpolizeistelle Karlsruhe haben Max Regelin und seine Mitarbeiter in diesen Tagen alle Hände voll zu tun : die «Endlösung der Zigeunerfrage» in Baden wird gemeinsam mit den Landräten, den zuständigen Polizeistellen und der Reichsbahn organisiert. Trotzdem hat er noch Zeit, sich um das Einzelschicksal der Mathilde K. zu kümmern. An den Oberstaatsanwalt schreibt er :

«Nach einem Erlaß des Reichssicherheitshauptamtes vom 29.1.43 müssen Zigeuner-Mischlinge in ein Konzentrationslager eingewiesen werden. Die Aktion, die im ganzen Reich durchgeführt wird, soll im März beendet sein. Von Karlsruhe geht der Transport am 25.3.43 ab.

Ich bitte um Mitteilung, ob die Möglichkeit besteht, Mathilde K. in diesen Transport miteinzubeziehen und sie ebenfalls in ein Konzentrationslager einzuweisen.»

Einen Tag später meldet sich Mathilde nun doch noch im Polizeipräsidium. Sie hat immer noch nicht entbunden. Max Regelin ergreift seine «Maßnahmen». Eine Woche danach macht der Oberstaatsanwalt den Aktenvermerk :

«Die Kriminalpolizeistelle Karlsruhe hat mir mitgeteilt, daß die Zigeunerin Mathilde K., gemäß Erlaß des Reichssicherheitshauptamtes... in das Konzentrationslager Auschwitz eingewiesen worden sei.

Ich betrachte den Strafvollzug damit als erledigt.»

Das allerletzte Wort aber hat dann doch noch mal Max Regelin von der Kriminalpolizeistelle Karlsruhe :

«Die Zigeunerin Mathilde K., die... wegen gehässiger hetzerischer Äußerungen über leitende Persönlichkeiten des Staates und der NSDAP mit einem Jahr Gefängnis,....,

bestraft und in das Konzentrationslager Auschwitz eingewiesen wurde, ist am 26.10.1943 gestorben.

Hiervon gebe ich Nachricht mit der Bitte um Kenntnisnahme.»

Soweit die Sondergerichtsakten.

Im Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau findet sich die Notiz von der Geburt ihres Kindes, zwei Wochen nach Mathildes Einlieferung.

«Die Nummer Z-6766 bekam Daniela K., die im Zigeunerlager in Birkenau geboren wurde.»

Mehr wissen wir nicht.

Brunello MANTELLI,
Università di Torino
(Italia)

Fonti orali e storiografia della deportazione. Appunti sull'esperienza italiana (*)

1. Storia della deportazione e storia d'Italia

L'Italia ha conosciuto molto presto una notevole fioritura di studi sulla resistenza popolare al nazifascismo sviluppatasi dopo l'8 settembre 1943 ; fino al 1960, pero, la Resistenza viene rivendicata come proprio patrimonio e proposta come «mito di fondazione» della Repubblica solo dalla sinistra politica e culturale. Le forze cattoliche e centriste che governano il paese tramite coalizioni che molto spesso coinvolgono formazioni della destra estrema (PNM, Partito Nazionale Monarchico) ed in non poche occasioni si giovano dell'appoggio del partito neofascista (MSI, Movimento Sociale Italiano) guardano con distacco misto a sospetto al movimento di liberazione nazionale. Questo quadro si modifica nel 1960 : il fallimento di un governo democristiano-neofascista, postosi ai limiti della legalità repubblicana, di fronte alla proteste di piazza che vedono il ricostituirsi dell'organizzazione ciellenistica (da CLN, Comitati di Liberazione Nazionale, gli organismi paritetici pluripartitici che diressero la Resistenza) apre la strada al centrosinistra (così viene definita la formula di governo che vede associati Democrazia Cristiana, Partito Socialista Italiano ed altre forze laiche minori) e conduce all'emarginazione dell'MSI. Data da allora l'accettazione della Resistenza come pietra angolare della nuova Italia repubblicana da parte di tutte le forze politiche, con l'ovvia eccezione dei neofascisti.

(*) Comunicazione fatta il 25 novembre 1992 alla Commissione «Storia e memoria» (Presidente della sciolta : S. Moureau, Président ACCF.

Gli eventi politici appena riassunti non rimangono senza effetto sulla storiografia ; gli anni Sessanta vedono una

ripresa di studi sul movimento antifascista di Liberazione, ripresa dei movimenti giovanili iniziatisi nel Sessantotto. Negli anni Settanta, inoltre, la storia della Seconda guerra mondiale entra organicamente nei programmi scolastici ed inizia a venire trattata nei manuali. Si può dire, pur con tutte le cautele ed i limiti necessari, che da allora la storia d'Italia. Diversamente da quel che ci si potrebbe aspettare, però, una sorte analoga non tocca alla Deportazione. Al contrario, fino alla metà degli anni Ottanta gli storici paiono quasi non accorgersi di questo aspetto, pur cruciale, della storia dell'Italia nel periodo 8 settembre 1943 - 25 aprile 1945, e la memoria della deportazione italiana resta affidata essenzialmente ad opere di taglio memorialistico e letterario. Per fortuna, fra esse si contano gli scritti fondamentali di Primo Levi, cosa che, grazie all'eco internazionale da essi suscitato, impedisce il rinchiudersi della memoria in una dimensione reductica.

Per una migliore comprensione del sorprendente disinteresse in cui la storia della deportazione è stata lasciata cadere fino a tempi recenti, si consideri che a tutt'oggi in Italia non disponiamo ancora di una storia generale della deportazione italiana e nemmeno di un atlante generale che possa fornire al lettore interessato ed allo studente informazioni di carattere quantitativo e qualitativo sulle razzie, gli arresti, i trasporti, la dislocazione nei vari KL. Soltanto per quanto riguarda la deportazione ebraica dall'Italia possiamo ora far conto (e da appena un anno !) su di una ricostruzione tanto minuziosa quanto di ampio respiro. La mancanza di ricerca storica si è accompagnata a scelte editoriali quasi sempre casuali per quanto riguarda la traduzione di opere generali sulla deportazione ; basti pensare che non sono disponibili in italiano né il fondamentale studio di Eugen Kogon né l'altrettanto importante volume di Raul Hillberg.

2. La svolta degli anni Ottanta

Perché questa situazione muti in modo significativo occorre arrivare all'inizio degli anni Ottanta, quando l'Associazione Nazionale Ex Deportati (ANED), ed in modo particolare la sua sezione torinese (a cui fanno capo gli ex deportati che vivono nella regione Piemonte), decide di avviare una ricerca. Non è la prima volta che l'ANED prende iniziative del genere, ma la novità, la rottura col passato si potrebbe dire, consiste nel fatto che nell'elaborazione del progetto di lavoro e poi nella conduzione

dell'indagine vengono coinvolte strutture preposte istituzionalmente alla ricerca ; il Dipartimento di Storia dell'Università di Torino e gli Istituti Storici della Resistenza che svolgono la loro attività nelle province piemontesi. Si tenga presente, a questo proposito, che una peculiarità italiana è costituita dalla rete di Istituti Storici della Resistenza, sorti nel secondo dopoguerra ed ormai presenti in cinquantatré delle novantadue province in cui l'Italia è divisa. Gli Istituti Storici della Resistenza, coordinati da un Istituto nazionale che ha sede a Milano, hanno dato vita ad una consistente mole di ricerche in ambito locale e regionale su fascismo, guerra e resistenza e sono divenuti un'importante struttura archivistica, acquisendo nel corso degli anni la documentazione prodotta dalle formazioni partigiane, integrata da un gran numero di fondi privati.

Il gruppo di lavoro costituito nel 1981 da rappresentanti dell'ANED e da studiosi dell'Università e degli Istituti (fra cui chi scrive) elabora un progetto di ricerca che prevede la raccolta sistematica delle testimonianze di tutti gli ex deportati in KL residenti nella Regione Piemonte. Come metodologia della ricerca si sceglie la «storia di vita», rifacendosi alle elaborazioni della storia orale. Le testimonianze, raccolte da un'équipe di 15 ricercatori, vengono registrate su cassette magnetiche e poi trascritte. La ricerca si protrae dal 1982 al 1985, e ne nasce un archivio composto da circa 400 ore di registrazione, pari ad una massa cartacea di circa 10.000 pagine. Accanto ai fondi orali si accumula anche un fondo cartaceo formato da documenti personali, diari e memorie individuali non pubblicate. Gli ex deportati che hanno accettato di rendere la loro testimonianza sono in tutto 224, la quasi totalità dei sopravvissuti residenti nella Regione.

Naturalmente il periodo passato in KL rappresenta il cuore e la parte anche quantitativamente preponderante di ogni testimonianza ; si è però cercato sempre di avere un quadro degli anni precedenti e di quelli successivi della vita di ogni sopravvissuto, così da poter ricostruire da un lato la sua formazione umana, culturale e politica, dall'altro il difficile periodo del reinserimento e del confronto, sempre difficile, dei con «altre» memorie della guerra (la memoria dei partigiani, dei militari prigionieri, della popolazione civile vittima dell'occupazione e dei bombardamenti, e così via) sia con la volontà di dimenticare, assai diffusa in particolare nei primi anni del dopoguerra.

Dalla ricerca condotta in Piemonte sono scaturiti tre libri : un'antologia di testimonianze, un volume di saggi, gli atti di un convegno specificatamente dedicato alla didattica della deportazione ed all'utilizzo in essa delle testimonianze dirette ; di fatto pero l'archivio costruito nel corso dell'indagine è stato finora utilizzato solo in minima parte ed attende approfondimenti futuri. Lo scorso anno (1991) cassette, trascrizioni e documenti cartacei accessori sono stati depositati, in seguito ad un'intesa raggiunta fra l'ANED, l'Università di Torino e gli Istituti Storici della Resistenza della regione, presso l'Istituto Storico della Resistenza in Piemonte (Torino). Il materiale è ora in riordino e si stanno preparando schede ed inventari ; nel 1993 è prevista l'apertura agli studiosi, le cui domande saranno preventivamente vagliate da una commissione espressa dalle strutture che hanno costruito l'archivio. Sarà possibile sia la consultazione delle trascrizioni ; a ciascuna delle quali è anteposta una scheda con i dati anagrafici del testimone, sia, come è filologicamente più corretto, l'ascolto dei nastri. Dell'apertura dell'archivio, che prenderà il nome di Archivio della Deportazione Piemontese, sarà data tempestiva comunicazione anche tramite il bollettino della Fondazione Auschwitz.

3. Gli effetti della ricerca piemontese sul resto d'Italia

L'indagine condotta in Piemonte ha avuto una funzione trainante su molti piani ; prima di tutto ha stimolato ricerche analoghe in altre regioni (Toscana ed Emilia Romagna), ed in aree geografiche più ristrette ma particolarmente significative : per esempio, l'Istituto milanese per la storia della Resistenza e del Movimento operaio (Sesto S. Giovanni - Milano) ha messo in cantiere un'indagine, da condurre anch'essa attraverso una raccolta sistematica di testimonianze, sulla deportazione di operai dall'hinterland altamente industrializzato di Milano, e l'omologo Istituto di Belluno, che lavora su un territorio che dopo l'8 settembre 1943 fu annesso direttamente al Terzo Reich, intende sviluppare una ricerca sui rastrellamenti che colpirono massicciamente alcuni villaggi delle Alpi orientali, che furono seguiti da trasporti in KL.

Accanto a queste ricadute più immediate, va menzionata altresì la fioritura memorialistica avvenuta in Piemonte. Per così dire, è come se la raccolta delle testimonianze avesse dato legittimità pubblica alla memoria della depor-

tazione, incoraggiando i testimoni sopravvissuti a tirar fuori dai cassetti manoscritti stesi subito il ritorno oppure stimolandoli a dar forma scritta ai loro ricordi.

Un ulteriore effetto è stato d'aver fatto crescere un gruppo di giovani ricercatori che poi hanno continuato, in vari modi, ad approfondire i molteplici aspetti della storia della deportazione. Fra i lavori ancora in corso citerò l'elaborazione di una bibliografia complessiva della memorialistica concentrazionaria italiana, strumento quanto mai indispensabile per gli studiosi poiché, con poche eccezioni, si tratta di volumi pubblicati da case editrici minori e quindi difficili da rintracciare, la messa a punto di uno studio sull'organizzazione dei trasporti di deportati dall'Italia verso i KL, studio che riprende e sistematizza i risultati di una lunga opera di raccolta dati di cui è autore Italo Tibaldi, ex deportato a Mauthausen-Ebensee e rappresentante italiano nel comitato internazionale di Mauthausen, ed infine la costruzione di un archivio elettronico della deportazione italiana, basato sulla trascrizione in data-base del patrimonio di schede individuali di deportati (oltre trentamila) compilate nel corso di molti anni dallo stesso Tibaldi.

4. Brevi cenni sugli archivi della deportazione in tutto od in parte inesplorati

Sulla base di quanto ora detto, prevediamo che fra qualche anno potremo disporre di un elenco complessivo di tutti gli italiani (ebrei e gentili) che furono deportati in KL, cosa che ora, grazie al lavoro di Liliana Picciotto Fargion, abbiamo solo per quanto riguarda i primi, e di una bibliografia completa degli scritti di cui i sopravvissuti furono autori.

Esistono però ancora altri archivi finora sfruttati solo in parte ; mi soffermerò in particolare su tre : l'archivio storico dell'ANED, che va dai primi anni del dopoguerra fino alla fine degli anni Sessanta e che è depositato presso l'Istituto milanese per la Storia della Resistenza e del Movimento operaio, l'archivio corrente della stessa ANED, conservato presso la sede milanese dell'Associazione, il fondo costituitosi anch'esso presso l'ANED milanese dove sono depositate le oltre quarantamila domande di vitalizio presentate negli anni Ottanta in seguito alla decisione del governo italiano di concedere una pensione ad personam ai sopravvissuti dei KL.

Si tratta, credo, di tre giacimenti documentari utili sia a ricostruire aspetti della deportazione italiana, sia, forse ancor di più, centrali per analizzare l'attività svolta nei quasi cinquant'anni che ci separano dalla Seconda guerra mondiale dall'Associazione che raggruppa gli ex deportati e ne custodisce in modo istituzionale la memoria. L'ultimo fondo mi pare essenziale per un'analisi che punti ad inquadrare il fenomeno della deportazione nel contesto delle differenti forme di prigionia ed emigrazione coatta di cui furono vittime, nel periodo della collaborazionista Repubblica sociale italiana, detta «di Salò» centinaia di migliaia di italiani ; mi pare ragionevole pensare, infatti, che la stragrande maggioranza (i nove decimi, i deportati ancora in vita sono infatti meno di quattromila) delle domande riguardi militari fatti prigionieri dalle forze armate germaniche dopo l'8 settembre 1943 (i cosiddetti Internati Militari Italiani - IMI) oppure rastrellati portati in Germania e là obbligati a lavorare.

Inoltre, proprio grazie alla rinnovata attenzione con cui, dalla metà degli anni Ottanta, si è iniziato a guardare alla storia della deportazione, cominciano ad essere parecchie le ricerche in ambito locale su fascismo, guerra e resistenza che hanno raccolto materiali documentari anche inerenti la deportazione, materiali tanto orali (testimonianze di sopravvissuti ai KL, di famigliari di deportati, di loro compaesani) quanto scritti provienti sia da archivi privati sia da archivi pubblici, la cui accessibilità va aumentando col passare del tempo.

Se, purtroppo, gli archivi centrali (Archivio Centrale dello Stato, ACS, ed Archivio Storico-Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri, ASMAE, entrambi con sede a Roma) non offrono molta documentazione utile, parecchia se ne trova invece negli archivi periferici (Archivi di Stato, la cui struttura è ricalcata sull'ordinamento provinciale in cui si articola lo Stato italiano), in modo particolare nei fondi «Gabinetto di Prefettura», ormai quasi ovunque versati agli Archivi di Stato per il periodo che va fino al 1945 e talvolta fino al 1950, relativamente spesso ordinati e che cominciano ad essere accessibili (la legge italiana prevede che, in via ordinaria, sono visibili tutte le carte dopo cinquant'anni dalla loro stesura, fatte salve particolari categorie per le quali, però, è sempre possibile chiedere un'autorizzazione, che da qualche anno viene di norma sempre concessa ; si può quindi arrivare ora fino al 1942, con deroghe che giungono fino al 1945 ed oltre).

Nei fondi di Prefettura si trovano materiali rilevanti sia sul periodo di Salò sia sugli anni del primo dopoguerra, da cui si può ricostruire il periodo del ritorno e del reinserimento degli ex deportati, del loro accoglimento da parte delle istituzioni postbelliche.

5. Ricerca e riproposta. Il lavoro con gli studenti della scuole medie superiori della Regione Piemonte

Contestualmente allo sviluppo del progetto di ricerca sulla deportazione piemontese, è stato avviato, grazie alla disponibilità delle istituzioni pubbliche (Regione Piemonte e province piemontesi ((Alessandria, Asti, Cuneo, Novara, Torino, Vercelli)) un vasto programma teso a far diventare permanente nelle scuole medie superiori della Regione la didattica della deportazione. Esso si articola in lezioni tenute nelle scuole od in strutture adatte ad accogliere consistenti gruppi di studenti da ex deportati e da studiosi, nella messa a disposizione degli insegnanti e degli studenti del materiale scientifico e divulgativo prodotto nel corso ed a lato degli studi a cui ho accennato, nell'organizzazione periodica (annuale) di un concorso aperto a singoli studenti od a gruppi in cui i giovani vengono invitati a preparare elaborati su temi riguardanti l'antifascismo, la resistenza e la deportazione, sia in chiave storica sia prendendo spunto dall'attualità. Gli argomenti su cui lavorare vengono proposti all'inizio di ogni anno scolastico da una commissione formata da rappresentanti dell'ANED, delle Associazioni partigiane e da studiosi designati dagli Istituti Storici della Resistenza.

A tutti i partecipanti viene garantito un premio sotto forma di pubblicazioni sugli argomenti affrontati ; gli elaborati giudicati più validi vengono premiati ed ai loro autori è offerto un viaggio d'istruzione che li porta, in compagnia di ex deportati che si assumono il ruolo di testimoni e maestri, a visitare alcuni KL, quasi sempre, per motivi anche geografici, Dachau e Mauthausen. Sono quindi alcune centinaia, nel corso degli ultimi dieci anni, i giovani che hanno potuto fare quest'esperienza, da loro stessi giudicata estremamente formativa, e sono alcune migliaia quelli che sono stati comunque coinvolti.

6. Qualche riflessione sulle prospettive future

Occorre prima di tutto accennare al progetto di storia della deportazione italiana che l'ANED intende promuovere, ancora una volta in collaborazione con l'Università di Torino e la rete degli Istituti storici della Resistenza ; credo che uno strumento a cui parallelamente sarà necessario dar vita sia una sorta di guida od anagrafe dei fondi d'archivio che riguardano la deportazione italiana, indipendentemente dalla loro natura pubblica o privata e dal luogo fisico in cui sono custoditi. Nello stesso tempo occorre che alcune strutture, come per esempio l'Istituto Storico della Resistenza in Piemonte, che già accoglie l'Archivio della Deportazione Piemontese, diventino punto di riferimento per il versamento di collezioni documentarie minori e di materiali prodotti nel corso di ricerche. La cosa è particolarmente importante per quanto riguarda i materiali orali, poiché il documento vero e proprio (nastro o cassetta) rischia di deteriorarsi dopo pochi anni se non adeguatamente conservato e riservato. In questo quadro credo sarebbe importante, nell'ambito di questo convegno, porsi il problema di un coordinamento a livello supranazionale con l'obiettivo di arrivare ad un catalogo europeo (con l'indispensabile aggiunta dello Stato di Israele e degli Stati Uniti d'America) dei fondi d'archivio e della memorialistica inerenti la deportazione. Sarebbe altresì importante, in questa prospettiva, porsi il problema della costruzione di una scheda archivistica di rilevazione comune.

Bibliografia essenziale degli studi sulla deportazione in lingua italiana comparsi dalla seconda metà degli anni Ottanta ad oggi (non sono citate le traduzioni e viene tralasciata, in questo contesto, la produzione memorialistica).

- Enzo Collotti et alii, *Spostamenti di popolazione e deportazioni in Europa 1939-1945*, Bologna, Capelli, 1987.
- Anna Bravo e Daniele Jalla (a cura di), *La vita offesa, Storia e memoria dei Lager nazisti nei racconti di duecento sopravvissuti*, Milano, Angeli, 1986.
- Federico Cereja e Brunello Mantelli (a cura di), *La deportazione nei campi di sterminio nazisti. Studi e testimonianze*, Milano, Angeli, 1986.

- Aned-Consiglio regionale del Piemonte, *Storia vissuta. Dal dovere di testimoniare alle testimonianze orali nell'insegnamento della storia della 2a guerra mondiale*, Milano, Angeli, 1988.
- Liliana Picciotto Fargion, *Il libro della memoria. Gli Ebrei deportati dall'Italia (1943-1945)*, Milano, Mursia, 1991.
- Cesare Manganelli e Brunello Mantelli, *Antifascisti, partigiani, ebrei. I deportati alessandrini nei campi di sterminio nazisti 1943-1945*, Milano, Angeli, 1991.
- Brunello Mantelli (Alessandria, 1948), dottore di ricerca in Storia Contemporanea, é professore a contratto di Storia Contemporanea presso la Facoltá di Lettere dell'Universitá di Torino. Ha recentemente pubblicato il volume «*Camerati del lavoro*». *I lavoratori italiani emigrati nel Terzo Reich nel periodo dell'Asse 1938-1943*, Firenze, La Nuova Italia, 1992. Vive e lavora a Torino.
- Dr. Brunello Mantelli via Buttigliera 7 I 10132 Torino tel. (011) 8195365

I.B.H. ABRAM

Hoogleraar Universiteit

Amsterdam

(Nederland)

Nederlandse musea (over de Tweede Wereldoorlog) en de Sjoa (*)

De grotere musea in Nederland over de Tweede Wereldoorlog besteden aandacht aan de Sjoa. Een belangrijke doelstelling is daarbij het bestrijden van vooroordelen. Lukt dit in de context van de Tweede Wereldoorlog (of de Sjoa) met betrekking tot vooroordelen tegenover joden? Naar mijn mening lukt dit alleen dan, als die context breed opgevat wordt. Die context is pas breed genoeg, als er ook joden aan bod komen, die geen slachtoffers zijn (of waren), die hun joodse identiteit accepteren en positief waarderen, en die sympathie kunnen oproepen of respect kunnen afdwingen. Gebeurt dit niet, dan wordt (onbedoeld) gesuggereerd dat joden altijd zielig zijn en dat het beter is om geen jood te zijn. Wie wil er immers gehaat, vervolgd of vermoord worden? Het is met andere woorden educatief onverantwoord joden alleen maar in het perspectief van de Sjoa of het antisemitisme aan bod te laten komen. Historisch gezien deugt het ook niet. De joodse geschiedenis kent dieptepunten en hoogtepunten. Historici die de 'lacrimogene theorie' van de joodse geschiedenis hanteren, hebben alleen oog voor de schaduwzijde ('lacrimogeen' betekent: tranenverwekkend, huilerig). De befaamde Amerikaanse, joodse historicus Salo W. Baron, die ook de term 'lacrimogene theorie' ('lachrymose theory') bedacht heeft, was de eerste die de grondgedachte van deze theorie bekritiseerde. Dat was in 1928. De Sjoa heeft hem niet van gedachten doen veranderen.

(*) Lezing op 26 november 1992 op de vergadering van de Commissie «Musea» (Voorzitter van de vergadering: P. Macq, Rektor UCL).

In lessen die ook de pretentie hebben voor de gevaren van vooroordeel en rassewaan te waarschuwen is het even absurd de joden uitsluitend als slachtoffers te typeren als ze

te portretteren als Oud-Testamentische profeten, zakenlieden, Israëlische soldaten, communisten, violisten of Nobelprijswinnaars. Het lijkt me de taak van de educatieve diensten van de musea en van de docenten, die met hun leerlingen de musea bezoeken, ook aandacht aan die bredere context te besteden. Helaas gebeurt dit zelden.

I.B.H. ABRAM

Hoogleraar Universiteit

Amsterdam

(Nederland)

Educatie na Auschwitz : enkele opmerkingen over de inhoud en context (*)

«Dat Auschwitz niet nog eens zal voorkomen, is de allereerste eis die men aan opvoeding dient te stellen. (...) Ieder debat over opvoedingsidealen is nietig en van geen belang tegenover dit ene : dat Auschwitz zich niet zal herhalen» (Adorno). Educatie na Auschwitz betekent ondermeer dat dit debat gevoerd wordt tussen opvoeders en kinderen, en tussen leraren en leerlingen. Het «Nooit meer Auschwitz», waarbij Auschwitz staat voor de «Sjoa», verhalen wij in de volgende twee educatieve doelstellingen :

1. De lerende ziet in, dat onder bepaalde omstandigheden, vooroordeel en discriminatie tot massale vernietiging kunnen leiden.
2. De lerende raakt ervan overtuigd dat ook in extreme omstandigheden, onder bepaalde voorwaarden en in zeer zeldzame gevallen, de laatste sporen van menselijkheid niet uit te wissen zijn.

Educatief gesproken betekent dit, dat de doorlopende weg, die doelstelling 1 aangeeft, dankzij doelstelling 2 toch nog perspectief krijgt, zodat de lerende niet alle hoop en uitzicht hoeft te verliezen, maar juist het tegendeel bereikt kan worden. Maar met het uitwerken van en vormgeven aan de twee doelstellingen is men er nog niet. Het tegendeel van wanhoop en uitzichtloosheid bereikt men vermoedelijk alleen dan, als het onderricht over de Sjoa ingebed is in een veel bredere educatieve context, waarin ook «mildere» en algemene vormen van rassewaan en rassehaat behandeld worden, die niet tot moord leiden en die niet persé iets met joden te maken hoeven te hebben. Zaken

(*) Lezing op 24 november 1992 op de vergadering van de Commissie «Pedagogie» (Voorzitter van de vergadering G. Vlaeminck, Afgevaardigde Beheerder van CPEONS).

als kleine wreedheid, licht onrecht en zwakke onderdrukking. Maar dit «milde» is nog steeds uitsluitend negatief en daarmee is het kader nog steeds te smal. Die bredere context moet ook gaan over kritisch denken, de durf om «af te wijken» en «niet mee te doen», over de grenzen van fatsoen en onfatsoen bijvoorbeeld, in het dagelijkse leven van toen (tijdens de Tweede Wereldoorlog) en van nu, over zelfbeheersing en verdraagzaamheid, over grondrechten en niet te vergeten over zulke gewone dingen als hulpvaardigheid, vriendelijkheid en opgewektheid.

Het algemene punt van die bredere context is dit : bespreken van (uitsluitend) menselijke wreedheid activeert niet zelden menselijke wreedheid en het leert de lerende in ieder geval niet hoe die te voorkomen. En vervolgens : relatief te veel aandacht voor extreme wreedheid maakt dat kleine wreedheid minder erg gaat lijken.

Die context moet tenslotte zo breed zijn, dat er ook joden en andere minderheidsgroepen aan bod komen, die geen slachtoffer zijn (of waren), die hun identiteit accepteren en positief waarderen, en die sympathie kunnen oproepen of respect kunnen afdwingen. Gebeurt dit niet, dan wordt (onbedoeld) gesuggereerd dat joden of andere minderheidsgroepen altijd zielig zijn en dat het beter is tot een meerderheidsgroep te behoren. Wie wil er immers gehaat, vervolgd of vermoord worden ?

Béatrice GODLEWICZ **La mémoire de la Shoah**
Institut de la Mémoire **au cinéma :**
Audio-visuelle Juive **témoignage et fiction (*)**
(Belg.)

A partir du film «Shoah» de Claude Lanzmann, il m'est apparu nécessaire de réfléchir aux divers rapports entre la mémoire du génocide exprimée à travers les témoignages et la représentation des personnages juifs dans le cinéma situant son action durant la période de la Seconde Guerre mondiale.

Le travail de Lanzmann, en dehors de ses qualités cinématographiques et socio-historiques, est saisissant car il semble répondre à un besoin, celui d'une légitimation de la mémoire juive.

Le concept de mémoire est difficile à cerner puisqu'il dépend d'un inconscient collectif et des nuances socio-culturelles propres à chaque individu. La mémoire est généralement de l'ordre du vécu ou du transmis en opposition à l'histoire acquise ?

Dans la mesure où l'on est d'accord qu'il existe une mémoire juive du génocide, il faut s'entendre sur son sens commun et général.

Une tentative de définition de cette «mémoire juive» serait : le contexte et la manière spécifiques dont on a tué un peuple au nom de ce qu'il était.

La mémoire juive de cette période englobe ainsi la notion d'identité juive.

(*) Communication proposée le 25 novembre 1992 à la Commission «Cinéma» (Président de séance : H. Ingberg, Chef de cabinet, Exécutif de la Communauté Française).

Mon propos sera de montrer, dans un premier temps, que «Shoah» de Lanzmann exprime une mémoire juive de la shoah. Le film expose sans détours la particularité du

génocide, entre autre, parce qu'il y a identification précise de la victime. Dans un second temps, je montrerai que de nombreux films suscitent, au contraire, des confusions et banalisent le génocide à partir de l'identité du personnage.

Nombreux sont les critiques qui ont dit de Lanzmann qu'il avait fait oeuvre d'historien et n'avait pas seulement conçu son film comme un réceptacle de témoignages. Effectivement, dans «Shoah» le possible conflit entre les témoins et l'historien est aboli.

Les messages transmis à travers les témoignages découlent d'un parti pris : la fidélité à la mémoire juive. Il s'agissait pour Lanzmann de faire comprendre ce que signifiait l'annihilation d'un peuple. Comment ceux qui y ont échappé ont vécu cette mort qui les guettait, comment d'autres l'ont organisée ou ont assisté passivement à sa réalisation.

Dans «Shoah», un des rares rescapés du Sondercommando, Filip Müller, raconte qu'en voyant des compatriotes dans les chambres à gaz entonner l'hymne tchèque et puis le Hatikva, soudain il se sentit pris d'une émotion intense et eut envie de mourir avec eux :

«La violence culmina quand ils voulurent commencer à se dévêtir. Quelques-uns obéirent, une poignée seulement. La plupart refusèrent d'exécuter cet ordre. Et soudain ce fut un chœur... Ils commencèrent tous à chanter. Le chant emplit le vestiaire entier, l'hymne national tchèque, puis la Hatikva retentirent... c'est à mes compatriotes que cela arrivait et j'ai réalisé que ma vie n'avait plus aucune valeur. A quoi bon vivre ? Pour quoi ? Alors je suis entré avec eux dans la chambre à gaz et j'ai résolu de mourir. Avec eux.»

Parmi les futures victimes, des femmes le reconnurent et lui dirent que sa mort serait inutile et ne les aiderait en rien, au contraire il se devait de rester en vie afin de témoigner ultérieurement de leurs souffrances et de leur mort.

Ainsi ces juifs n'acceptaient pas si facilement d'être offerts en «holocauste». Ils voulaient que d'autres vivent pour témoigner. Ce lourd flambeau confié par ces Juifs tchèques à Filip Müller semble sous-entendre qu'il y avait à leurs yeux une mémoire à transmettre, définissable, perceptible.

Filip Müller, porteur de cette parole des morts aux vivants, évoque dans un souffle venu des profondeurs, les duperies pour obtenir le calme des futurs gazés, l'hystérie

due à la peur, les tortures, les derniers moments de victimes. Il accomplit là une mission de transmetteur de la mémoire. Il rend tangible la souffrance endurée.

La plupart des témoignages de «Shoah» comportent deux aspects exprimés par Filip Müller. Un aspect reprend la description physique de la destruction d'un peuple : la peur, la faim, la soif et les tortures diverses menant à l'agonie. L'autre étant d'ordre moral, la mort subie au nom d'une appartenance.

Un autre témoignage révèle davantage cet aspect moral de la mémoire, ce sentiment de spécificité et aussi de totale solitude dû à un monde hostile. Les propos auraient été tenus par un des deux Juifs qui firent visiter au Professeur Jan Karski le ghetto de Varsovie en lui demandant de rendre compte de tout ce qu'il aurait vu et entendu aux alliés à Londres :

«Nous avons contribué à l'Humanité, donné des savants au long des siècles. Nous sommes à la source des grandes religions. Nous sommes humains... Ce qui arrive à notre peuple est sans exemple dans l'Histoire... Bien sûr nous n'avons pas de pays, pas de gouvernement... Nous voulons une déclaration officielle des nations alliées stipulant qu'au delà de leur stratégie militaire qui vise à assurer la victoire, l'extermination des Juifs forme un chapitre à part. Que les nations alliées annoncent sans détour, publiquement, que ce problème est le leur, qu'elles l'intègrent à leur stratégie globale dans cette guerre. Pas seulement vaincre l'Allemagne mais aussi sauver ce qui reste du peuple juif».

L'extermination des Juifs forme un chapitre à part. Cette phrase aurait été prononcée bien avant le soulèvement du ghetto de Varsovie. Elle représente le lien entre la conscience des victimes et celle des survivants juifs.

Lanzmann bâtit une stèle et n'oublie jamais lorsqu'il écoute les témoins de rappeler l'appartenance des victimes à une collectivité particulière. C'est là aussi le sens de la citation du verset d'Isaïe en exergue du film. «Et je leur donnerai un nom impérissable». Lanzmann donne une sépulture nominale à ces corps disparus, le peuple juif n'est plus une entité anonyme.

L'importance des témoignages venant de sources différentes dans «Shoah» soulève la question des diverses

mémoires collectives, de leur rapport à l'histoire et à l'identité culturelle.

Ainsi, les Juifs ne sont-ils pas la seule voix de la mémoire dans le film. Tous ceux qui ont vu «Shoah» ont pu en remarquer trois : celle des victimes survivantes, les Juifs, celle des spectateurs-témoins, les Polonais, celle des bourreaux-organisateurs, les nazis allemands.

Comme dans le beau film *Rashomon* de Kurosawa, les faits sont relatés différemment selon la collectivité et aussi la «catégorie» à laquelle on appartient. Le discours que ces mémoires charrient infirme totalement l'idée d'une mémoire européenne commune selon la dichotomie résistant/collaborateur ou fasciste/démocrate ou encore nazi/victime.

La mémoire connaît les frontières et aussi les catégories de l'espèce «témoin», «victime», «bourreau».

La confrontation de ces mémoires, leurs divergences, suscitent un sentiment de révolte. Au fond, on se serait naïvement attendu à ce que pour des faits historiques aussi particuliers, les hommes de tous bords parlent d'une même voix. Or, «Shoah» montre le contraire, il existe un cloisonnement des mémoires.

Voilà un film dont on connaît dès le début, même si pour certains ce n'est que vaguement, le scénario historique dans lequel il est circonscrit, on connaît les victimes, on connaît les bourreaux, on sait qu'il y a eu dans divers pays des témoins et malgré cela on regarde «Shoah» comme si on avait par delà la connaissance du crime, par delà les faits encore quelque chose à découvrir.

En réalité, ce qui se révèle dans «Shoah» à travers tous les témoignages c'est l'existence de différentes mémoires collectives et sans doute une prise de conscience du spectateur de son appartenance à l'une d'entre elles ou encore peut-être d'être vierge de toute mémoire.

On échappe difficilement à la catégorie, à la culture dans laquelle on a vécu les événements historiques.

«Shoah» permet de mieux comprendre ce que cette extermination de masse du peuple juif avait de singulier par rapport à d'autres populations également déportées, torturées et massacrées par les nazis.

En confrontant «Shoah» avec d'autres films, documentaires ou fictions qui décrivent des événements de cette période, on constate que la spécificité du génocide n'est pas toujours compréhensible. Dans un documentaire comme celui réalisé par Resnais «Nuit et brouillard», le terme juif n'est cité qu'une fois. «Neuf millions de morts hantent ce paysage» dit le texte de Cayrol dans un refoulement total de la solution finale.

Dans «Shoah» de Lanzmann, les gens jouent leur propre rôle, c'était leur vie. Dans les films de fiction, l'approche de la shoa se fait par le biais d'une histoire et de personnages calqués sur des histoires réelles ou simplement possibles. Les films font appel à diverses mémoires collectives, celle du réalisateur et de son équipe, celles des spectateurs nombreux ou pas dispersés dans le monde.

Certains films traitant de cette période du XXème siècle, présentent des histoires où se mêlent principalement des personnages juifs.

Ceux-ci, créés par des réalisateurs juifs ou non correspondent souvent à des stéréotypes ou contre-stéréotypes. Visiblement, il existe un malaise à montrer des Juifs. Or, dans des films de fiction sur la shoa, le personnage juif fonctionne en tant que partie identitaire de la mémoire. Soulignons que le film de fiction joue un rôle important comme transmetteur puisqu'il est parfois le seul contact du spectateur avec l'Histoire.

Dans les films qui racontent des événements concernant de manière vitale ou plus périphérique la shoa, la représentation ou l'absence de représentation d'un vécu juif authentique est souvent significative du rapport à cet événement.

Aussi mon second propos sera de montrer que les films développant une absence d'identification culturelle au judaïsme ne sont pas totalement étrangers à une méconnaissance de la spécificité de la shoa.

Plusieurs conceptions du personnage juif dans le cadre de cette période de la 2ème guerre mondiale peuvent être répertoriées créant une sorte de typologie dont l'énumération, ici, ne sera pas exhaustive :

1) le Juif qui possède un vécu propre et c'est en tant que tel qu'il a été assassiné.

Faute de temps, je ne m'appesantirai pas sur cette catégorie qui est bien représentée dans le film tchèque «La boutique sur la rue principale» de Jan Kadar. Le personnage juif le plus important, joué par Ida Kaminska, vieille dame du théâtre yiddish, est montré avec des caractéristiques culturelles qui résonnent de manière authentique.

Peu de films ont le mérite comme celui-ci de faire percevoir au spectateur le contenu de la vie des Juifs que le nazisme a voulu effacer.

2) Un second type de personnage que l'on retrouve au cinéma concernant cette période est le salop. Ces films tentent de montrer que parmi les victimes, il y en avait aussi qui savaient profiter de la situation. Le réalisateur allemand, Fassbinder, dans «Lili Marleen», a montré ce genre de personnages. Soulignons qu'il est à l'opposé du premier en ce sens que «La boutique sur la rue principale» permet d'observer un vécu juif positif et d'éliminer la peur d'une culture inconnue trop souvent satanisée.

Le second type, par contre, est vecteur d'antisémitisme.

3) La catégorie suivante se présente avec un type de personnage plus flou neutralisé dans son identité culturelle et ne se différenciant que peu du Français, de l'Allemand, de l'Italien, etc...

Annette Insdorf dans son livre «Cinéma et Holocauste» remarque que de nombreux films éludent l'identité juive des victimes en les montrant sous l'angle d'une classe sociale riche (ex : le Jardin des Finzi-Contini, Les violons du bal, Lacombe Lucien...). Cette stratégie qui semble vouloir donner une meilleure image de marque de la judéité ou autrement dit permettre une meilleure commercialisation du film crée en réalité une confusion : le Juif est nié dans sa spécificité, il ne se définit que par une classe sociale.

On se situe dans cette catégorie que je dénomme «neutralisation» de l'identité juive car la victime ne se distingue plus clairement du reste de la population majoritaire. Ces films montrent que l'assimilation des Juifs était totale ou presque. Mais ils ouvrent un autre débat que celui du génocide à proprement parlé : ce serait plutôt celui de la trahison par les autres citoyens des principes issus de la révolution française auxquels les Juifs croyaient. Ces films sont souvent des productions françaises.

Remarquons, néanmoins, que cette neutralisation est rarement totale. Dans les films donnés en exemple on trouve toujours une scène plus colorée d'un point de vue culturel, généralement une fête juive comme la Pâque. Mais cette touche de particularisme ethnique n'affecte, en général, pas l'atmosphère d'ensemble d'intégration, d'assimilation et de détachement par rapport au judaïsme.

Cet aspect sera analysé plus loin dans l'analyse d'un film.

4) Un quatrième type est le Juif qui accepte, choisit ou mieux encore adhère parfaitement à son destin de victime.

Ce personnage pourrait se rattacher au paria de Hanna Arendt. Il figure dans «Les guichets du Louvre» de Mitrani ou dans «Warszawa, année 5702» de Kijowski.

L'origine de cette victimisation du personnage se retrouve dans les propos tenus par un polonais dans «Shoah» :

«Alors le rabbin a dit qu'il y a très, très longtemps de ça, à peu près deux mille ans, les Juifs ont condamné à mort le Christ qui était tout à fait innocent. Alors quand ils l'ont fait... ils ont crié : «Que son sang tombe sur nos têtes et sur celles de nos fils !». Alors le rabbin leur a dit : «Peut-être ce moment est-il arrivé...»

Le terme «holocauste» prend tout son sens dans cette analyse née d'une confusion culturelle. Ce polonais semble croire que les Juifs assument la mort de Jésus comme une sorte de péché originel. Outre le fait que la source de ces propos prend appui dans l'antisémitisme chrétien, ils permettent de se rendre compte de la totale méconnaissance des différences culturelles qui existaient entre les deux peuples et surtout démontre cette idée ancrée depuis plusieurs siècles d'histoire européenne que les Juifs paient une faute.

Je prends pour exemple «Warszawa, année 5702», un film de 1991 dont le sujet principal, fort intéressant, consiste à poser la question des limites de la souffrance qu'un être peut accepter pour survivre.

L'histoire dans «Warszawa» inspirée de faits réels est celui d'un couple fuyant le ghetto de Varsovie en trouvant refuge chez une polonaise. Le mari s'étant mis, en premier, à l'abri chez la dame débute une relation sexuelle avec celle-ci et ment lorsque sa femme le rejoint, faisant passer cette dernière pour sa soeur.

Au passage, notons que le spectateur doit accepter plusieurs conventions dont l'une par exemple concerne la jeune femme juive représentée par une adolescente andersonienne aux longs cheveux blonds.

La blondeur des personnages juifs est devenu presque un cliché au cinéma. Annette Insdorf a intitulé un chapitre de son livre «Trop beaux pour être vrais» où elle recense ce phénomène dans divers films.

Le spectateur un peu averti ne peut s'empêcher de penser que cette jeune femme blonde dans le film «Warszawa» n'aurait pas eu trop de peine à se cacher en Pologne en se faisant passer pour une Polonaise chrétienne.

Elle pouvait donc, une fois dans la zone aryenne, tenter sa chance ailleurs sans le mari adultère. C'est un des premiers aspects qui ne permettent pas de comprendre pourquoi le personnage acceptera tout en se rebellant et en tentant de se suicider, cette situation qui lui semble insupportable.

Cette manière d'endurer la souffrance est accentuée encore lorsqu'elle s'accrochera avec désespoir, à son arrivée dans l'appartement-refuge, à son brassard marqué de l'étoile de David, au moment où les deux autres protagonistes, son mari et la Polonaise, voudront la jeter dans le feu.

A la fin du film, à bout d'avoir dû subir l'infidélité matrimoniale elle s'échappe, cette fois, de l'appartement et retourne dans le ghetto. Son mari, déchiré, culpabilisé, la suivra peu après pour la rejoindre dans les égouts.

Ici, les personnages juifs sont responsables du destin qui les mènent au ghetto et donc à la mort. Face à l'alternative de la mort dans le ghetto ou de la blessure causée par la trahison conjugale, la jeune femme et son mari préfèrent la gueule du loup. Aucune autre solution n'est proposée dans le scénario. Veut-on nous dire que les Juifs ont presque délibérément opter pour la mort ? Et quelle mort !

Les Juifs auraient donc une part de responsabilité dans ce qui leur est arrivé.

Par ailleurs, dans «Warszawa», le phénomène de neutralisation culturelle apparaît également. L'identité juive se manifeste par deux fois à travers le personnage de la jeune femme. Je ne citerai qu'un exemple :

La jeune femme ne supportant plus la situation c'est-à-dire celle de voir son mari devenu l'amant de la Polonaise fait, ainsi que je l'ai rapporté, une tentative de suicide et récite la prière des morts, le kaddich.

Cette coloration culturelle d'origine religieuse ne cadre malheureusement pas avec le reste du personnage. La prière des morts devait être dite par les hommes. En imaginant qu'une femme connaisse par coeur cette prière, ce qui n'était pas impossible, mais rare, le personnage ne colle plus du tout avec celui d'une femme ayant un certain savoir traditionnel. On l'aurait imaginée alors plus fervente et/ou plus érudite, un peu à la façon d'un Tévylè le laitier féminin ou d'une Yentl.

Autrement dit, certains films jettent en pâture quelques traits culturels qui ne sont pas un vécu pour le personnage. Malgré cette coloration, le couple ne se distingue en rien de n'importe quel couple d'Europe occidentale.

Il existe une variante à ce type de personnage. C'est le même, à la différence près qu'il n'est pas juif seulement voilà, on le prend comme tel, on le soupçonne de l'être. A la base on joue sur le même phénomène de culpabilité.

Une illustration récente de cette idée est le film «L'enterrement d'une pomme de terre» de Jan Kolski. Un polonais de retour des camps est mis à l'écart de son village sous prétexte qu'il est Juif, en réalité parce que les biens qu'il possède sont convoités par les villageois. Le Polonais ne réussira pas à se réapproprier sa maison et ses champs.

Le personnage de ce film n'est pas juif mais il en joue le rôle, par hasard. Dans ce type de films, dont un autre exemple serait «Mr Klein» de Losey, il est évident qu'aucune intériorité spécifique ne peut être montrée puisque ces personnages ne sont pas juifs. L'idée qui s'en dégage est que le Juif se désigne sans aucune référence interne à une culture. Le Juif devient une victime universelle qu'un autre que lui-même définit en tant que tel. Son sort n'est pas véritablement entre ses mains, une mauvaise fatalité joue en sa défaveur.

Ce faux-Juif ou ce Juif qui s'ignore est un personnage très anxigène. Car ces films jouent sur l'idée que se découvrir juif c'est révéler un secret inavouable, c'est se découvrir en persécuté potentiel.

Pour nous résumer, il est difficile de trouver un film qui réponde aux besoins du survivant juif dans une démarche à la fois historique, culturelle et artistique.

Souvent, les films ne permettent pas de comprendre la singularité du génocide. En effet, l'absence de visualisation d'un vécu positif ne peut que susciter des réactions négatives par rapport à la spécificité de la shoa. Les slogans «les Juifs sont comme tout le monde», «le Juif se cache peut-être en vous» pour humanistes qu'ils apparaissent, éloignent plus qu'ils ne rapprochent le spectateur de la compréhension de la shoa.

Si le Juif ne représente pas une culture, si n'importe qui peut en prendre la place de victime, le personnage n'apparaît à l'écran que comme une absence d'être (le non-Juif jouant un rôle de Juif ou encore le Juif étant comme tout le monde).

Aussi le flou culturel, l'absence de référence positive, favorise l'amalgame. Il ne permet plus de comprendre la spécificité du Juif et par extension du génocide juif durant cette période. Car si rien ne le distingue, pourquoi aurait-il subi un autre traitement que celui de l'ensemble des déportés venus des quatre coins de l'Europe ? Le Juif entre alors dans un paradigme des victimes du nazisme.

Tant que le discours cinématographique tenu ne permettra pas d'identifier le judaïsme à une culture et une civilisation au même titre que d'autres, on ne pourra exiger du spectateur qu'il saisisse les raisons pour lesquelles on a voulu exterminer tout un peuple.

Beaucoup de films décrivent une étrange réalité juive faite de clichés et de contre-clichés qui brouillent pour le spectateur la compréhension de ce qu'il y a de spécifique dans l'extermination des Juifs par les nazis.

Ces films méconnaissent généralement l'aspect polymorphe du judaïsme que rend par contre très bien le documentaire «Image before my eyes».

C'est pourquoi le film de Lanzmann semble assez bien combler le besoin, à travers une oeuvre, d'une mémoire collective des survivants et de leurs descendants. Cette mémoire collective étant fondée sur l'extermination de masse organisée par les nazis sur une communauté particulière dont les points communs n'étaient pas qu'une communauté de destin.

«Shoah» a permis à un large public l'accès à une information cachée, tronquée ou gommée pour des raisons psychologiques, morales et politiques.

Remerciements pour la lecture critique de mon texte à :

Willy Kostucki, Diane Perelsztejn,
Joelle Baumerder.

Titres des films cités :

- *Shoah* de Claude Lanzmann, 1984
- *Warszawa, année 5702* de Janusz Kijowski, 1992
- *L'enterrement d'une pomme de terre* de Jan Jakub Kolski, 1990
- *Nuit et Brouillard* de Alain Resnais, 1955
- *Les guichets du Louvre* de Michel Mitrani, 1973
- *La boutique sur la rue principale*, de J. Kadar et E. Klos, 1965
- *Image devant mes yeux* de Josh Waletzky, 1980
- *Lili Marleen* de Fasbinder, 1981
- *Rashomon* de Aki Kurosawa, 1950
- *Mr. Klein* de Joseph Losey, 1970

Bibliographie - ouvrages :

- Annette Insdorf, *l'Holocauste à l'écran*, coll. CinemAction, Cerf, 1985
- *Cinéma et Judéité*, dossier réuni par Guy Hennebelle et Annie Goldmann, CinemAction, Cerf, 1986
- Ilan Avisar, *Screening the Holocaust*, Indiana University Press, 1988

- *Au sujet de Shoah de C. Lanzmann*, ouvrage collectif, Berlin 1990

- **articles :**

- Charles Krantz «Alain Resnais 'Nuit et brouillard' : A historical and cultural Analysis» in S. Pinsker et J. Fiskel eds, *Holocaust Studies Annual*, vol II Greenwood, Fla : Penkewill 1985

- Georges Bensoussan «Du silence à la Shoah : l'émergence du génocide juif dans l'enseignement secondaire français de 1945 à 1990», in textes du colloque de la Fondation Auschwitz, 1991

DEJA PARUS*

Les quatre premiers volumes des ACTES DU CONGRES INTERNATIONAL

*Histoire et Mémoire des crimes et génocides nazis
Bruxelles, 23 - 27 novembre 1992.*

ACTES I

Nathalie HEINICH (Sociologue C.N.R.S.-France) : Récits de rescapées : le roman comme témoignage (Commission «Littérature») - Yannis THANASSEKOS (Directeur Fondation Auschwitz-Belgique) : Positivismes historiques et travail de la mémoire. Les récits et les témoignages des survivants comme source historique (Commission «Histoire et mémoire») - Geneviève DECROP (Univ. P. Mendès-France) : La politique, l'histoire et la mémoire autour d'Auschwitz (Commission «Histoire et mémoire») - Georgi VERBEECK (Historicus K.U.L.-België) : Geschiedschrijving en politieke cultuur. Omgang met het nationaal-socialisme in het naoorlogse Duitsland (Commission «Histoire et mémoire») - Claudine CARDON (Historienne-France) : Ecrire l'histoire d'un convoi de déportation politique à Auschwitz; le convoi du 6 juillet 1942 dit des «45.000» (Commission «Histoire et mémoire») - Alain BIHR (Sociologue-France) : Les ambiguïtés de la mémoire antifasciste (Commission «Histoire et mémoire») - Enzo TRAVERSO (Chargé de recherche BDIC-France) : Intellectuel à Auschwitz. Notes sur Jean Amery et Primo Levi (Commission «Littérature») - Vincent ENGEL (Docteur en Philosophie et Lettres U.C.L.-Belgique) : La Nuit d'Elie Wiesel : entre le témoignage et le roman filial (Commission «Littérature») - Jan DE VOLDER (Romaniste-Belgique) : Primo Levi, écrire et survivre (Commission «Littérature») - James E. YOUNG (Univ. Massachusetts-U.S.A.) : The Rhetoric of Ruins : Jews, poles and Auschwitz (Séance plénière) - François MARCOT (Univ. Besançon-France) : Les musées et le génocide des Juifs : l'histoire face à la mémoire officielle et à la mémoire sociale (Commission «Musées») - Dimokritos KAVADIAS (V.U.B.-België) : De Dossin-kazerne te Mechelen : een exploratief onderzoek naar de orale geschiedenis van de sociale ruimte rond een nazi-verzamelkamp voor joden. Het collectief geheugen van de 'Paroche'-buurt (Commission «Monuments et Commémorations») - Claudine DRAME (Historienne-France) : Le cinéma français et le génocide (Commission «Cinéma»).

(*) Aux éditions du Centre d'Etudes et de Documentation - Fondation Auschwitz.

ACTES II

Geoffrey HARTMAN (Prof. Comparative Literature, Advisor Fortunoff Video Archive for Holocaust Testimonies - Yale University - Etats-Unis) : Apprendre des survivants : remarques sur l'histoire orale et les archives. Vidéo de témoignages sur l'holocauste à l'Université de Yale (Séance plénière) - Maurice CLING (Ancien déporté à Auschwitz et à Dachau - Administrateur Fondation pour la Mémoire de la Déportation - France) : Génocide et Déportation : rapports et spécificités (Commission «Milieux de Mémoire ; Survivants/Héritiers») - Elma VERHEY (Journaliste, écrivain - Pays-Bas) : Speelbal van politiek en religie - het naoorlogse gevecht om de joodse onderduikkinderen in Nederland (Commission «Milieux de Mémoire; Survivants/Héritiers») - Maurice GOLDSTEIN (Président du Comité International d'Auschwitz - Belgique) : 27 ans au C.I.A. (Commission «Milieux de Mémoire ; Survivants/Héritiers») - Harold MARCUSE (Prof. Univ. de Californie - Etats-Unis) : Die geschichte der musealen Darstellung der Konzentrationslager in der Bundesrepublik, 1945-1985 (Commission «Musées») - Jan Rense BOONSTRA (Chef de service Anne Frankhuis - Pays-Bas) : Het Anne Frank Huis : méér dan alleen een historische plek (Commission «Musées») - Michèle FREY (Responsable Vredescentrum à Anvers - Belgique) : Seul l'avenir donne un sens au passé (Jacques Attali) (Commission «Musées») - Dietrich GOLDSCHMIDT (Directeur (ém.) Max-Planck-Institut für Bildungsforschung - Allemagne) : Möglichkeiten der Schule zur Mitgestaltung der Sozialisation junger Menschen bei der Bildung ihres Geschichtsbewußtseins : Der national-sozialistische Völkermord - ein Menetekel gegen jegliche Verletzung der Menschenrechte (Commission «Pédagogie») - Jean-Paul WIBRIN (Prof. histoire - Belgique) : La mémoire d'Auschwitz dans l'enseignement : pour une pédagogie de l'émotion ? (Commission «Pédagogie») - Perel WILGOWICZ (Membre de la Société Psychanalytique de Paris - France) : Approche psychanalytique des impasses de la mémoire. Retrouvaille de sens et transmission vivante (Commission «Aspects Psychologiques») - A. Willy SZAFRAN (Prof. de Psychiatrie, V.U.B. - Belgique) : Le deuil chez des rescapés d'Auschwitz : un processus interminable (Commission «Aspects Psychologiques») - Jean-Charles SZUREK (Chercheur au C.R.N.S. - France) : L'historiographie polo-

naise et la Shoah : aperçu de quelques problèmes (Commission «Histoire et Mémoire») - Stephanos ROZANIS (Auteur - Prof. visiteur Univ. Sorbonne - Grèce) : The impossibility of Art (Commission «Arts et Mémoire»).

ACTES III

Paul HALTER : Présentation des Actes III du Colloque. - Yannis THANASSEKOS : «Milieux de mémoire : Survivants et formation des Héritiers - Bilan et perspectives (Commission «Milieux de mémoire; Survivants/Héritiers»).

- Wilma VAN LEUR (Staflid Verzetsmuseum, Amsterdam - Pays-Bas) : Het Verzetsmuseum : tastbare herinnering (Commission «Milieux de mémoire; Survivants/Héritiers»).

- Claude SINGER (Docteur en Histoire - Université de Paris I - France) : L'image des juifs dans l'Univers concentrationnaire d'après les films de fiction (Commission «Cinéma»).

- Philippe ELHEM (Critique de Cinéma - Belgique) : Etude comparative des esthétiques de représentations des crimes et génocides nazis dans le cinéma de fiction (Commission «Cinéma»).

- David BARNOUW (Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie - Pays-Bas) : Anne Frank, de film : beroemd geworden door trivialisering ? (Commission «Cinéma»).

- Ilan AVISAR (Professor, Tel-Aviv University - Israël) : Holocaust Films and the Construction of National Memory : The case of the new German Cinema (Commission «Cinéma»).

- Barbara DISTEL (KZ-Gedenkstätte Dachau - Allemagne) : Orte der Erinnerung an die Opfer im Lande der Täter - Gedanken zur Arbeit an der Gedenkstätte des ehemaligen Konzentrationslagers Dachau (Commission «Musées»).

- Irmgard SEIDEL (Gedenkstätte Buchenwald - Allemagne) : Die Erarbeitung einer neuen Konzeption für die Gedenkstätte Buchenwald (Commission «Musées»).

- Paul M.G. LEVY (Président du Mémorial National du Fort de Breendonk - Belgique) : Le Mémorial National du Fort de Breendonk, établissement public autonome au service de la mémoire (Commission «Musées»).

- Gérard PRESZOW (Réalisateur - Belgique) : La transmission du récit (Commission «Arts et mémoire»).

- Angela GENGER (Direktorin Mahn- und Gedenkstätte/Düsseldorf - Allemagne) : Kunst und Erinnerung. Beispiele aus der Gedenkstättenarbeit (Commission «Arts et mémoire»).

- Jörg ESCHENAUER

(Professor der Politologie - Allemagne) : Das «bewusste historische Subjekt» : Illusionärer Traum oder erreichbares Ziel demokratischer Erziehung ? (Commission «Histoire et mémoire»). - Ann-Elisabeth JANSSEN (Germaniste - Belgique) : Art Spiegelman Maus. De strip als gedenkteken (Commission «Media»).

ACTES IV

Paul HALTER : Présentation des Actes IV du Colloque.
- Francine FOURNIER (Sous-Directeur général pour les Sciences sociales et humaines, UNESCO) : Allocution d'ouverture. - René RAINDORF (Amicale des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau - Camps et Prisons de Silésie - Belgique) : Mon expérience au Comité International d'Auschwitz (1944-1954-1965) (Commission «Milieux de mémoire ; Survivants et Héritiers»). - Hanna LEVY-HASS (Union des Combattants anti-nazis et Victimes du Nazisme - Israël) : L'essentiel sur l'Union dans le contexte d'Israël (Commission «Milieux de mémoire; Survivants et Héritiers»). - Harold MARCUSE (Prof. Dept of History - University of California - Etats-Unis) : Collective memories of the Nazi concentration camps in West Germany (Commission «Histoire et mémoire»). - Michael LÖWY (Directeur de recherches, C.N.R.S. - Groupe de Sociologie des religions - France) : La Mémoire d'Auschwitz et l'Ecole de Francfort (Commission «Histoire et mémoire»). - K. HESSE, F. DINGEL (Stiftung Topographie des Terrors. Internationales Dokumentations-und Begegnungszentrum Berlin - Allemagne) : Archäologie der Zeitgeschichte - das «Prinz-Albrecht-Gelände und die Dokumentation 'Topographie des Terror's in der Berliner Museen- und Gedenkstättenlandschaft' (Commission «Musées»). - Johannes BLUM (Enseignant - Belgique) : Répétez-le à vos enfants. La fonction des témoignages des survivants dans l'enseignement (Commission «Pédagogie»). - Thomas RAHE (Directeur - Gedenkstätte Bergen-Belsen - Allemagne) : Zur pädagogischen und wissenschaftlichen Arbeit der Gedenkstätte Bergen-Belsen (Commission : Musées). - Bernard FRUMER (Politologue - Belgique) : Sur quelques insuffisances inhérentes à la représentation cinématographique des crimes et génocides nazis (Commission «Cinéma»). - André STEIN (Psychothérapeute - Prof. de Sciences Humaines - Université de Toronto, Canada) : Humor and Irony in two films about the Holocaust (Commission «Cinéma»). - Jacques HASSOUN (Psychoanalyste, Ecrivain - France) : Nés de la destruction

(Commission «Aspects psychologiques»). - Philippe VAN MEERBEECK (Prof. - Président du Département Neuro-psychiatrie - Faculté de Médecine de l'Université Catholique de Louvain - Belgique) : En mémoire de moi (Commission «Aspects psychologiques»). - Serge CREUZ (Peintre, Créateur du Mémorial d'Auschwitz - Belgique) : Le mémorial d'Auschwitz. Scénographie au fond du piège. Un chemin de réflexion (Commission «Arts et mémoire»). - Edouard DELRUELLE (Chargé de recherches au F.N.R.S. - Université de Liège - Belgique) : Oubli et communication de masse. Quelques mécanismes de neutralisation de l'innommable (Commission «Médias»).

Les volumes VI et VII sont en préparation.

Prix par volume : **500,- Fb** + frais de port (Belgique : 50,- /Etranger : 100,-)

Vous pouvez obtenir Actes I, II, III, IV et V en versant :

- pour la Belgique, la somme de **550,- Fb** par volume (port compris) au compte n-310-0780517-44 - mention : Actes I, II, III, IV ou V.
- pour l'étranger, la somme de **600,- Fb** par volume (port compris) uniquement par mandat postal international - mention : Actes I, II, III, IV ou V.

Supplément au bulletin n° 44-45

Paul HALTER

Président de la

Fondation Auschwitz

Editorial

La nuit porte-t-elle conseil ?

Ces lignes, je les écris au milieu de la nuit. Insomnie. Pourquoi ? Est-ce le survivant ou le concentrationnaire en moi qui m'empêche de dormir ? Je n'en sais rien. Je pense à mon beau-père en tout cas. Nonante-deux ans. Il vit ses derniers jours, sinon ses dernières années dans un Home. On vient de lui rendre visite et il nous a démoralisés. Il s'accroche à la vie comme un diable en rendant les autres -toujours «ces autres»- responsables de ce qui lui arrive, de tous ses malheurs : les infirmières, les médecins, ses voisins de table, le personnel du home, sa famille, tous, tous les autres. Lui, c'est la victime. Il rouspète contre tout et contre tous. Tout lui est dû. Il a pourtant toute sa tête mais il est incapable de se remettre, ne fût-ce qu'un peu, en question. Il tyrannise son monde pour ne pas s'accepter comme il est et comme il est devenu : vieux et mal portant. Une technique aussi vieille que le monde sans doute. Mais pourquoi cela me tracasse-t-il à ce point ... pour m'empêcher même de dormir ? Est-ce parce que moi aussi j'ai vieilli ? Et «qui» a vieilli en moi ? Le survivant, sûrement ; il vieillit d'une année à l'autre, comme tout un chacun. Et le concentrationnaire ? Que se passe-t-il avec lui : lui, malheureusement ou heureusement, ne vieillit pas, il reste jeune, de cet âge précis qui lui a été brutalement volé le jour même de sa déportation. Tiens, c'est curieux. Je m'aperçois que je parle de moi à la troisième personne. Curieux mais significatif. C'est sûrement le cas pour nous tous, déportés. En fait nous avons deux âges. C'est cela aussi qui nous différencie des autres. Notre âge réel, celui que nous avons aujourd'hui, en 1994, c'est l'âge d'une exception, car exceptionnelle a été notre survie. Un âge presque fictif. Oui, fictif, et ce sentiment n'est pas toujours facile à vivre.

L'autre âge, celui du concentrationnaire en nous, est resté, en revanche, en état ... presque intact, bien que durement mis à l'épreuve. Mais il est toujours là et il nous dévisage de mille manières. Et c'est sans doute cet âge qui nous fait agir aujourd'hui, qui nous fait militer, dans notre Fondation et ailleurs, là où nous pouvons, pour actualiser le serment solennel que nous avons prononcé le jour de notre libération : «plus jamais cela !». Est-ce donc pour cela que je pense, si tard dans la nuit, à la vieillesse égoïste de mon beau-père ? Peut-être. L'égoïsme et l'altruisme, nous en savons un bout, nous, les concentrationnaires. Nous les avons connus à notre façon dans les conditions extrêmes des camps. Ils nous ont aidés à survivre dans un mélange impossible à imaginer en dehors des conditions du camp. Et dans une société «normale» mais malade comme la nôtre, comment faire, comment être ? Peut-être que la vieillesse de mon beau-père me fait penser un peu à l'état de notre société. Une société hantée par sa crise et malade de son égoïsme.

Hier, j'ai accompli moi aussi mon devoir électoral. Les résultats tombent et c'est la catastrophe que nous attendions tous. Les hommes politiques consentent que ce soit bien la crise, le chômage et l'exclusion qui font le lit de cette progression extraordinaire de l'extrême droite. Mais en matière d'initiatives concrètes et résolues - sur le plan social et économique -, c'est l'impasse et l'impuissance. Nous applaudissons l'engagement des partis démocratiques de refuser catégoriquement toute alliance avec les partis de l'extrême droite - c'est la Fondation elle-même qui a soumis aux formations démocratiques l'idée d'une telle «Charte pour la Démocratie» - mais cela ne suffit pas. Il faut des initiatives et des mesures concrètes pour réduire d'abord, supprimer ensuite les causes profondes qui alimentent le succès de l'extrême droite. Il faut se rendre à l'évidence : le vote sanction s'est instauré comme doctrine. On vote pour n'importe qui dans le seul but d'emmerder les autres. Si la crise économique profite aux puissants de ce monde - aux multinationales par exemple qui délocalisent pour mieux protéger leurs profits tout en laissant derrière elles ruines, désolation et désespoir -, la crise de la démocratie politique profite, elle, à l'extrême droite et à son discours haineux et démagogique. Hier encore, dans le métro un jeune homme s'est mis à crier : «Je meurs de faim ! Je n'ai plus de logement, je ne me lave plus. Je vous en prie, aidez-moi à survivre, empêchez-moi de devenir un voleur ou un bandit. Soyez généreux». Tous les visages tendus et fermés

des voyageurs manifestaient leur honte et leur impuissance. Quelle déchéance pour nous tous. La mendicité comme solution «politique» en l'absence précisément de toute politique. Et dans le même temps, le déploiement de l'humanitaire qui nous donne un merveilleux alibi à notre inertie générale. Un petit don par-ci, une petite participation par-là - à divers 48.81.00 et autres actions caritatives - et voilà de quoi calmer notre bonne conscience. C'est tout cela aussi - les fausses solutions et les vrais problèmes - qui explique les votes d'extrême droite.

Et que peut faire, dans un tel contexte, une petite Fondation comme la nôtre ? Peu de choses sans doute. Pessimiste ? Comment ne pas l'être. Et pourtant, le vieux survivant et le jeune concentrationnaire que je suis dans cette nuit sans sommeil, ne démissionnera jamais. Et je suis persuadé que tous nos compagnons de nos combats d'hier et d'aujourd'hui pensent de même.

Survivre ou la mémoire blanche

Pièce en 18 tableaux
de Adolphe Nysenholc

Table Ronde au Théâtre-Poème (Bruxelles)

A l'occasion de la présentation de la pièce d'Adolphe Nysenholc au Théâtre-Poème du 24 janvier au 5 février 1995, nous publions ci-dessous des extraits d'une Table ronde qui s'est tenue à ce sujet le 15 février 1993 à la suite de notre Congrès international de novembre 1992. Cette Table ronde fut animée par le Professeur Arthur Willy Szafran.

(*) Professeur à la VUB et à l'ULB,
spécialiste de Céline

A.Willy Szafran*,

Survivre ou la mémoire blanche, c'est, nous dit l'auteur, l'histoire d'une mère morte à Auschwitz, et dont l'âme revient près d'un demi-siècle plus tard... retrouver son fils ! La mère est comme avant, jeune, bloquée dans l'année de sa mort : et donc pleine d'allant et de verve. Plus la jeune mère manifeste sa joie de vivre, plus le fils, qui a vieilli, lui, est déprimé, plus mort que vif, travaillé par le complexe du survivant. Et, la mère houspille le fils, se mêle de ses amours, le perturbe dans son existence...

L'émotion y est distanciée continuellement par de l'humour. C'est un exorcisme. L'humour qui permet de survivre est une victoire sur les forces du néant.

Survivre ou la mémoire blanche, se situe dans la tradition du dibbouk, qui est la thématique de la possession démoniaque dans la mythologie juive.

Le dibbouk est l'âme des morts qui investit la personne des vivants, des survivants.

De nombreux travaux psychanalytiques ont été consacrés à la possession, laquelle était mise dans le cadre des névroses hystériques comme traduction au niveau de la psychopathologie individuelle des malaises de la société. D'où l'apparition d'hystéries collectives, comme c'était le cas du couvent des Soeurs Ursulines à Loudun, phénomène qui a été analysé de façon extrêmement intéressante par Michel de Certeau sous l'angle socio-historique. Les relations entre l'histoire des religions, certains malaises dans la société et leur traduction dans le cadre de la psychopathologie individuelle sont extrêmement passionnants. Mais certains appelleront réductrice, l'approche psychanalytique. Il y a d'autres approches, littéraire, dramaturgique, qui sont certainement plus riches et qui font davantage ressentir ce qu'il y a de mystérieux dans une thématique qui a des caractéristiques universelles.

Ainsi, Yannis Thanassekos, directeur de la Fondation Auschwitz, envisage la thématique du dibbouk de *Survivre ou la mémoire blanche* dans la perspective de la transmission. Micheline Weinstock, présidente de la Maison de la culture juive, proposera la lecture d'une psychothérapeute, spécialiste par ailleurs du psychodrame de Moréno.

Yannis Thanassekos*,

* Directeur de la Fondation
Auschwitz

Cette pièce a été pour moi très importante. Et même révélatrice dans la mesure où elle m'a éclairé sur certaines questions que je me suis posées dans et à travers le Congrès que nous avons organisé en novembre 1992 sur les supports de la mémoire des crimes et génocides nazis. En effet, *Survivre ou la mémoire blanche*, a été présentée dans le cadre de ce Congrès de même qu'elle a donné lieu à une publication dans notre *Bulletin Trimestriel*. Au terme de cette Rencontre internationale, je crois pouvoir dire que je perçois désormais comme plus ou moins résolues une série de questions relatives aux rapports complexes qu'entretiennent sur ce terrain, l'histoire d'une part comme discipline particulière et la mémoire de l'autre comme représentation individuelle ou collective de ces événements et expériences historiques extrêmes. Je me réfère ici plus précisément aux questions relatives à la singularité historique de cet événement, au statut des témoignages des survivants, au caractère dit indicible du contenu de l'expérien-

ce concentrationnaire, aux aspects inaudibles ou incommunicables de l'expérience vécue dans les camps etc, etc. En revanche, ce même Congrès m'a donné la possibilité de constater qu'il y a toute une série d'autres problèmes dont la compréhension reste en suspens. Et parmi ceux-ci, il y en a certains que la pièce *Survivre ou la mémoire blanche* m'a permis précisément d'éclaircir, du moins sur quelques points. Il s'agit notamment de certains problèmes relatifs aux mécanismes de la transmission de la mémoire.

Pour mieux définir le type de problèmes que soulève à ce propos la pièce de Nysenholc, je proposerais une distinction que m'inspire le texte même de celle-ci. Une distinction entre ce que j'appellerais une «*mémoire exclusive*» d'une part et une «*mémoire partageable*» de l'autre. Je vous sou mets cette suggestion comme une autre lecture possible de la pièce. La «*mémoire exclusive*» se rapporte à des expériences de vie personnelles, familiales ou d'appartenance en tout cas à un groupe ou à une communauté. La «*mémoire partageable*» est en revanche une mémoire qui se donne pour projet de transcender les expériences de vie personnelles, familiales ou communautaires, pour acquérir la dimension, je dirais, d'une sorte de représentation dans laquelle pourraient se reconnaître et s'identifier des collectivités plus larges, extérieures dans le temps et dans l'espace, à ces expériences elles-mêmes. Une mémoire en quelque sorte socialisée ou socialisable qui permet l'intégration de sa signification dans la conscience de soi. Je crois que la transmission de ces deux types de mémoire obéit à des mécanismes fort différents, des mécanismes qu'on aurait intérêt à élucider si l'on veut que mémoire demeure.... Ce qui se donne à lire et à voir à travers la pièce riche et dense que nous propose notre ami Nysenholc, ce sont précisément les fonctions ô combien complexes de la transmission d'une mémoire exclusive. C'est-à-dire d'une transmission par filiation, par appartenance organique pour ainsi dire à une expérience singulière. Je prends cette pièce comme le lieu où prennent corps et se font voir les mécanismes mais aussi les problèmes propres de ce type de transmission filiale, comme la scène où l'on peut en faire la topographie, d'un «tableau» à l'autre. J'ignore si ce qui se joue dans cette pièce est bien de l'ordre de l'expérience personnelle de l'auteur. Si tel est le cas, alors il faudrait chercher, pour ce qui est de l'analyse du texte, du côté des termes du pacte autobiographique qui l'a produit. Ce qui se joue dans ce type de transmission est proprement hallucinatoire, mais est-il aussi partageable ? C'est un

domaine extrêmement complexe en soi et fort délicat aussi pour tous ceux qui, sans avoir eu cette expérience personnelle, c'est-à-dire sans être descendant d'un disparu ou d'un survivant, sont sollicités à en parler.

Micheline Weinstock *

(*) Présidente à cette époque de la Maison de la Culture Juive

J'ai été très émue par la lecture de cette pièce. Je crois que mon émotion va surtout quant à la démarche de l'auteur, à savoir finalement comment sortir de cette mémoire blanche. Il s'agit d'une quête identitaire.

Déjà rien que le titre *Survivre* évoque en premier lieu la souffrance, la proximité de la mort. D'un accidenté, on dit qu'il survit. On peut aussi survivre après la perte de quelqu'un. C'est le cas du Fils. Mais en même temps, «survie», c'est au-delà de la vie, et un mort peut ainsi continuer à vivre dans la mémoire de quelqu'un. La thématique propre à la pièce est bien le dibbuk. C'est l'âme de la Mère déportée à Auschwitz, qui hante le fils.

Ensuite, le sous-titre, la mémoire blanche, fait penser à avoir un blanc, un trou de mémoire. Comme ces étudiants qui ne se souviennent plus de rien. C'est sous le coup de l'émotion, une perte de mémoire qui est momentanée. On associe aussi avec nuits blanches, le fait qu'en elles, il n'y a ni sommeil, ni rêves. Et l'insomniaque erre quelque part vide comme un fantôme.

La mère, c'est en quelque sorte la vie, c'est elle qui donne la vie, qui transmet, qui est la fidélité, mais à quelle mémoire puisqu'elle est ici blanche...?

Une scène que j'ai trouvée très intéressante, très émouvante, c'est lorsque la mère apparaît coquette en train de se maquiller dans le miroir, elle dicte à son fils une recette de cuisine de la tradition ashkenaze. On sait à quel point la cuisine est très importante par les souvenirs qu'elle évoque, par les odeurs, par toutes les sensations qu'on peut avoir. Et alors, là, il y a cette chose extraordinaire. La recette commence par 7 oeufs. L'oeuf c'est rond, c'est la continuité, c'est la vie. Mais ce sera immangeable : cela aura carbonisé. A ce moment intervient le rabbin qui est également traiteur, et il apporte 7 kilos de «gefilte fisch» et 7 kilos de «geakte leber». Alors si le goût de la nourriture, la tradition, c'est le rabbin qui l'apporte, se substituant à la mère, c'est lui le référent ou l'impossible continuité. En hébreu le 7 est représenté par la lettre 'zaïn', comme 'zakhor' (souviens-toi). Il y a

aussi la shiva, qui sont les 7 jours de deuil. De manière générale, le 7 évoque la mémoire, la fin d'un cycle, mais aussi le ressourcement (le shabbat est le 7^{ème} jour de la semaine).

Le fils conteste la mémoire de la mère, hanté par elle, et c'est elle la mémoire de la Shoah. On a voulu détruire un peuple, nier son essence même. Le deuil infini qui s'en est suivi a comme seul objet cette impossibilité d'existence, et on la trouve présente aussi bien dans la deuxième que dans la troisième génération de l'après-Shoah.

Un très beau passage dans le texte montre la mère comme vampire, qui est donc à rejeter, comme le fils se rejette lui-même. Et on peut se poser la question, comment peut-on exister si à un moment donné on n'a pas eu droit à cette existence; ce qui renvoie à la politique nazie d'anéantissement.

La pièce est traversée d'un blanc de mémoire. D'où l'importance tout au long du texte de vestiges comme des mots de vocabulaire yiddish, des éléments de cuisine, des sensations aussi, qui sont tellement importants pour reconstruire peut-être cette identité juive sur des bases plus émotionnelles que culturelles. Et finalement pouvoir peut-être quitter l'errance, l'errance d'une mémoire morcelée par la Shoah. «Le temps est comme les nazis, disait la mère. Il ne laissera aucune trace». Il faut donc avoir le courage de vivre le jamais vécu, et par-delà il y a urgence de renouer avec la culture et la tradition.

Docteur en philosophie et lettres,
spécialiste de Proust

Eliane Boucquey*,

Il y a eu une première lecture que j'ai entendue à l'ULB et puis une seconde au Goethe Institut. Je crois qu'Adolphe Nysenholc a beaucoup travaillé le texte entre les deux. De toute façon, la première fois, j'avais l'impression d'être extérieure au texte, en ce sens que j'étais moins émue que fascinée. J'étais fascinée comme je peux l'être par les trous noirs, c'est-à-dire par quelque chose de très très dense. J'ai senti que c'était très fort, très ramassé sur soi-même, mais je n'y entrais pas, j'étais là en-dehors du texte.

Et la deuxième fois, j'ai été émue dans ma personne à moi, j'étais vraiment entrée dans le texte. Du point de vue de l'écriture, quelque chose avait changé. La première fois se vivait intensément, la deuxième fois j'avais l'impression de pouvoir y pénétrer, la profondeur de l'expérience était traduite, plus transposée en de petites scènes.

Celle qui m'a beaucoup touchée, c'est celle du téléphone. La mère qui a réincarné son fils téléphone dans le monde entier pour lui trouver une épouse, et en fait arrive une note épouvantable et le fils est fort ennuyé. Evidemment c'est plein d'humour. Moi qui suis extérieure à cette mémoire exclusive, -je n'ai pas dans ma famille des gens qui ont été touchés par la Shoah,- je suis entrée par là. Du point de vue littéraire... je rentrais dans une situation simple, sous laquelle je sentais une angoisse profonde. Je la partageais si bien la deuxième fois que pendant toute la pièce, - là je crois que la deuxième version touchait peut-être plus à l'universel, - pendant tout le temps, j'avais le sentiment d'avoir ma mère à côté de moi. C'est-à-dire que cette sorte de revenante, en fait c'était finalement tous nos disparus ; enfin moi j'avais l'impression que ma mère était là et je n'avais pas envie de rire alors que tout le monde riait autour de moi.

Depuis lors, je me repose cette question animiste qui est dans le dibbouk, ou dans les contes de fées. C'est quelque chose que notre rationalisme refuse. Sans doute parce que nous n'avons pas de réponse. Mais, au moment où on perd quelqu'un, c'est quand même ce qui remonte des tréfonds de soi. Il y a ce refrain de Villon, «Mais où sont les neiges d'antan ?» C'est-à-dire qu'on est travaillé par cette interrogation : «Où est-il ? Est-il encore ? Il doit être est néant, mais je n'en suis pas si sûr». Proust croit aussi que tout est néant, mais malgré tout il y a des résurgences d'animisme, quand il dit «très raisonnable» la croyance des Celtes que ceux qui ont disparu habitent dans les arbres et vont peut-être ressusciter. Et depuis, je pense souvent quand il m'arrive quelque chose, «Tiens, est-ce que quelque chose de ma mère ne serait pas là pour m'habiter ?», et pour moi c'est pour m'amener du bonheur.

A ce propos, dans le texte, il me semblait qu'il y avait une sorte de dualité, un glissement tout le temps du dibbouk à la psychanalyse. Au moment où on chasse du fils l'âme de la mère, c'est comme si on chasse la névrose. Dans le dibbouk, raconté dans la pièce, une jeune fille a eu un amoureux, il est mort, il est venu s'incarner en elle, il vit en elle mais elle s'est mariée. Et son mari entend cette voix d'homme qui parle, il est tellement fâché, jaloux, qu'il répudie sa femme. L'âme de l'amant trouve cette astuce de s'incarner cette fois dans son rival qu'il déteste. Du coup, très heureux, il passe avec la femme des nuits merveilleuses. Mais, à l'opposé de ce conte, qui met la pièce en abîme, la

pièce, elle, s'arrête à la répudiation. On chasse la mère hors du corps du fils. Si j'avais dû continuer la pièce, il me semble que j'aurais incarné la mère dans l'Amie, ce qui aurait été plus dans la tradition des légendes anciennes, tout se serait terminé de façon heureuse.

A. Willy Szafran,

Il s'agit effectivement d'une pièce qui se situe dans la filiation du dibbouk et de la possession, mais qui n'a rien à voir avec la psychanalyse. Le rapport avec la psychanalyse est tout autre. Déjà dans son article intitulé «Une névrose démoniaque au 17^{ème} siècle», -où analysant la possession démoniaque au vu d'un cas de possession qui avait eu lieu en Basse Autriche, à Pottenbrunn, d'un peintre - Freud fait très nettement les rapprochements entre la démonologie et la névrose telle qu'on l'entendait au début de la psychanalyse. La possession démoniaque étant pour les psychanalystes les pulsions internes plus ou moins inconscientes, et conflictuelles, que nous estimons ne pouvoir contrôler. D'où la croyance, «Ils sont possédés par le diable». Mais, il n'y a pas d'autre rapport entre la psychanalyse et les phénomènes de possession. La psychanalyse est un instrument d'approche et propose une interprétation.

Au Dr Dietrich Sturm je demanderai ce qui dans la pièce l'a déterminé à organiser la lecture au Goethe Institut.

* Directeur du Goethe Institut Brüssel

Dr Dietrich Sturm*,

On avait préparé une série de manifestations autour du sujet du Yiddishland. Cette série était associée au Congrès international sur le génocide nazi de la Fondation Auschwitz. On avait prévu des films, une exposition de photos du Shtetl de Pologne avant la deuxième guerre mondiale, avant le génocide et on a eu la proposition de cette pièce de Adolphe Nysenholc. J'ai lu le texte. Mes collaborateurs et moi avons trouvé que cette pièce entrait parfaitement dans le cadre, dans la philosophie de cette série. On voulait d'un côté traiter l'Holocauste et d'un autre côté faire hommage à la culture juive en grande partie disparue à cause de l'Holocauste. Ce sont les deux aspects qui sont présents dans la pièce de Adolphe Nysenholc. Ainsi, par le thème du dibbouk, il y a l'aspect traditionnel de l'oeuvre. N'oublions pas que *Le Dibbouk* de Anski était une des pièces les plus

jouées du théâtre juif. Et on était très heureux d'avoir la possibilité de présenter avec Adolphe Nysenholc cette pièce.

Mais il y a aussi un côté personnel. En lisant le texte, j'ai constaté que jusque-là, je n'avais pas assez réfléchi sur la situation des fils et des filles des victimes et des survivants. On a toujours parlé des rescapés, mais très peu des fils, et très peu de la troisième génération, des jeunes Juifs de maintenant. Et ce sont eux qui sont dans une situation extrêmement difficile en Allemagne actuellement, après Rostock ; eux à qui s'est posée la question si on peut rester ou non en Allemagne. Alors cette problématique, «de quelle façon les morts dérangent les survivants», m'a énormément intéressé.

Par ailleurs, pour moi, l'humour a une forte signification personnelle. Jeunes adolescents, on a été profondément choqué quand on a appris ce qui s'était passé... Et après on a eu en Allemagne la possibilité de lire le livre de Lansmann (?), *Der Yiddische Witz*. Et c'était avec la lecture de ce livre qui était très connu à cette époque qu'on pouvait parler d'une façon «normale», qu'on pouvait prononcer le mot juif sans avoir peur de s'associer aux bourreaux. Je me souviens, on était un groupe de jeunes qui a passé une nuit dans une auberge de jeunesse, on a raconté une bonne partie de la nuit ces blagues de Lansmann (?). Et c'est après qu'on a été capables de parler en groupe dans l'obscurité des camps de concentration et du génocide. Donc, pour moi, c'était une question fondamentale : quelles sont les possibilités de l'humour d'ouvrir une autre voie de réflexion, et qui serait affective, littéraire.

A. Willy Szafran,

C'est effectivement extrêmement parlant de voir la place de l'humour dans la pièce d'Adolphe Nysenholc, place qui a été grandissante dans les versions successives. Eliane Boucquoy et Micheline Weinstock ont insisté sur l'importance de la 2^{ème} lecture quant à leurs réactions émotionnelles. C'est pourquoi, je poserai la question à Françoise Deville, qui a lu deux versions, celle d'il y a trois ans et celle parue dans le Bulletin de la Fondation Auschwitz, ce qu'elle pense de la place de l'humour dans la version définitive.

Françoise Deville *

Je suis d'autant plus frappée que j'ai été amenée à lire 59 textes de jeunes auteurs juste avant de relire le texte d'Adolphe Nysenholc. Et j'étais complètement catastrophée, parce que je m'apercevais que non seulement il n'y avait pas en eux d'humour, mais ce que les gens évoquent pour l'instant - des gens qui écrivent entre 25 et 50 ans, - c'est terriblement sordide, et je mâche mes mots, c'est terriblement désespérant. Et en lisant ce texte-ci, -j'avais donc terminé la lecture des 59, - ça m'a vraiment fait du bien, parce que je me suis rendu compte qu'il y avait moyen d'évoquer des choses terribles avec une certaine distance, voire une autodérision. L'humour est très important.

Une autre chose m'a fort touchée aussi, c'est le rappel de l'âme, le rapport à la mère. Mais l'âme, c'est quoi ? C'est la tradition, la langue, l'histoire, la tradition culinaire, la religion... Et ce qui m'a surprise, c'est qu'à un certain moment, lui veut rejeter ces choses, tout simplement parce qu'il n'a peut-être pas été éduqué dans cette tradition, même s'il sait quelles sont ses origines. Elle se fâche contre lui, et lui dit «Mais alors, tu vas accepter l'assimilation.» Pour elle c'est l'horreur. Je trouve que ce texte est très contemporain, il y a beaucoup de choses qui parlent aujourd'hui. Les jeunes Maghrébins vivent aussi ce problème d'assimilation.

Mais ce qui me semblait important, c'est justement cette âme à laquelle la mère fait référence, je pense qu'on en manque cruellement aujourd'hui. Et je ne veux pas faire de la philosophie à 50 centimes, mais ça m'a fait du bien, parce que c'est un texte qui mène aussi à une réflexion. Qu'est-ce qu'une âme aujourd'hui ? Je ne sais pas.

A. Willy Szafran,

Merci pour cette lecture de la pièce d'Adolphe Nysenholc, non seulement dans son évolution, mais aussi par rapport aux pièces qui s'écrivent actuellement.

Frédéric FICHEFET

Collaborateur à la
Fondation Auschwitz

Rencontre audiovisuelle internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis (*)

Les 16, 17 et 18 septembre s'est déroulée à Paris, au Palais du Luxembourg, une «Rencontre audiovisuelle internationale sur le témoignage des rescapés des camps de concentration et d'extermination nazis» co-organisée par la Fondation Auschwitz et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation de Paris.

Des équipes du monde entier ont ainsi pu se retrouver pour la toute première fois et échanger ce qu'elles n'avaient jamais eu l'occasion de faire avant : leur point de vue, leurs méthodes de travail et leur expérience. Dix-huit équipes étaient ainsi présentes représentant dix pays différents : Allemagne (quatre équipes), Angleterre, Australie, Belgique, Brésil, États-Unis (deux équipes), France (quatre équipes), Israël (deux équipes), Pologne et ex-Yougoslavie.

Depuis le début des années quatre-vingt et le développement grandissant de ce type d'enregistrements audiovisuels, les contacts furent rares si pas inexistantes entre les différents projets. Il faut certes mettre en exergue la fougue du Professeur Geoffrey Hartman, responsable du Fortunoff Video Archive for Holocaust Testimonies de l'Université de Yale, qui pendant ces années, parcourut le monde afin de créer des Antennes un peu partout et notamment en Belgique avec le concours de la Fondation Auschwitz. D'autres institutions tel le Yad Vashem ont également tenté de promouvoir ce type de programme. Mais, en dépit de cette

(*) Palais du Luxembourg - Salle Médicis - Paris, les 16, 17 et 18 septembre 1994

prolifération, la plupart des projets restaient cloisonnés. Il était donc plus que temps (car le temps passe vite pour accomplir ce que nous nous sommes promis de réaliser) que ces équipes se rencontrent. Et ce but se suffisait amplement à lui-même : pouvoir enfin se connaître et se reconnaître.

Trois jours, c'est beaucoup pour faire connaissance mais bien peu pour pouvoir se parler, débattre et conclure. Bien peu pour pouvoir prendre le recul nécessaire, analyser nos propres difficultés et extraire les bases d'une collaboration future. Collaboration nécessaire si nous voulons que l'ensemble de ces archives orales puisse un jour être rassemblé et compulsé par les chercheurs (qu'ils soient historiens, sociologues, psychologues, psychanalystes, enseignants, etc.) de demain.

Les journées de la Rencontre ont donc permis aux différentes équipes d'exposer une brève présentation de leur travail et de l'illustrer par des extraits vidéo (une intervention de plus ou moins quarante cinq minutes, extraits compris, complétée par un quart d'heure de questions pour compléments d'information). Pour rappel, les thématiques de la Rencontre proposées par les organisateurs étaient les suivantes :

- Présentation d'un bref bilan sur l'archivage déjà effectué (nombre d'interviews, d'heures d'enregistrement, type d'archivage, mode de conservation, etc.).

- Procédure et méthodologie des interviews (préparation et forme des interviews, rôles des interviewers, collecte de données, lieux d'enregistrement, etc.).

- Exploitation des matériaux bruts et perspectives d'avenir (montages pédagogiques, indexation des matériaux, etc.).

- Autres pistes et perspectives de mise en oeuvre des matériaux recueillis.

Ces buts n'ont évidemment pu être atteints que de façon inégale mais nous ont permis une large approche du problème. Nous avons ainsi pu constater que sur base des enregistrements de témoignages (du moins ceux qui nous ont été présentés), une multitude d'objectifs sont poursuivis par les diverses équipes. Les buts de la Rencontre étaient peut-être suffisamment larges pour permettre l'expression d'une telle diversité et il me semble intéressant d'y revenir

brièvement. En effet, elle témoigne non seulement de l'histoire particulière des «milieux de mémoire» auxquels chacun d'entre nous se sent intimement lié mais également de la difficulté que nous aurons dans l'avenir à «comparer» ces différents documents. Enfin, cette diversité atteste peut-être d'un certain manque de réflexion (conscient ou inconscient) sur l'exploitation future de ces documents ce qui expliquerait sans doute l'état actuel de leur accumulation quelque peu incohérente.

Certains intervenants ont ainsi mis l'accent sur la nécessité de présenter des témoignages «propres», c'est-à-dire significatifs du fait historique. Pour cela, ils ont déterminé un échantillon spécifique de témoins représentant la variété de la déportation et établi un programme de réalisation global (critères techniques, esthétiques, historiques, etc.). Les interviews ainsi collectées sont nettoyées de leurs «scories» (temps morts, redites et interventions du réalisateur) afin d'être les plus aptes à la vision.

D'autres équipes ont par contre mis l'accent sur la nécessité d'enregistrer le maximum de témoignages possibles afin que la «totalité» des expériences des survivants soit représentée et enregistrée. Dans ce cas, la facture des images montrées propose un plus large éventail. Le hasard et la subjectivité s'immiscent de manière plus voyante et le dispositif se relâche pour faire apparaître la réalité de l'enregistrement. Si le témoin reste bien évidemment le sujet de l'interview, l'interviewer et le cameraman font partie intégrante de l'entretien. On y sent une plus grande subjectivité mais également une maîtrise toute relative : la place et la distance de l'interviewer (autant physique que psychologique) n'est pas clairement définie, la caméra peut parfois être actante (mais cela n'est pas une généralité), la direction de l'entretien varie selon le témoin, le lieu de l'interview se déplace, etc. Comme si les questions posées par les enregistrements audiovisuels des survivants n'avaient pas été totalement résolues (Pourquoi ? Pour qui ? Comment ?).

S'assignant d'autres objectifs, d'autres équipes ont par contre totalement résolu ces questions. Pour des motifs géographiques et historiques, leur but est avant tout de conserver le témoignage des représentants de la communauté juive afin que les générations futures se souviennent. Les témoignages se doivent donc de raconter le plus largement possible ce que chacun a vécu dans l'enfer des camps de

concentration nazis. L'interviewer devient le complice de l'entretien, soit qu'il soit lui-même un survivant, soit une personne se reconnaissant dans l'expérience vécue. Le résultat d'une telle démarche est qu'elle se suffit amplement à elle-même et qu'elle répond aux besoins énoncés : garder la mémoire afin que l'identité de la communauté soit préservée.

Enfin, pour terminer ce bref aperçu (aperçu qui ne se veut absolument pas exhaustif des différentes équipes présentes à la Rencontre), il faudra remarquer quelques projets plus particuliers où l'enregistrement des témoignages «n'est que» le moyen de parvenir à des fins particulières telles que la réalisation d'un projet audiovisuel autonome, qu'il soit cinématographique ou télévisuel. Ici, l'intérêt n'est plus fixé sur le passé d'une expérience «inracontable» (c'est à dire le contenu d'une épreuve extrême) mais plutôt sur le présent d'un récit, d'une réalité, le corps du «film» étant sensé nous ramener aux origines de l'expérience.

On a senti, au cours de ces trois jours, les tensions que pouvaient provoquer ces différentes approches d'une même pratique. Malheureusement, le temps imparti fut trop bref pour nous permettre de rentrer dans un vrai débat d'idées (d'idéologies ?). Le futur nous l'accordera sans doute, les contacts étant à présent établis.

Je me permettrai cependant de revenir sur un point critique, un petit malaise qui couva tout au long des interventions, à savoir l'exploitation des témoignages. Plusieurs intervenants se trouvaient en effet quelque peu gênés au moment de la présentation de leurs extraits vidéo. Ils évoquaient justement que ce n'était que des extraits, qu'ils étaient organisés mais pas vraiment et montés pour la facilité de la présentation mais de manière objective, c'est-à-dire selon le discours chronologique du récit et non d'après un sens idéologique. Toutes les précautions étaient ainsi prises pour évacuer le sens que la projection de ces extraits de témoignages auraient pu produire *en plus* du témoignage lui-même. A contrario, lorsque des esquisses de films étaient projetées (lorsque l'agencement des plans laissait sentir des coupes autres que des coupes chronologiques dans le discours), les questions fusaient : pourquoi tel choix, tel plan ...?

Il est intéressant de noter que si nous engrangeons les enregistrements de témoignages des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis, nous ne savons

pas très bien comment nous y prendre pour les montrer, nous ne savons même pas très bien si nous devons les montrer. Cela tient peut-être du fait qu'à l'heure actuelle, nous ne connaissons pas encore très bien la nature de ces images et des récits qu'elles véhiculent. Ces témoignages sont-ils une preuve historique ? Une source historique ? Scientifique ? Pédagogique ? Du cinéma ? De la télévision ? De l'histoire orale ? Un peu de tout sans doute, mais pas vraiment non plus... Un nouveau type de «représentation» comme l'a évoqué M. Hartman ? Notre circonspection est certes totale quant aux types d'images que nous produisons. Le souci d'objectivité et l'attention constante que nous apportons aux détails de la prise de vue audiovisuelle ne peut que nous honorer face aux délires du spectacle télévisuel actuel. Mais il ne faudrait pas non plus feindre la fausse objectivité. Ces témoignages nous parlent autant d'hier que d'aujourd'hui et gommer la présence du présent, c'est d'une certaine manière mentir sur le passé. Un jour, il nous faudra montrer ces documents, franchir le Rubicon de l'indicible pour nous confronter vaillamment aux buts que nous nous sommes fixés.

Le dernier jour de la Rencontre devait permettre une large discussion générale permettant de confronter les méthodologies et les objectifs poursuivis par les différentes équipes. Par ailleurs, ce fut également l'occasion pour les observateurs quelque peu frustrés par le silence dans lequel ils étaient confinés depuis deux jours (dû au nombre important d'équipes représentées et de la masse d'informations qu'elles avaient à se transmettre) de s'exprimer et d'enrichir la discussion. Mais le sujet était sans doute trop riche, trop pressant, pour pouvoir s'épuiser en une journée. Très rapidement, il fut donc décidé de se revoir au plus vite et d'établir des contacts suivis entre nous afin de mettre sur pied un bureau de liaison entre les différents projets chargés de coordonner nos initiatives.

En guise de conclusion, Monsieur Philippe Poncin, de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) en France nous a entretenus de quelques notions techniques se rapportant à la conservation et à la pérennité des images vidéo. Il serait vain de résumer en quelques lignes l'avenir et la guerre furieuse que se livrent les différents constructeurs de supports audiovisuels. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que les cassettes vidéo que nous stockons (pas toujours dans les meilleures conditions) ont une durée de vie limitée et que d'ici peu de temps, il faudra les transcrire sur

d'autres «standards». A l'heure actuelle, il est encore hâtif de lui donner un nom...

Pour la clôture des débats, Madame Francine Fournier, sous-Directrice de l'UNESCO, Madame Marie-Claude Vaillant-Couturier, Présidente de La Fondation pour la Mémoire de la Déportation et Monsieur Paul Halter, Président de la Fondation Auschwitz, ont tenu à rappeler combien ces témoignages étaient capitaux pour la connaissance d'une mémoire qui ne doit jamais s'effacer de nos souvenirs. Avec beaucoup d'émotion, ils nous ont encouragés à continuer ce travail de longue haleine.

Je m'en voudrais pour conclure de ne pas avoir une pensée pour les témoins qui inlassablement nous prêtent leur temps, leur visage et une partie de leur douloureuse expérience. C'est avant tout pour eux que nous devons sans relâche balayer du regard le champ de ces années d'outrage afin que jamais le son de leur voix ne s'éteigne.

Toutes les équipes présentes ont vivement souhaité que les Actes de cette importante Rencontre paraissent le plus vite possible. Les deux Fondations organisatrices se sont chargées de mener à bien ce travail et espèrent les publier au début de l'année prochaine.

Informations

• **Hommage à Léon Reiss**

La Fondation Auschwitz a rendu un dernier hommage à notre cher ami Léon Reiss, décédé le 16 octobre 1994, porte-drapeau modèle de notre Amicale et membre actif de notre Comité. Beaucoup de membres avaient répondu à notre appel et l'ont accompagné à sa dernière demeure. Une jeune fille, Joëlle, avait repris la hampe de notre noir étendard et notre ami Charles Van West n'était pas peu fier de l'avoir recrutée. Jacques, Richard, Henri, David, Pierre, Paul et le soleil étaient présents. Sois tranquille Léon, nous continuons ta lutte, personne n'avait un si prestigieux parcours. Tu as été de toutes les luttes antifascistes.

Paul HALTER

• **Services pédagogiques**

Comme chaque année, la Fondation Auschwitz propose ses multiples services aux établissements scolaires du secondaire. En cette année commémorative du cinquantième anniversaire de la libération des camps, nos services peuvent prendre place dans la campagne «Démocratie ou Barbarie...Cinquante ans après» du Ministère de l'Education et de l'Audio-visuel, Monsieur Philippe Mahoux. La Fondation Auschwitz participe à ce projet en tant que partenaire au Comité d'accompagnement de cette campagne (la brochure ministérielle peut être obtenue auprès du Ministère de l'Education*). Nous profitons de cette occasion pour vous présenter ci-après la liste des services pédagogiques que nous avons fait parvenir aux établissements scolaires :

* Ministère de l'Education, Coordination pédagogique «Démocratie ou Barbarie... 50 ans après». Place Surllet de Chokier, 15-17 à 1000 Bruxelles. Tél. : 02/221.88.03 ou 02/219.91.54. Fax : 02/221.89.42.

1 - Encadrement

La Fondation Auschwitz met à la disposition des établissements scolaires et des enseignants sa documentation ainsi que les compétences de ses collaborateurs scientifiques et administratifs pour la préparation et l'encadrement des différents projets proposés par les établissements scolaires. En outre, elle met tout en oeuvre pour que des survivants des camps de concentration et d'extermination puissent apporter leur témoignage vivant dans les classes qui en font la demande. Il s'agit d'un service pédagogique inestimable par l'émotion et la véracité qui se dégagent de ces témoignages.

2 - Dossier pédagogique

La Fondation Auschwitz a fait paraître un important dossier pédagogique intitulé *Auschwitz et le Troisième Reich* en collaboration avec l'Organisation des Etudes du Ministère de l'Education et de la Recherche scientifique de la Communauté Française de Belgique.

Il s'agit d'un instrument pédagogique indispensable aussi bien pour les enseignants d'histoire que de morale. Il comporte une très riche documentation, une chronologie et des indications bibliographiques.

Cet ouvrage peut être obtenu au prix de 250 francs, augmenté de 60 francs de frais d'expédition, au Centre Technique de l'Enseignement de la Communauté Française, route de Bavay, 2B à 7080 Frameries (Tél : 065/66.73.22 - 67.62.61 - Fax : 065/66.14.21).

3 - Des conférences pédagogiques

La Fondation Auschwitz organise à la demande des préfets, directeurs et enseignants des conférences animées par des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis ainsi que par les collaborateurs scientifiques de la Fondation. Différents thèmes peuvent être abordés, tels que : le fascisme, la déportation, les génocides nazis, le racisme, l'antisémitisme, etc. Elles peuvent être suivies d'un débat avec les élèves et les enseignants.

4 - Exposition pédagogique sur «L'Univers concentrationnaire et la politique nazie d'extermination dans leur contexte historique 1914-1945»

Cette exposition que la Fondation met à la disposition des établissements scolaires qui en font la demande com-

porte ± 250 documents et leurs légendes sur les moments les plus importants de notre récente histoire : le premier conflit mondial, la République de Weimar et ses crises, la grande Dépression, la montée des fascismes en Europe et la Seconde Guerre mondiale - les multiples causes et les processus complexes qui ont conduit à l'une des plus grandes catastrophes de l'histoire : l'Univers concentrationnaire et les génocides nazis.

5 - Voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau

La Fondation Auschwitz organise annuellement un voyage d'étude prioritairement destiné aux enseignants d'histoire, de religion, de morale et de sciences humaines, qui bénéficient à ce titre d'une réduction de 50 % sur le prix global du voyage (tous frais compris). Il comporte outre la visite détaillée du camp d'Auschwitz-Birkenau, l'organisation sur place de séminaires encadrés et animés par des survivants des camps de concentration et d'extermination. Compte tenu du nombre relativement limité d'enseignants que nous pouvons emmener lors de ce voyage, nous invitons d'emblée les personnes intéressées à prendre contact avec notre secrétariat afin de s'inscrire comme participant. Les enseignants inscrits seront contactés ultérieurement pour les modalités pratiques quant à l'organisation de cette importante visite.

6 - Organisation de journées pédagogiques

La Fondation Auschwitz collabore avec l'Organisation des Etudes et de l'Inspection à la mise en place de journées pédagogiques concernant l'enseignement des crimes et génocides nazis. Les professeurs intéressés peuvent contacter leurs Inspections ainsi que notre secrétariat afin de prévoir de telles rencontres qui, par le passé, ont déjà remporté un vif succès.

7 - Visite à Breendonk

Les rescapés se tiennent également à la disposition des enseignants et des élèves qui souhaitent visiter le Fort de Breendonk, un lieu et un musée exceptionnels en Belgique sur les crimes nazis et la résistance.

8- Concours de dissertation annuel

Il est destiné aux deux classes terminales de l'enseignement secondaire supérieur. Il se présente sous forme d'un texte à commenter par les concourants. Un prix par province est prévu. Un prix additionnel est offert par l'Assemblée de la Commission Communautaire Française pour la Région de Bruxelles-Capitale. Il consiste en un certificat du jury, une

somme de 5.000 Fb et une participation gratuite au voyage d'étude que nous organisons annuellement à Auschwitz-Birkenau (voir supra).

9 - Vidéothèque

Nous mettons à la disposition des enseignants une importante vidéothèque susceptible de les intéresser et de les aider dans leur enseignement.

10 - Bibliothèque spécialisée

Les enseignants peuvent avoir recours à notre bibliothèque de plus de 4000 volumes couvrant l'ensemble des problématiques liées à l'entre deux-guerres, au IIIème Reich, à la déportation, à l'antisémitisme, aux crimes et génocides nazis, etc.

11 - Photothèque spécialisée

La photothèque de la Fondation Auschwitz comprend près de 3.000 photographies originales dont un millier relève des camps de concentration et d'extermination nazis.

• Voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau - 1995

Comme chaque année, notre Fondation organisera en 1995 un voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau (Pologne) destiné prioritairement aux **enseignants** (d'histoire, morale, religion et sciences humaines), **aux éducateurs et aux animateurs culturels**. Etant donné les nouvelles réglementations ministérielles concernant les vacances scolaires, cette activité sera programmée **durant le mois d'avril** (vacances scolaires de Pâques) mais divisée en deux périodes ; la première pour nos amis néerlandophones et la seconde pour nos amis francophones. Sont prévus au programme, trois matinées de visites guidées dans les camps (Auschwitz I et Auschwitz II), suivies dans l'après-midi de discussions-débats et une journée de visite à Cracovie. Les visites des camps et les séminaires sur place sont encadrés et animés par des survivants des camps de concentration et d'extermination. Les personnes intéressées par ce voyage sont priées de prendre contact avec notre Secrétariat.

• Les conférences de la Fondation

Notre cycle de conférences dans les établissements scolaires et les centres culturels se poursuit. Depuis janvier 1994 des membres de notre Fondation et de l'Amicale des ex-Prisonniers politiques d'Auschwitz-Birkenau - Camps et Prisons de Silésie se sont notamment rendus à : Ecole Communale de Forrères, St Maria Instituut te Geel, Ecoles communales 3 et 4 de Ath, Centre Culturel Agora de Liège, Athénée Paul Delvaux de Bruxelles, Athénée Royal d'Enghien, Institut Marius Renard d'Anderlecht, Athénée Royal de Florennes, School De Panda te Gent, Ecole Communale de Blicquy Watties, St François Instituut te Poperinge, Athénée Royal de Bertrix, Ecole Baudouin de Woluwé St Lambert, Athénée Royal de Courtrai, St Laurent Technische Instituut te Zelzate, Institut des Arts et Métiers de Bruxelles, Ecole Communale de Blaton, CERIA d'Anderlecht, Stedelijk Freinatschool te Gent, Ecole Reine Fabiola de Woluwé St Lambert, Institut Technique d'Uccle, Onze Lieve Vrouw Instituut te Oudenaarde, Ecole Communale de Ormeignies, Athénée Royal de Waremmes, Athénée Royal de Waterloo, Ecole de Waismes, Ecole Prince Baudouin de Bruxelles, Athénée Royal de Koekelberg, Ecole Communale St Benoît de Habay-la-Neuve, Athénée Royal de Woluwé St Pierre, Lycée de Schaerbeek, Ecole Hotelière de Spa, Ecole Communale de Hologne-sur-Geer, Ecole d'Equitation de Gêves, Ecole Communale de Gêves, I.P.E.T. de Nivelles, Ecole St Joseph de Libramont et Athénée Royal de Neufchâteau.

Nous tenons une fois de plus à remercier nos conférenciers qui se rendent à travers le pays afin de perpétuer et répercuter notre message auprès des jeunes et des moins jeunes. Merci notamment à Régine Beer, Charles Van West, David Lachman, René Raindorf, Jacob Rotenbach, Rebecca Liwschitz et Nathan Ramet.

• Notre exposition sur l'univers concentrationnaire

Notre exposition sur *L'Univers concentrationnaire et la politique nazie d'extermination dans leur contexte historique 1914-1945* a connu un vif succès durant l'année 1994. Notre matériel a en effet beaucoup circulé à travers tout notre pays durant ces derniers mois. Il a été présenté :

- à Huy au Centre Culturel (Association des Libres Penseurs de Huy et sa Région)

- à Theux à la Salle de l'Harmonie (Présences et Action Culturelles-PAC)
- à Theux à l'Institut Saint-Roch
- à Tervuren à l'Athénée Royal
- à Courtrai au Centre Culturel
- à Malmédy à l'Athénée Royal (Présence et Action Laïque-PAL)
- à Essen au 'Gemeenschapsinstituut Erasmus'
- à Fontaine-L'Evêque à la Médiathèque de l'Athénée Royal (Ernel 65 - Maison de Jeunes)
- à Woluwé-Saint-Pierre au Lycée Mater Dei
- à Mons au Centre Saint-Luc
- à Tielt au 'Vrij Technisch Instituut voor Jongens'
- à Lier à l'Athénée Royal
- à Sint-Amandsberg au 'GITO'
- à Huy à l'Institut Technique de la Communauté Française
- à Dison au Lycée de la Communauté Française
- à Evere-Bruxelles au Quartier Général du Commandement de la Force Aérienne Tactique
- à Kalmthout au 'Gemeentelijk Technisch Instituut Sint-Jozef'
- à Houffalize au Lycée Reine Fabiola
- à Rumes à l'Ecole Sainte-Anne (Comité de l'Administration Communale)
- à Harelbeke à la Bibliothèque publique
- à Silly à la Maison Communale (Administration Communale)
- à Herve à l'Ecole de la Communauté Française
- à Ath à l'Athénée Royal (Amicale des Anciens et Amis de l'Athénée Royal)
- à Liège au Collège Saint-Louis
- à Mol ('Mols Platform voor Verdraagzaamheid en tegen Racisme')
- à Bastogne à l'Hôtel de Ville (Ville de Bastogne et asbl 50ème anniversaire de la Bataille)
- à Gand au 'Historisch Archief en Documentatiecentrum Klein Raamhof' (Service Enseignement de la Ville de Gand)

- à Uccle-Bruxelles à l'Institut d'Enseignement Supérieur Pédagogique et Technique de la Communauté Française
- à Avelgem (Willemsfonds)
- à Saint-Hubert au Palais Abbatial (Royal Syndicat d'Initiative de SaintHubert)
- à Dilbeek au Centre Culturel ('Ontmoetingscentrum Westrand')
- à Mons à l'I.S.I. (Institut Supérieur Industriel)
- à Forest-Bruxelles à l'Institut Saint-Vincent de Paul
- à Chatelineau au Collège Episcopal Pie 10.

• Prix de la Fondation Auschwitz

La Fondation a institué un Prix Fondation Auschwitz afin de récompenser un travail inédit et original constituant une importante contribution à l'analyse politique, économique, sociale et historique de l'univers concentrationnaire nazi et des processus qui l'ont engendré. Le prix est d'un montant de 50.000 francs belges.

Voici ci-après le règlement général du concours ainsi que des propositions de recherches sur des questions qui relèvent de différentes disciplines.

(*) Nouveau règlement valable à partir du 1er janvier 1988.

Règlement général (*)

ART. 1. - La Fondation Auschwitz, Centre d'Etudes et de Documentation sur l'Univers concentrationnaire, institue un **Prix Fondation Auschwitz** en hommage à toutes les victimes des camps de concentration et d'extermination nazis.

ART. 2. - Le Prix Fondation Auschwitz peut être attribué chaque année dans le courant du mois de mars pour récompenser un travail inédit et original qui constitue une importante contribution à l'analyse politique, économique, sociale et historique de l'Univers concentrationnaire et des processus qui l'ont engendré.

ART. 3. - Le prix Fondation Auschwitz est d'un montant de 50.000 francs belges. Il ne peut être divisé et ne sera pas augmenté s'il n'a pas été attribué pendant une ou plusieurs années. La Fondation Auschwitz se réserve le droit de publier le travail primé.

ART. 4. - Le Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz se réserve la faculté, sous proposition du jury, d'allouer au lauréat un subside supplémentaire pour la poursuite de ses recherches.

ART. 5. - Trois exemplaires des travaux doivent être adressés au Président de la Fondation d'Auschwitz, Paul Halter, 65 rue des Tanneurs à 1000 Bruxelles, au plus tard le 31 décembre de chaque année. Les exemplaires des travaux non retenus seront renvoyés aux auteurs.

ART. 6. - Les travaux seront examinés par un jury constitué à cet effet et comprenant des membres du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz ainsi que toute autre personne que ce jury estimerait utile de s'adjoindre. Chaque membre du jury présente un rapport sur les candidatures qu'il est appelé à examiner. Après avoir pris connaissance de l'ensemble des rapports, le jury se prononce sur l'attribution du prix. La décision du jury est sans appel.

ART. 7. - Tous les cas non prévus par le présent règlement relèvent de la compétence du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz .

THEMES PROPOSÉS :

1. Histoire et historiographie

Collaboration, Résistance, Déportation. Travail obligatoire. Mouvements de réfugiés politiques et raciaux vers la Belgique. Politique du gouvernement belge de Londres face à la persécution des Juifs en Belgique. L'attitude de l'appareil administratif, judiciaire et policier belge sous l'occupation envers la politique de déportation. Bilan raisonné des travaux historiques belges consacrés à la Seconde Guerre mondiale - problèmes d'approche et de méthodologie. Mémoire écrite et mémoire orale - les lieux de la mémoire. Le rapatriement. La Croix Rouge belge et internationale. La vie quotidienne en Belgique sous l'occupation...

2. Economie

La crise de 1923 et 1929. Le planisme. L'économie de guerre. Syndicats et patrons sous l'occupation. Le travail et l'économie concentrationnaire. La reconstruction dans l'immédiat après-guerre...

3. Sciences sociales, politiques et philosophie

Analyses des systèmes totalitaires et de leurs idéologies. Groupes sociaux, partis politiques, Institutions et

Eglises face aux fascismes. Histoire du racisme et de l'antisémitisme. Les spécificités de l'antisémitisme nazi. Les explications causales à l'épreuve des génocides. Ere de masse et modernité. Les intellectuels, les fascismes et les idéologies totalitaires. Philosophie, théologie et morale confrontées à l'après-Auschwitz. Politiques d'épuration et répression de la collaboration en Belgique...

4. Psychologie, psychiatrie, médecine

Personnalité autoritaire et facisme. Psychologie de masse-foule-propagande. Les mythes mobilisateurs. La figure du chef. Statut et fonction de la médecine et la psychanalyse sous le III^{ème} Reich. Le programme d'euthanasie nazi. Les statuts de l'expertise scientifique sous le III^{ème} Reich en matière médicale, hygiéniste et raciale. Psychologie sociale et attitudes d'extrême-droite ou fascistes...

5. Histoire de l'art et littérature

L'esthétique nazie et ses productions. Productions esthétiques et littéraires d'exil. L'art concentrationnaire. Littérature de l'Ordre nouveau, de la collaboration et de la Résistance...

6. Droit

De l'Etat de Droit à l'Etat totalitaire. Etat de Droit-Etat d'exception-Dictature-Etat totalitaire. La Justice, le Droit et la Doctrine sous le III^{ème} Reich. Les crimes contre l'humanité. Les procès - jurisprudence et doctrine. Politiques gouvernementales et instruments juridiques en matière d'extradition des criminels de guerre et des crimes contre l'humanité. La Commission belge des crimes de guerre. Les auditorats belges en matière d'épuration et de répression. Examen de l'attitude des tribunaux belges envers le racisme et le terrorisme d'extrême-droite...

7. Communications et journalisme

Analyse de la presse de la collaboration, de la Résistance à Londres et au Congo. Analyse des émissions de la radio belge de Londres. Analyse du fonctionnement de l'INBEL à Londres. Les «actualités filmées» pendant l'occupation. La politique de distribution des films sous l'occupation. La distribution des films sous l'occupation. La distribution des films en Belgique dans l'immédiat après-guerre portant sur la guerre et les camps de concentration. Analyse des agences de presse en Belgique pendant l'occupation. Le film d'après-guerre sur la résistance, la collaboration, le génocide, le fascisme...

8. Arts du spectacle et techniques de diffusion

Médias audio-visuels et transmission de la mémoire des crimes et génocides - Médias audio-visuels et idéologie du national-socialisme.

9. Pédagogie

La pédagogie des crimes et génocides de la Seconde Guerre mondiale - La pédagogie de l'anti-racisme.

10. Traduction - interprétariat

Traduction critique d'auteurs étrangers traitant de l'un des thèmes ci-dessus.

• Prix de la Paix

La Fondation Auschwitz et le Centre de la Paix de la Ville d'Anvers ont institué en 1992 le **Prix de la Paix** (50.000 FB) qui est attribué chaque année afin de récompenser un travail inédit et original et qui constitue une importante contribution à l'analyse des problèmes de la paix. En 1993, le Prix fut attribué à Monsieur Didier Pollefeyt (FNRS-KUL) et l'année suivante au Professeur Eric David (ULB).

Règlement général du concours :

Art. 1.

La Fondation Auschwitz -Centre d'Etudes et de Documentation sur l'Univers concentrationnaire- et le Centre de la Paix de la Ville d'Anvers instituent un Prix de la Paix en hommage à toutes les victimes des camps de concentration et d'extermination nazis.

Art. 2.

Le Prix peut être attribué chaque année dans le courant du mois de janvier pour récompenser un travail inédit et original qui constitue une importante contribution à l'analyse des problèmes de la paix.

Art. 3.

Le prix est d'un montant de 50.000 francs belges. Il ne peut être divisé et ne sera pas augmenté s'il n'a pas été attribué pendant une ou plusieurs années. La Fondation Auschwitz et le Centre de la Paix de la Ville d'Anvers se réservent le droit de publier le travail primé.

Art. 4.

Le Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz et le Centre de la Paix de la Ville d'Anvers se réservent la faculté, sous proposition du jury, d'allouer au lauréat un subside supplémentaire pour la poursuite de ses recherches.

Art. 5.

Trois exemplaires des travaux doivent être adressés au Président de la Fondation Auschwitz, Paul Halter, 65 rue des Tanneurs à 1000 Bruxelles, au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Art. 6.

Les travaux seront examinés par un jury constitué à cet effet et comprenant des membres du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz et des représentants du Centre de la Paix de la Ville d'Anvers ainsi que toute autre personne que ce jury estimerait utile de s'adjoindre. Chaque membre du jury présente un rapport sur les candidatures qu'il est appelé à examiner.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des rapports, le jury se prononce sur l'attribution du prix. La décision du jury est sans appel.

Art. 7.

Tous les cas non prévus par le présent règlement relèvent de la compétence du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz et des représentants du Centre de la Paix de la Ville d'Anvers.

Notes de lecture

Tabori, autrefois officier dans l'armée anglaise à Jérusalem et au Caire, a relaté ses expériences dans son nouveau roman «*Tod in Port Aarif*» (Mort à Port Aarif).

George TABORI, *Tod in Port Aarif*,
Steidl Verlag, Göttingen, 1994, 382 p.

Le lieu : une ville maritime en Méditerranée.

L'époque : un peu après la Deuxième Guerre mondiale.

Le héros : Dr. Francis Varga, chirurgien de Transylvanie travaillant comme médecin de bord sur un bateau égyptien.

L'histoire : El Bekkaa, le gouverneur de la ville, souffre d'un cancer de l'estomac. D'autre part, il s'est progressivement rendu odieux aux yeux du gouvernement, de la compagnie pétrolière, des citoyens et même de sa propre famille. El Bekkaa demande à Varga, le chirurgien, de le guérir. Mais tous espèrent que l'opération chirurgicale qui s'avère nécessaire ne réussira pas. Varga l'opère, avec succès. Mais cette guérison signe le début d'une fin irrésistible.

Tabori utilise des faits révolutionnaires au Proche Orient d'après-guerre au moment où la Fondation d'Israël est en vue. Les mouvements d'indépendance arabes servent de trame au développement de ce roman d'amour sur fond de principes moraux. Le lecteur se retrouve au sein de la vie arabo-juive, au creuset des peuples. Il s'agit d'une description d'un mélange explosif au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie.

«Les chiens aboient, et la caravane passe». Telle est la devise du livre. Ceci signifie que l'homme peut mourir, la vie continuera (quand même). Le roman se termine avec l'idée que seul l'homme indifférent et l'homme désespéré feront naufrage. L'existence humaine est un voyage qu'il faut vivre prudemment si l'on veut durer.

Clemens VOLLNHALS : Politische Sauberung und Entnazifizierung in den vier Besatzungszonen 1945-1949, (Clemens Vollnhals Ed. DTV, München, 1991).

Johannes ROSENSTEIN

Ce livre, édité par l'historien allemand Clemens Vollnhals, contient des documents illustrant les problèmes de la dénazification du point de vue des puissances occupantes aussi bien que de celui des Allemands. L'auteur rend intelligemment compte du fait que «l'épuration politique» dans les zones occupées a été traitée très différemment. Les Américains en particulier ont regardé la dénazification comme fondamentale et constitutive de la politique dans leur zone d'occupation. On a surtout essayé de faire disparaître les têtes dirigeantes de l'ancien Troisième Reich des secteurs administratifs et de la fonction publique. Cela n'implique pas que «l'épuration politique» fut un grand succès. Au contraire, on a pu constater que la dénazification voulue par les Alliés a échoué pour diverses raisons. L'ensemble des documents présentés dans ce livre nous offre des explications détaillées. Cette contribution est essentielle pour saisir les problèmes de la dénazification. D'autant plus qu'il s'agit d'un sujet influençant la vie publique allemande de l'après-guerre à nos jours.

Ralf MERTENS

Klaus J. BADE : Ausländer, Aussiedler Asyl. Eine Bestandsaufnahme. Originalausgabe, Beck'sche Reihe, München, 1994, 240p.

Débat de rue controversé au sujet de l'Allemagne, des Allemands et leurs étrangers, de leurs rapatriés, du droit d'asile. La discussion générale ressemble à une «épicerie avec des étiquettes mal collées» comme dit l'auteur.

Les notions deviennent floues et sont réduites à leur sens propre; les hommes politiques les utilisent comme des formules à la mode.

Klaus J. Bade a réussi à éclaircir le sujet. Il a bien résumé tous les faits importants concernant les «étrangers» et la «politique des étrangers» en Allemagne. Il fait table rase des préjugés régnants. Ce livre documente, quelquefois de façon polémique, l'hypocrisie de la politique d'immigration allemande.

L'auteur propose l'association des développements historiques et des analyses de la situation actuelle pour préparer les discussions d'avenir portant sur l'organisation de la «politique des étrangers».

Klaus J. Bade est professeur titulaire des cours d'histoire moderne et est Directeur de l'Institut de Recherche des

Migrations et des Etudes Interculturelles (IMIS) à l'Université d'Osnabrück. Il jouit également d'une réputation internationale d'expert en Histoire démographique concernant les questions d'immigration et d'émigration.

Selon Klaus J. Bade, il faut poursuivre le «comment» et le «pourquoi» des données du problème dans la société quant à la migration et l'intégration des minorités en Allemagne. Il faut aussi montrer que la situation d'aujourd'hui n'est pas la seule possible. Les négligences passées fondent les problèmes d'aujourd'hui. Il ne faudrait pas formuler d'accusations ni de sentences de culpabilité. Mais tout de même donner un nom aux négligences visibles si l'on veut apprendre quelque chose pour organiser l'avenir. Ce procès doit être accéléré. Car ces problèmes ne pourront être résolus en continuant sur la lancée présente. En somme, ce livre se veut un avertissement.

Johannes ROSENSTEIN

Comme les coupables de l'holocauste, les victimes se sont tués longtemps. Dans ce livre, la deuxième génération parle, contredisant ainsi ceux qui voudraient que le trait final soit tiré.

Helen EPSTEIN, *Die Kinder des Holocaust, Gespräche mit Söhnen und Töchtern von Überlebenden.*
Trad. de l'américain: Christian Spiel,
1990, DTV, Zeitgeschichte.

Ecrasée par le poids de ses propres angoisses, par la violence du silence autour d'elle et en elle, Helen Epstein décide à 29 ans de se mettre à la recherche de gens comme elle pour les observer, les écouter, partager leur solitude. Les jeunes Juifs qu'elle a interviewés sont nés immédiatement après l'holocauste, la plupart en Europe, avant le départ de la famille; après une période de nomadisme, la majorité des familles se sont fixées fin des années 50. Les difficultés économiques et psychologiques sont différentes suivant le lieu d'établissement (Etats-Unis, Amérique du Sud, Israël). Mais les problèmes présentent de fortes analogies.

Les jeunes Juifs américains «normaux» partagent des caractéristiques communes qui les distinguent de leurs contemporains américains :

- ils n'ont pas de grands-parents, pas d'oncles ni de tantes,
- leurs parents ont fui Vienne ou Prague et ils ne racontent pas comment ils sont arrivés à New-York; sou-

vent ils ont changé de nom, parfois ils donnent à leurs enfants des prénoms chrétiens,

- entre eux, ils parlent l'allemand ou le yiddish,
- ils lisent les journaux avidement et les discutent avec passion,
- ils exigent que leurs enfants apprennent le latin,
- ils gardent un lourd silence sur leur vie personnelle antérieure à l'holocauste, sur leur vécu pendant la guerre; silence brusquement interrompu par de violentes colères, par des crises de désespoir non expliquées,
- les enfants eux-mêmes ont épousé un autre enfant de l'holocauste,
- trop juifs dans le milieu américain, trop américains dans le milieu juif, ils se heurtent à tout leur environnement et se blessent dans leur recherche d'identité. Face à leurs parents, héros qu'ils admirent, ils font des complexes d'infériorité ou alors ils refusent ce passé et culpabilisent; toute la famille reste murée dans un silence protecteur de part et d'autre et est exposée à un éclat inattendu, à un chantage affectif qui creusent davantage le fossé entre les générations,
- ce fossé est encore accentué par les études souvent très poussées que les parents ont imposées à leurs enfants; surprotégés matériellement, ceux-ci sont souvent apathiques, incapables de se créer un avenir professionnel, de s'intégrer dans un milieu social.

Lorsque ces jeunes atteignent l'âge où les parents ont été arrêtés, les problèmes psychosomatiques s'aggravent. La guerre des 6 jours déclenche des prises de position douloureuses.

Lorsque Helen Epstein commence sa démarche approximativement en 1975, elle ne trouve que très peu d'articles au sujet des problèmes psychologiques des enfants de l'holocauste; ils sont à ce moment environ 500.000. Bon nombre d'entre eux ont fait des études de psychologie. La majorité de ces jeunes Américains appartient à la couche de la population qui fréquente facilement le milieu (para)médical de la psychologie, les enfants n'ont pas parlé de leurs parents, les psychologues n'ont pas creusé cette relation dans ce qu'elle a de particulier: «ce sont maintenant des jeunes Américains.»

En 1966, le Dr. Vivian Rakoff publie à Montréal (Jewish General Hospital), dans une revue non spécialisée, un article prudent, très discret; elle constate que les enfants semblent plus traumatisés que les parents; chez ceux-ci, on avait constaté de façon simpliste «un syndrome de survie».

En 1972, 144 familles avaient été contactées à Montréal, ce qui autorisait une étude plus sérieuse (1973). Celle-ci fut confirmée et élargie par le Dr. Bernard TROSSMAN (Montréal, Mac Guil University, Student Mental Health Clinic).

A la même époque, le Dr. Henry Shaw se trouve confronté aux mêmes problèmes à Melbourne (Australie).

En Israël, Hillel Klein étudie entre 1967 et 1970, 25 familles établies dans trois kibboutzim (étude publiée en 1979). Ces familles-ci présentent des caractéristiques très spécifiques, différentes des groupes canadiens et australiens; elles sont en général mieux intégrées à la vie du kibboutz; ce qui n'exclut pas chez les enfants un comportement différent de celui de leurs camarades.

Mais il faut attendre les années '74-75, pour trouver les premières études systématiques. C'est aussi à cette époque que les enfants de l'holocauste devenus adultes, parents - eux-mêmes à risque -, décident de confronter leurs solitudes, leurs émotions, leurs souffrances, leurs difficultés propres; ils veulent ensemble se parler librement - sans la peur permanente de se faire mal, sans rationalisation constante, sans que toute manifestation d'autorité soit perçue comme volonté d'écrasement.

Le livre de Helen Epstein paraît en 1979.

Gaby MOONENS

Klaus-Dietmar HENKE et Hans WOLLER : *Politische Säuberung in Europa : Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration nach dem Zweiten Weltkrieg* , Ed. DTV München, 1991.

Klaus-Dietmar Henke et Hans Woller, collaborateurs à l'Institut für Zeitgeschichte à Munich, ont édité une collection de traités relatifs à «l'épuration politique» en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Les auteurs s'intéressent aux faits de collaboration et au fascisme. Cet ouvrage collectif montre que «l'épuration politique» procède d'un processus culturel et que de grandes différences appa-

raissaient d'un pays à l'autre. Par exemple, Henri Rousseau souligne la signification de «l'épuration» pour la société française et la conscience nationale. Concernant l'Autriche, Dieter Stiefel présente ce qui apparaissait comme le plus urgent : la reconstruction du système économique. A long terme, cet aspect prit le pas sur une dénazification soignée. Stein U. Larsen nous montre que «l'épuration» en Norvège a constitué une discussion juridique dont les punitions appropriées furent recherchées. La nécessité d'une dénazification dans la vie publique fut finalement moins forte qu'attendue parce que l'idéologie nazie n'avait pas dans une large mesure, influencé la pensée des Norvégiens.

Dans l'ensemble, l'ouvrage nous offre un aperçu de la complexité de «l'épuration politique» et de la dénazification en Europe dans les années 1943-1948.

Ralf MERTENS

Jean-Claude PRESSAC, *Les crématrices d'Auschwitz. La machine-rie du meurtre*, CNRS - Editions, Paris, 1993, 155p.

Même à l'heure de la «Liste de Schindler», il est rare qu'un livre traitant de l'extermination des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale, de surcroît publié par les éditions du CNRS, ait connu un tel succès de librairie. Pourtant, sa lecture est loin d'être aisée, s'adressant davantage à un public de scientifiques qu'à l'homme de la rue. Il faut toutefois préciser que sa publication provoqua un débat d'idées auprès des historiens du génocide. Car Jean-Claude Pressac a tout pour provoquer la suspicion: pharmacien de son état, il se proclame historien autodidacte. Plus grave : il a longtemps été partisan des thèses d'un certain Monsieur Faurisson, jusqu'au jour où il fut miraculeusement converti à la vérité. Certains ne lui ont pas pardonné son passé et l'accusent aujourd'hui de populariser insidieusement des théories négationnistes.

Son travail ne manque cependant pas de rigueur, bien au contraire : Pressac ayant passé ces dix dernières années à démontrer la fausseté du dogme révisionniste «les chambres à gaz n'ont pas existé». L'auteur est un perfectionniste qui ne néglige aucun détail. L'originalité de son étude repose à la fois sur des sources inédites et sur une méthode singulière. Pressac a en effet utilisé dans leur intégralité les archives de la Bauleitung SS d'Auschwitz (direction des constructions SS)¹. Jusqu'ici, 2/3 de ces documents se trouvaient à Moscou, (80.000 d'entre

¹ Contrairement à d'autres services des camps, qui brûlèrent leurs archives à l'approche des troupes alliées, les directeurs de la «Bauleitung» d'Auschwitz ne jugèrent pas opportun la destruction des papiers.

eux furent saisis en 1945) en possession du KGB, et n'avaient jamais pu être consultés, le tiers restant se trouvant principalement au Musée d'Auschwitz. A la faveur de la «Glasnost», il fut un des premiers à obtenir l'autorisation de dépouiller ce fonds. Les informations collectées furent d'un intérêt capital, car s'y trouvaient les réponses des firmes allemandes aux exigences de la SS. Sa méthode, quant à elle est délibérément sélective dans le choix des sources, puisqu'il base son étude principalement sur les archives de la Bauleitung. Son but avoué est donc de n'utiliser qu'une documentation de première main, pouvant échapper à toute accusation de subjectivité; cela ne l'empêchera pas par exemple d'utiliser pour illustrer ses propos souvent fort arides des dessins de David Olère ou des déclarations d'officiels nazis.

Minutieusement, Pressac établit l'historique de la mort industrielle dans les camps nazis. Dès mars 1933, les opposants au nouveau régime sont enfermés à Dachau. Très vite, la mortalité importante qui y sévit nécessite l'installation de crématoires. Une firme allemande, la *Topf und Söhne*, s'imposera finalement sur le «marché» en pleine extension des camps de la mort. Un de ses ingénieurs, Kurt Prüfer, membre du parti nazi, installe des fours à Dachau, adapté aux nécessités des camps. En 1941, Himmler décide d'ajouter au KZ d'Auschwitz un ensemble concentrationnaire capable d'accueillir 100.000 prisonniers russes. La Topf met alors sur pied un ensemble monstrueux de crématoires capables de brûler plus de 1000 corps par jour; l'efficacité de ces installations joua certainement dans le choix d'Auschwitz comme lieu privilégié de la «Solution Finale». La Topf franchira un pas décisif en participant à la mise sur pieds des chambres à gaz, adjacentes aux crématoires.

Si la SS a toujours entouré le gazage de déportés du plus grand secret, en camouflant par exemple les chambres à gaz sous le label «morgue» dans les plans des crématoires, la lecture des archives de la Bauleitung laisse entrevoir les mécanismes de l'industrie de la mort. On peut ainsi noter:

- différentes bavures dans la correspondance «cave à gazage» (*Vergasungskeller*), lettre du chef de la Bauleitung adressée à Berlin, 29 janvier 1943 (p. 69).
- des bordereaux de réception font état de portes étanches au gaz pour les «chambres à cadavres» ou morgue (p. 71).
- suppression dans les morgues des glissières à cadavres montrant que c'est à pied qu'on y descendait (p. 73).

- une lettre de commande à la Topf d'un système de chauffage dans la morgue, ce qui est inexplicable pour une salle supposée être froide afin de conserver les corps. Or, une température de 27° est nécessaire pour que le zyklon B soit efficace (p. 73).
- une commande à la Topf de détecteurs de gaz, pouvant mesurer les restes d'acide cyanhydrique dans le crématoire II. Or, dans une vraie morgue on utilise des désinfectants, mais non ce type d'acide (p. 72).
- la soufflerie de bois prouve que l'air extrait n'était plus celui d'une morgue chargée de miasmes, mais de l'air mélangé à un produit toxique, ne devant être aspirée que par une soufflerie de bois (p. 70).

Ce livre est volontairement froid, foisonne de détails, souvent trop techniques pour les profanes. Mais Pressac démontre par là la banalité du mal, la technicité du meurtre collectif. La mort de milliers d'hommes et de femmes se réduit à un simple marché à conquérir. Onze firmes ont participé à un titre ou à un autre à la construction du complexe d'Auschwitz-Birkenau, avec leurs ouvriers, contremaîtres, ingénieurs. Il y eu des pannes, ils ont vu ce qui s'y passait. Mais business is business.

Pourquoi une étude aussi détaillée que celle-ci a-t-elle provoqué une polémique aussi vive au sein de la communauté scientifique. Des spécialistes de l'histoire du génocide, comme Raoul Hilberg ou Pierre Vidal-Naquet, ont longuement critiqué la méthode utilisée par Pressac. Ainsi, si les témoignages sont bien sûr fort lacunaires, doivent-ils pour autant être omis pour obtenir «*une reconstitution historique enfin affranchie des témoignages oraux ou écrits*» (p. 2)? Dans une étude précédente *Auschwitz: techniques and operation of the gas chambers*, publiée par la Fondation Klarsfeld et écrite à partir des archives conservées uniquement en Allemagne et en Pologne, Pressac n'avait pas hésité à recourir par exemple aux témoignages de rescapés du Sonderkommando et à les confronter aux documents en sa possession.

Certains ont encore été plus loin dans la critique et considèrent Pressac comme un révisionniste. Il est vrai que son hypercritique rappelle parfois celle de Faurisson. Ce dernier a d'ailleurs publié un livre en réponse à Pressac, dans lequel il l'accuse de tomber sous le coup de la loi Fabius-Gayssot, réprimant les propos révisionnistes. Si Faurisson

recherche avant tout la publicité en profitant de la polémique née de la publication des *Crématoires d'Auschwitz*, il est néanmoins acquis que de grosses erreurs empiriques assombrissent certaines démonstrations de Pressac. Il y a aussi des silences: Il ne parle jamais de l'action T4, c'est-à-dire de l'élimination des malades mentaux en Allemagne, souvent par gazage, ou des Einsatzgruppen en URSS. Chelmno est en activité bien avant Auschwitz. Mais il faut préciser qu'il s'est volontairement limité à l'étude des crématoires d'Auschwitz, et qu'il n'a voulu à aucun moment écrire l'histoire de la «Solution Finale». Pourtant, il y a des prérequis incontournables.

Pressac donne aussi une chronologie très différente de celle généralement adoptée. Par exemple, il recule de trois mois, à décembre 1941, la date des premiers gazages à Auschwitz, (250 malades et 600 russes), et situe à juillet 1942 les premiers gazages systématiques de Juifs, jusqu'ici situé un an plus tôt. Il divise aussi par trois la capacité des crématoires et le nombre de morts : 4300 corps par jours, et 800.000 morts dans l'enceinte d'Auschwitz. A noter qu'aujourd'hui la tendance générale est à la réduction du nombre de victimes, chiffrées jusqu'à récemment à 4 millions (Hilberg le chiffre autour de 1 million). Il utilise dans ses calculs les possibilités techniques des crématoires (une méthode somme toute fort similaire est utilisée par les révisionnistes pour nier le gazage des Juifs).

Un article signé par Pierre Pachet, dans *La quinzaine littéraire* du 16-31 octobre 1993, dénonce un autre aspect «tangent» du livre de Pressac, à savoir la dérive de la langue. Il utilise en effet à tout moment un vocabulaire nazi, par exemple «sélection», «apte au travail», ou «inapte», utilisé sans les guillemets salutaires. Certaines phrases sont tout à fait hors de propos: «*Les SS se jetèrent sur le crématoire IV comme des enfants sur de nouveaux jouets*» (p. 76). Ce ton cynique serait pardonnable si il ne parlait pas d'Auschwitz.

Jean-Claude Pressac n'est pas un historien, aussi détaillée son étude soit-elle, et cela se sent. Il prête par exemple tout à fait gratuitement certains sentiments et certaines réflexions à des officiers SS, alors que rien ne peut prouver qu'ils les aient effectivement ressentis ou exprimés : Himmler est ainsi présenté comme dégoûté par le spectacle d'un gazage (p. 43); Prüfer (l'ingénieur de la Topf «*dut exiger la vérité (...) sur la destination exacte des 4 créma-*

toires» (p. 69) : alors que rien dans les sources étudiées ne vient prouver cette assertion tout à fait gratuite. Si son étude est fort bien documentée (photos, cartes,...), on notera cependant l'absence de toute bibliographie, si ce n'est celle renseignée dans ses appels de notes.

En conclusion, malgré l'odeur de soufre qui a entouré sa publication, ce livre sera certainement incontournable pour l'étude de la «Solution Finale». Pressac a certainement réussi à montrer l'évolution de l'idée du meurtre collectif. L'intérêt essentiel de cet ouvrage de Pressac réside néanmoins dans une démonstration de leur existence, basée sur de la documentation que les négationnistes pourront difficilement discuter. Pas question ici d'une réflexion sur le pourquoi, mais plutôt sur le comment.

Pascal MAJÉRUS

Dernières acquisitions de la Bibliothèque

Peter ALTER (éd.) : *Nationalsozialismus. Dokumente zur Geschichte und Gegenwart eines Phänomens*, Piper, München, 1994, 331 p.

Hannah ARENDT : *Sur l'antisémitisme*, Calman-Lévy, Paris, 1973, 289 p.

Hannah ARENDT : *Zwischen Vergangenheit und Zukunft. Übungen im politischen Denken*, Piper, München, 1994, 439 p.

Bronislaw BACZKO : *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs. Critique de la politique*, Payot, Paris, 1994, 242 p.

Klaus J. BADE : *Ausländer Aussiedler Asyl. Eine Bestandsaufnahme*, C.H.Beck, München, 1994, 240 p.

Francis BALACE : *Jours de guerre. Jours de doute*, Crédit Communal, Bruxelles, 1994, 127 p.

Frank BARON, Sandor SZENES : *Von Ungarn nach Auschwitz. Die verschwiegene Warnung*, Westfälisches Dampfboot, Münster, 1994, 208 p.

Morad BAYNA, Marie-Ange CORNET, Serge MOUREAU : *La rouelle ou le voile. Les ghettos sont dans notre coeur*, Flambeau, Bruxelles, 1994, 64 p.

Renéé BEDARIDA : *Les armes de l'esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Les Editions ouvrières, Paris, 1977, 378 p.

Michael BERENBAUM, Zisrael GUTMAN : *Anatomy of the Auschwitz Death Camp*, US Holocaust Research Center, Washington, 1994, 638 p.

Jacques BIELINKY : *Journal 1940-1942. Un journaliste juif à Paris pendant l'occupation*, CERF, Paris, 1992, 327 p.

Nadine BITNER : *Papa va revenir. Récit*, Flammarion, Paris, 1993, 212 p.

Robert BOBER : *Quoi de neuf sur la guerre ?*, P.O.L., Paris, 1993, 247 p.

Guy BOURDE, Hervé MARTIN : *Les écoles historiques*, Editions du Seuil, Paris, 1993, 413 p.

Christopher R. BROWNING : *Des hommes ordinaires*, Les belles lettres, Paris, 1994, 284 p.

André CAUVIN : *La liaison dangereuse. Belgique France Espagne Portugal Londres 1940 - 1942*, Collet, Bruxelles, 1988, 220 p.

Catherine CHAINE : *Le voyage sans retour des enfants d'Izieu*, Gallimard, Paris, 1994, 112 p.

Herman CORIJN (éd.) : *Van wereldburger tot «bange blanke man»*, VUB Press, Brussel, 1994, 191 p.

Jean-Marie DELAUNOIS : *De l'Action catholique à la collaboration : José Streeel*, Editions Legrain, Bourtembourg, 1994, 253 p.

Raphaël DELPARD : *Les enfants cachés*, J.C. Lattes, Mesnil-sur-l'Estrée, 1993, 274 p.

Andreas DISSELNKÖTTER (éd.) : *Wüstenstürme. Der Krieg des Nordens gegen den Süden ?*, DISS, Duisburg, 1994, 128 p.

R. DONCKERWOLCKE : *Ronse - Renaix, 8 Mai 1945*, s.l., 1994, 21 p.

André DONNET : *Annales de droit de Louvain. Le délit révisionnisme*, s.l., s.éd., 1993

H.W.VON DER DUNK : *Twee buren - twee culturen. Opstellen over Nederland en Duitsland*, Prometheus, Amsterdam, 1994, 303 p.

Liliana P. FARGION : *Il libro della Memoria*, Mursia, Milana, 1991, 946 p.

Liliana P. FARGION : *Per ignota destinazione. Gli ebrei sotto il nazismo*, Arnoldo Mondadori Editore, 1994, 240 p.

Pierre FAVRE : *Naissance de la science politique en France 1870 - 1914*, Fayard, Paris, 1989, 331 p.

André FONTAINE : *Un camp de concentration à Aix-en-Provence ?* Edisud, Aix-en-Provence, 1989, 144 p.

Georges GORIELY et LEMAIRE Jacques : *Les nationalismes*, ULB, Bruxelles, 1994, 111 p.

Mieke VAN HAEGENDOREN : *Marlene Deman-Flechtheim. Geschiedenis van mijn leven. Een tijdsdocument*, ACCO, Leuven, 1993, 111 p.

Marek HALTER : *La mémoire inquiète. Il y a cinquante ans : le Ghetto de Varsovie*, Robert Laffont, Paris, 1993, 79 p.

Thierry HOCHBERG : *Paris - Auschwitz - Paris. Chronique d'une jeunesse volée*, Edisud, Aix-en-Provence, 1993, 118 p.

Siegfried JÄGER (éd.) : *Aus der Werkstatt. Anti-rassistische Praxen. Konzepte - Erfahrungen - Forschung*, DISS, Duisburg, 1994, 357 p.

Joza KARAS : *La musique à Terezin 1941 - 1945*, Gallimard, Paris, 1994, 237 p.

KA-TZETNIK 135633 : *Ich bin der SS-Mann. Eine Vision*, Piper, München, 1994, 141 p.

Helen KEHR, Janet LANGMAID : *The nazi Era 1919 - 1945*, Mansell Publishing, London, 1982, 281 p.

Helmut KELLERSHOHN (éd.) : *Das Plagiat. Der Völkische Nationalismus der «Jungen Freiheit»*, DISS, Duisburg, 1994, 351 p.

Angelika KÖNIGSEDER, Juliane WETZEL : *Lebensmut im Wartessal. Die jüdischen DPs im Nachkriegsdeutschland*, Fischer, Frankfurt a.M., 1994, 277 p.

Maurice KRAJZMANS : *La Presse Juive en Belgique et aux Pays-Bas*, ULB, Bruxelles, 1975, 207 p.

Mieke LAUWERS : *Gids voor Historisch Beeld - en Geluidsmateriaal*, Stichting Film en Wetenschap, Amsterdam, 1994, 359 p.

Waldtraut LEWIN : *Federico. Roman*, DTV, München, 1994, 692 p.

Paul LÖBE : *Der Weg war lang*, ARANI, Berlin, 1994, 338 p.

Peter MALKIN : *Ich jagte Eichmann*, Piper, München, 1990, 312 p.

Pierre MILZA : *Les fascismes*, Editions du Seuil, Paris, 1991, 603 p.

Henri NOGUERES : *Histoire de la Résistance en France. juin 1940 - juin 1941*, Robert Laffont, Paris, 1967, 597 p.

Pierre NORA (éd.) : *Essais d'égo-histoire*, Gallimard, Paris, 1987, 375 p.

Maria NUROWSKA : *Aan de andere kant de dood*, EPO-De Geus, Berchem, 1993, 171 p.

René REMOND (éd.) : *Pour une histoire politique*, Seuil, Paris, 1988, 399 p.

Madelaine RIFFAUD : *On l'appelait Rainer (1939 - 1945)*, Julliard, Paris, 1994, 240 p.

Bohdan RYMASZEWSKI : *Torun in the days of Copernicus*, TNT, Torun, 1993, 85 p.

Frank SEBERECHTS : *Ieder zijn zwarte. Verzet, col-laboratie en repressie*, Perspectief, Leuven, 1994, 221 p.

Jean-François SIRINELLI (éd.) : *Histoire des droites en France. 1. Politique*, Gallimard, Paris, 1992, 794 p.

Jean-François SIRINELLI (éd.) : *Histoire des droites en France. 2. Cultures*, Gallimard, Paris, 1992, 770 p.

Jean-François SIRINELLI (éd.) : *Histoire des droites en France. 3. Sensibilités*, Gallimard, Paris, 1992, 956 p.

Erik SOMERS, Mark PIER : *Archiefgids van de Tweede Wereldoorlog Nederland - Nederlands-Indië*, Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie, Zutphen, 1994, 407 p.

Viviane TEITELBAUM-HIRSCH : *Les larmes sous le masque*, Editions Labor, Bruxelles, 1994, 203 p.

THUCYDIDE : *La guerre du Péloponnèse. Livre I*, Les belles lettres, Paris, 1990, 107 p.

Verfassungsschutzbericht 1993, Bundesministerium des Inneren, Bonn, 1994, 247 p.

Myriam VERKOUTER : *Een Mythe van papier ?* VUBPress, Brussel, 1994, 167 p.

Friedrich Kardinal WETTER : *Edith Stein. Zur Wahrheit berufen - vom Kreuz gesegnet*, Pressereferat Erzdiözese München und Freising, München, 1984, 32 p.

Bruno DE WEVER : *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde*, Perspectief, Gent, 1994, 701 p.

Zeitfragen : Didaktische Arbeit in KZ-Gedenkstätten, BLPB, München, 1993, 136 p.

Les activités de la Fondation Auschwitz sont soutenues par : la Ville de Bruxelles, le Ministère de la Communauté Française, le Service de l'Education permanente de la Communauté Française, le Commissariat Général aux Relations Internationales, le Fonds National de la Recherche Scientifique, le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (Communauté Française de Belgique), le Ministère de l'Enseignement et de la Formation (Exécutif de la Communauté Française), le Collège de la Commission Communautaire Française (Région de Bruxelles-Capitale), l'Assemblée de la Commission Communautaire Française, le Secrétariat Général de la Commission des Communautés Européennes, le Parlement Européen, le Ministère de l'Emploi et du Travail, le Ministère de la Justice, le Ministère des Relations Extérieures, le Ministère des Communications et le Secrétariat aux P.T.T., le Cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Transports de la Région Wallonne, le Ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement de l'Exécutif Régional Wallon, le Ministère des Finances, la Loterie Nationale, le Secrétariat d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, le Ministère de l'Intérieur, le Secrétariat d'Etat pour la Politique Scientifique, la Province du Brabant, la Province du Luxembourg, le Cabinet du Ministre de la Région Wallonne, de la Rénovation Rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings Industriels, de l'Emploi, P&V Assurances et Belgacom.  Nous les en remercions vivement.

